

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

VERS UNE COMPÉTENCE UNIVERSELLE POUR LUTTER CONTRE LE
TOURISME SEXUEL IMPLIQUANT DES ENFANTS?

MÉMOIRE PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN DROIT INTERNATIONAL

PAR
DALLAL BOUKHARI

MAI 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce travail est à la fois le résultat de grands sacrifices et la conjugaison de multiples efforts. En tout premier lieu, l'assistance, l'encadrement et le soutien de notre directeur de recherche le professeur *Pierre Bosset*, en dépit de ses dévorantes activités personnelles et professionnelles, sont les meilleurs jalons sans le concours desquels notre mémoire n'aurait pas vu le jour. Ses valeurs humaines fondamentales, sa direction éclairée, et la patience qu'il a mise toute au long du processus de rédaction de ce mémoire méritent toute notre reconnaissance.

Nous nous en voudrions de ne pas avoir à exprimer publiquement notre profonde gratitude à l'égard de notre professeure *Renée Joyal* dont l'enseignement constitue la clé de voûte de ce mémoire. Notre engagement à la cause des enfants nous vient surtout de ce que nous nous permettons d'appeler son «*Cours-plaidoyer*» en faveur de cette catégorie sociale vulnérable.

Malheureusement, ce cadre est trop restreint pour nous permettre de citer les noms de toutes celles et de tous ceux qui, grâce auxquels, ce travail est rendu possible. Toutefois, à tous les professeurs du Département des sciences juridiques de l'UQÀM, qui ont contribué largement à notre formation académique, nous ne pouvons pas nous empêcher de leur exprimer ici nos profondes reconnaissances.

À tous nos collègues de l'UQÀM dont l'encouragement nous a beaucoup aidée dans notre parcours académique, nous prions de trouver ici l'expression sincère de nos meilleurs remerciements. Sans vouloir faire de jaloux, qu'il nous soit permis de nommer deux d'entre eux : *Stéphanie Blanchette* et *Fanfan Guérilus* qui nous ont soutenue énormément.

À vous chers maman *Mebarka* et papa *Zerrouk*, nous nous inclinons pour vous témoigner de toute notre affection, de tous nos respects et de notre grand amour pour tous les sacrifices que vous avez consentis jusqu'ici pour faire de nous ce que nous sommes aujourd'hui. Sachez qu'aucun mot, aucun geste, ni récompense, rien dans tout l'univers n'aura de valeur à nos yeux pour nous permettre de nous acquitter de notre grande dette de reconnaissance envers vous. Merci, c'est un mot simple, mais très profond et significatif. Ainsi, nous vous disons humblement merci et nous vous dédions ce mémoire.

À notre cher époux *Said Boudehane* pour son dévouement, son encouragement, son soutien, son sacrifice, son sens élevé de compréhension et son amour, lequel a tout mis à contribution pour nous aider à surmonter les obstacles et vaincre nos inquiétudes, nous disons du plus profond de notre cœur un énorme merci, tout en lui dédiant ce mémoire. À notre trésor *Abd Eldjalil* qui, du fond de notre être maternel, nous a accompagnée pendant une grande partie de notre parcours académique, nous faisons un doux câlin tout en lui demandant de nous pardonner pour avoir, par moments, manqué terriblement à notre devoir de mère envers lui.

Enfin, à tous les membres de notre famille *Boukhari*, nos sœurs et frères qui, de l'Algérie étant, nous ont toujours envoyé leurs mots d'encouragement, nous disons un très grand merci!

Merci à tous nos amis qui étaient toujours avec nous pour faire de ce travail une belle réussite!

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES TABLEAUX	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	vii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION	1

CHAPITRE I

LE TOURISME SEXUEL IMPLIQUANT DES ENFANTS : PROBLÉMATIQUE SOCIALE ET ACTIONS INSTITUTIONNELLES

1.1 L'ENFANT AU SEIN DE LA CONVENTION DU 20 NOVEMBRE 1989.....	8
1.2 LA NOTION DE TOURISME SEXUEL IMPLIQUANT DES ENFANTS.....	9
1.3 ASPECTS DU PHÉNOMÈNE.....	12
1.3.1 FACTEURS ENDOGÈNES.....	12
1.3.1.1 Le trafic.....	12
1.3.1.2 Le proxénétisme	14
1.3.1.3 La prostitution	14
1.3.2 FACTEURS EXOGÈNES.....	17
1.3.2.1 La pauvreté.....	17
1.3.2.2 La corruption et la faiblesse institutionnelle.....	18
1.4 EFFORTS INTERNATIONAUX POUR LUTTER CONTRE LE TOURISME SEXUEL IMPLIQUANT DES ENFANTS.....	21
1.4.1 LES CONVENTIONS INTERNATIONALES	21
1.4.2 LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES GOUVERNEMENTALES ET NON GOUVERNEMENTALES DANS LA LUTTE CONTRE LE TOURISME SEXUEL IMPLIQUANT DES ENFANTS	25

CHAPITRE II

DE LA LOI PÉNALE EXTRATERRITORIALE À LA COMPÉTENCE UNIVERSELLE DANS LA LUTTE CONTRE LE TOURISME SEXUEL IMPLIQUANT DES ENFANTS?.....

2.1 LA LOI PÉNALE EXTRATERRITORIALE : DÉFINITION ET FONDEMENT	38
2.1.1 DÉFINITION DE LA LOI PÉNALE EXTRATERRITORIALE	38
2.1.2 FONDEMENTS DE LA LOI PÉNALE EXTRATERRITORIALE	40
2.1.2.1 Le principe de la compétence réelle.....	40
2.1.2.2 Le principe de la compétence personnelle.....	42
2.1.2.3 La compétence personnelle active	42
2.1.2.4 La compétence personnelle passive	43
2.2 COMPARAISON DES LOIS PÉNALES EXTRATERRITORIALES	45

2.2.1 PROFIL DE LA LOI PÉNALE EXTRATERRITORIALE DANS LES PAYS SÉLECTIONNÉS.....	45
2.2.1.1 La loi pénale extraterritoriale de l’Australie.....	45
2.2.1.2 La loi pénale extraterritoriale du Canada	46
2.2.1.3 La loi pénale extraterritoriale de la France	47
2.2.1.4 La loi pénale extraterritoriale de la Belgique.....	49
2.2.2 ÉLÉMENTS DE COMPARAISON.....	50
2.2.2.1 L’âge de protection de l’enfant.....	50
2.2.2.2 Notion d’infraction sexuelle	59
2.2.2.3 La double incrimination	67
2.3 ALTERNATIVES AUX LACUNES ET OBSTACLES INHÉRENTS AUX LOIS PÉNALES EXTRATERRITORIALES.....	74
2.3.1 TRAITÉS BILATÉRAUX ENTRE PAYS ÉMETTEURS ET RÉCEPTEURS DE TOURISME.....	74
2.3.2 HARMONISATION DES LOIS PÉNALES EXTRATERRITORIALES	76
2.3.3 ASSUJETTISSEMENT DU TOURISME SEXUEL À LA COMPÉTENCE UNIVERSELLE	77
2.3.3.1 Définition et fondement de la compétence universelle.....	79
CONCLUSION.....	89
ANNEXE.....	94
BIBLIOGRAPHIE	97

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1 : ZONES CLASSIQUES ET ÉMERGENTES DU TSIE	11
2 : CARTE DES PAYS AYANT DES LOIS EXTRATERRITORIALES	39

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1 : TABLEAU RELATIF À L'ÂGE DE PROTECTION DANS LES LOIS PÉNALES EXTRATERRITORIALES.....	51
2 : LES DIFFÉRENTES DÉFINITIONS DE L'INFRACTION SEXUELLE DANS LES LOIS PÉNALES EXTRATERRITORIALES.....	60

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CDH	Commission des droits de l'Homme
CIJ	Cour internationale de justice
CRC	Comité des droits de l'enfant
ECPAT	End Child Prostitution Child Pornography and Trafficking Of Children For Sexual Purposes
ECTAA	Groupement des Unions nationales des agences et organisateurs de voyages de l'Union européenne
ECTWT	Coalition Œcuménique du Tourisme dans le Tiers Monde
FIYTO	Federation of International Youth Travel Organizations
HOTREC	Confédération des associations nationales de l'hôtellerie, de la restauration, des cafés et établissements similaires de l'Union européenne et de l'Espace économique européen
IATA	Association internationale du transport aérien
IFTO	Fédération internationale des tour-opérateurs
IFWTO	International Federation of Women's Travel Organizations
IH&RA	Association internationale des hôtels et restaurants
IIN	Inter-American Children's Institute

IUF/UITA/IUL	Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes
OÉA	Organisation des États américains
OIT	Organisation internationale de travail
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONG	Organisations internationales non gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
TSIE	Tourisme sexuel impliquant des enfants
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

RÉSUMÉ

Grâce à la *Convention relative aux droits de l'enfant* de 1989, l'enfant a pris une place de premier plan comme sujet de droit en droit international. Une telle préoccupation s'inscrit dans le but de le protéger et de lui assurer une enfance saine¹. Sa protection constitue l'une des mesures les plus importantes contre tout acte d'exploitation sexuelle, tel que prévu à l'article 34 de ladite convention.

Bien que la plupart des pays (193) aient adhéré à cette convention, l'enfant est toujours victime de certaines formes d'exploitation sexuelle, notamment dans le cadre du tourisme. Un mariage entre sexualité, tourisme et enfant qui veut dire : l'exploitation d'un enfant par une ou plusieurs personnes qui commettent des actes sexuels sur l'enfant alors qu'elles se trouvent à l'extérieur de leur pays ou de leur région. Une telle pratique viole directement le bien-être des enfants. Le tourisme sexuel impliquant des enfants se propage à cause de plusieurs facteurs, tels que la prostitution, la pauvreté et la corruption. Ce fléau concerne les pays développés aussi bien que les pays en développement.

États et organisations aussi bien gouvernementales que non gouvernementales se sont serrés les coudes pour lutter contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Plusieurs tentatives sont faites en ce sens: congrès, campagnes de prévention, adoption de déclarations telles que la *Déclaration sur la prévention du tourisme sexuel* en 1995 et le *Code mondial d'éthique du tourisme* en 1999, adoptés par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). De plus, les trois congrès de 1996, 2001 et 2008 contre l'exploitation d'enfants à des fins commerciales visent à donner, sur ce plan, un nouvel élan à la convention de 1989. À ces instruments s'ajoutent les lois pénales extraterritoriales adoptées par différents pays récepteurs et émetteurs de ce genre de tourisme. L'utilité de ces lois se fait particulièrement sentir lorsque le touriste échappe aux pays de destination pour revenir dans son pays d'origine : elles aident à empêcher l'impunité. L'application de ces lois extraterritoriales exige toutefois un ensemble de conditions qui rendent la poursuite des auteurs difficile ou parfois impossible.

Pour mieux protéger les enfants contre ce phénomène et remédier aux insuffisances des lois pénales extraterritoriales, nous proposons un ensemble d'alternatives en mettant l'accent sur l'assujettissement du tourisme sexuel impliquant des enfants à la compétence universelle, soit la compétence d'un juge interne pour juger une infraction quels que soient le lieu de l'infraction, la nationalité de son auteur ou celle de la victime. D'une part, une telle compétence renforce les lois existantes et d'autre

¹ 5^{ème} et 6^{ème} alinéas, préambule, *Convention relative aux droits de l'enfant*, 20 novembre 1989, 1577 R.T.N.U. 3, R.T. Can. 1992 n° 3.

infraction quels que soient le lieu de l'infraction, la nationalité de son auteur ou celle de la victime. D'une part, une telle compétence renforce les lois existantes et d'autre part, elle est une arme de dissuasion et de lutte contre les prédateurs potentiels, ainsi que contre l'impunité qui résulte de ce phénomène.

Mots clés : Enfant, droit, protection, exploitation sexuelle, tourisme sexuel, lois pénales extraterritoriales, compétence universelle.

INTRODUCTION

Enfant provient du mot latin « *infans* »², qui signifie *celui qui ne parle pas*³. L'enfant fut d'abord considéré comme un objet appartenant à la famille, un être qui n'avait pas droit à la parole et était loin d'être un sujet de préoccupation. Il était même comparé à un animal, comme l'écrivait Aristote : « L'âme de l'enfant ne diffère pas pour ainsi dire de celle des bêtes »⁴. Au fil du temps, la conception sociale de l'enfant a évolué, celui-ci finissant par se tailler une place dans la société. On peut penser ici à la grande contribution de Jean-Jacques Rousseau qui, dans son ouvrage *Émile ou De L'Éducation*⁵, élaborait toute une méthode éducative destinée au bien-être physique et intellectuel de l'enfant. À partir de cette nouvelle approche, les premières pierres servant à construire une maison propre à l'enfant commençaient à se poser.

Au-delà du développement social, la conception de l'enfant effectue ses premiers pas vers une reconnaissance juridique distincte de celle de ses parents. Cela apparaîtra au sein de la Société des Nations dans la *Première déclaration des droits de l'enfant* de 1924⁶ et dans celle de 1959⁷, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU).

² *Nouveau petit Robert*, 2010, au mot, «enfant»

³ *Ibid.*

⁴ *Éthique à Nicomaque*; cité par Dominique Youf, *Penser les droits de l'enfant*, Paris, Presses universitaires de France, 2002, p.10

⁵ Jean-Jacques Rousseau, *Émile ou de l'éducation*, Paris, Garnier-Flammarion, 1966.

⁶ *Première déclaration des droits de l'enfant*, 26 septembre 1924, A.G. Res, 1924, R.T.S.N.

⁷ *Déclaration des droits de l'enfant 20 novembre 1959*, A.G. Res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) à 19, U.N. Doc. A/4354(1959).

Le 20 novembre 1989 fut une date charnière où une vraie place juridique fut attribuée à l'enfant, grâce à la *Convention relative aux droits de l'enfant*, ayant un caractère juridique obligatoire pour les États parties, qui doivent respecter et protéger ses droits. Dans son premier article, le traité définit l'enfant comme suit : « un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable »⁸.

À partir de cette convention, et dans la même veine, un éventail de conventions multilatérales et régionales seront adoptées dans le but de protéger l'enfant dans différents champs, comme la protection contre les pires formes de travail (Convention de 1999)⁹ adoptée par l'Organisation internationale du travail (OIT), la *Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels*¹⁰ et la *Convention interaméricaine relative au trafic international des mineurs*¹¹. De même, la *Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale* de 1993¹² et d'autres conventions internationales qui traitent de divers sujets concernant la protection de l'enfant, le trafic des enfants et l'enlèvement international d'enfants.

⁸ *Convention relative aux droits de l'enfant*, supra note 1.

⁹ *Convention concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination*, 17 juin 1999, 2133 R.T.N.U. 161.

¹⁰ *Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels*, 13 juillet 2007, en ligne, consulté le : 2-01-2010. <http://conventions.coe.int/Treaty/FR/treaties/Html/201.htm>. La convention n'est encore en vigueur; elle fut ouverte à la signature le 25 octobre 2007, signée par 35 États et ratifiée par 3 États seulement : l'Albanie, le Danemark et la Grèce; pour plus de détails, voir : <http://conventions.coe.int/Treaty/Commun/ChercheSig.asp?NT=201&CM=&DF=&CL=FRE>

¹¹ *Inter-American Convention on International Traffic in Minors*, 18 mars 1994, Mexico, en ligne, consulté le : 29-10-2009. http://www.iin.oea.org/2007/SIM/redic/Convencion_interamericana_sobre_trafico_ingles.pdf

¹² *Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale*, 29 mai 1993, en ligne, sur le site de la Conférence de La Haye de droit international privé (HCCH). http://hcch.e-vision.nl/index_fr.php?act=conventions.text&cid=69

La vulnérabilité de l'enfant en tant que sujet de droit en droit international¹³ crée un devoir de protéger ses droits contre toute violation. Malgré les efforts déployés au niveau international pour la protection des droits de l'enfant, il subsiste des lacunes juridiques dans celle-ci, notamment en ce qui concerne l'exploitation sexuelle. Ce genre d'exploitation n'est pas nouveau : « [l'exploitation sexuelle] inclut toutefois aujourd'hui une grande diversité de phénomènes : abus sexuel et inceste, prostitution juvénile et tourisme sexuel, fabrication et diffusion à grande échelle de matériel pornographique impliquant des enfants ou des jeunes adolescents »¹⁴.

Dans le cadre de ce mémoire, qui s'inscrit dans une approche de réforme du droit¹⁵, nous nous intéressons à la protection des enfants contre le tourisme sexuel. D'une façon générale, ce fléau semble devenir de plus en plus répandu, et toucher la plupart des pays pauvres et développés du monde. Dans le milieu des adultes, le tourisme sexuel est désormais plus ou moins légitime, étant même devenu un marché de travail quasi officiel dans plusieurs pays. En 2001, à la faveur du Grand prix de la formule-1 de Hongrie, pour bien desservir les touristes, les autorités locales ont même légalisé la prostitution pendant les trois jours de l'événement¹⁶. Athènes, à l'occasion des Jeux olympiques de 2004, a autorisé 30 nouvelles maisons closes et assoupli des règlements pour permettre la traite de 20 000 personnes prostituées supplémentaires

¹³ Claire Bernard, «Les droits de l'enfant, entre la protection et l'autonomie» dans Lucie Lamarche, et Pierre Bosset, dir., *Des enfants et des droits*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1997, à la p. 25.

¹⁴ Michel Dorais, « L'exploitation sexuelle des enfants : des situations et des réflexions », *ibid.*, à la p. 57.

¹⁵ «'[P]ropositions de réforme de droit' : recherche visant à apporter des modifications au droit, soit pour corriger certaines anomalies, rehausser son efficacité ou assurer un changement d'orientation ». Sur les types de recherche juridique, voir Groupe consultatif sur la recherche et les études en droit, *Le droit et le savoir*, Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, avril 1983, aux pp. 74-79.

¹⁶ Richard Poulin, *La mondialisation des industries du sexe*, Montréal, L'interligne, 2004, aux pp. 94-95.

afin de répondre à l'accroissement de la demande¹⁷. En revanche, le fait d'associer tourisme, sexualité et *enfants* constitue une menace réelle dans la protection des enfants et une violation systématique de leurs droits.

L'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme relève d'un phénomène mondial de plus grande ampleur¹⁸ et est l'une des pires formes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Elle prend la forme d'infractions d'ordre sexuel commis sur des enfants par des touristes, une pratique où les droits des enfants sont violés de manière flagrante. Dans une étude menée par des chercheurs de la Coalition œcuménique du tourisme dans le tiers-monde (*ECTWT*), on a suivi le développement du tourisme en Asie depuis 1982. Cette étude a dévoilé que la prostitution juvénile s'était développée d'une façon inquiétante dans le cadre du tourisme¹⁹.

La prostitution infantile liée au tourisme se propage notamment dans plusieurs pays asiatiques, dont la Thaïlande, les Philippines et le Sri Lanka. De plus, d'autres facteurs contribuent à la prolifération du tourisme sexuel impliquant des enfants, dont le trafic des êtres humains ciblant entre autres les enfants, qui sont assimilés à une marchandise exploitée par des trafiquants sans aucune morale. Certains d'entre eux pensent même que « plus vite la vie des enfants sera brisée, plus vite ceux-ci pourront être exploités sexuellement et donc rapporter de l'argent »²⁰. De même, le domaine du proxénétisme exploite les enfants pour répondre à certaines demandes des clients. Aussi, la situation sociale et économique de certains pays récepteurs de touristes favorise l'expansion du tourisme sexuel impliquant des enfants. La pauvreté est

¹⁷ Richard Poulin, *supra* note 16.

¹⁸ Christine Beddoe, C. Michel Hall et Chris Ryan, *L'étendue de l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme*, Organisation mondiale du tourisme, 2001, à la p. 11.

¹⁹ *Ibid.* à la p. 23.

²⁰ Michel Franck, *Voyage au bout du sexe : Trafics et tourisms sexuels en Asie et ailleurs*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2006 à la p. 94.

souvent citée comme étant une cause²¹ qui pousse des enfants provenant des familles pauvres des régions rurales à venir travailler dans les grandes villes, où ils sont parfois exploités sexuellement dans le cadre du tourisme. De surcroît, la faiblesse institutionnelle de certains pays qui reçoivent les touristes peut aggraver la situation. Ces facteurs feront l'objet d'une étude approfondie dans notre mémoire.

La multiplication du tourisme sexuel impliquant des enfants a suscité des réactions aux niveaux national et international. États et organisations aussi bien gouvernementales que non gouvernementales luttent contre ce fléau, chacun par les moyens dont ils disposent. Plusieurs campagnes de prévention et congrès ont ainsi été organisés pour traiter de la question. Citons à ce chapitre les trois *Congrès mondiaux contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales* de 1996 à Stockholm, de 2002 à Yokohama et de 2008 à Rio de Janeiro. De même, plusieurs initiatives sont prises par diverses organisations, telles que l'adoption par le Conseil de l'Union européenne de la *Décision-cadre du Conseil du 22 décembre 2003 relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie*²² et l'adoption par l'Organisation mondiale du tourisme de la *Déclaration sur la prévention du tourisme sexuel*²³ en 1995 et du *Code mondial d'éthique du tourisme*²⁴ en 1999. Par ailleurs, pour lutter ainsi contre le tourisme sexuel impliquant des enfants, différents pays récepteurs et émetteurs de ce genre de tourisme ont adopté

²¹ Christine Beddoe, C. Michel Hall et Chris Ryan, *supra* note 18 à la p. 12.

²² *Décisions CE, Décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil du 22 décembre 2003 relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie*, [2004] J.O. L13/1 du 20/01/2004, aux pp. 44-48. En ligne, consulté le : 27-10-2009. <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:32004F0068:FR:HTML>

²³ Organisation mondiale du tourisme, *Déclaration de l'Organisation mondiale du tourisme sur la prévention du tourisme sexuel*, adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme à sa onzième session, Le Caire, 17-22 octobre 1995 (résolution A/RES/338(XI))

²⁴ Organisation mondiale du tourisme, *Code mondial d'éthique du tourisme*, 1999, en ligne, consulté le : 1-12-2009. http://www.unwto.org/ethics/full_text/en/pdf/Codigo_Etico_Fran.pdf

des lois pénales à portée extraterritoriale. Notre préoccupation porte ici, entre autres, sur les lois pénales extraterritoriales qui ont été adoptées par certains États. Les lois pénales extraterritoriales envisagent la possibilité de poursuivre les ressortissants sur certaines infractions commises hors du territoire national. Parmi ces infractions, on compte celles qui sont d'ordre sexuel et commises sur les enfants.

Afin de pouvoir réaliser notre étude, nous diviserons notre analyse en deux chapitres. Dans le premier, nous exposerons le phénomène du tourisme sexuel, sa définition et ses divers aspects tels le trafic, la prostitution et la pauvreté. Nous présenterons également les efforts internationaux déployés par différentes organisations pour lutter contre le tourisme sexuel impliquant des enfants, notamment les conventions internationales applicables. Dans le deuxième chapitre, nous mettrons l'accent sur la lutte juridique menée par les États pour combattre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Nous aurons alors pour objectif de réaliser un examen approfondi des lois pénales extraterritoriales applicables au tourisme sexuel impliquant des enfants. Pour ce faire, nous recourrons au droit pénal comparé. Le droit pénal comparé porte sur « *l'étude des différences et des ressemblances entre deux (ou plusieurs) ensembles juridiques pénaux* »²⁵. Nous comparerons donc certaines lois pénales extraterritoriales des pays sélectionnés pour notre étude. Dans la comparaison de ces lois, nous nous concentrerons sur trois éléments : l'âge de protection de l'enfant, la notion d'infraction sexuelle et l'exigence de la double incrimination. Enfin, nous proposerons des solutions de rechange possibles aux difficultés, parfois inhérentes aux lois pénales extraterritoriales, qui entravent l'application de celles-ci. Sans exclure l'adoption d'une convention internationale harmonisant les lois extraterritoriales, nous mettrons plus particulièrement l'accent sur la possibilité de soumettre le tourisme sexuel impliquant des enfants à la juridiction universelle.

²⁵ Jean Pradel, *Droit pénal comparé*, 2^e éd., Paris, Dalloz, 2002, à la p. 3.

Chapitre I

Le tourisme sexuel impliquant des enfants : problématique sociale et actions institutionnelles

Nous traiterons dans ce premier chapitre des dimensions du tourisme sexuel impliquant des enfants en tant que phénomène qui exploite les enfants sexuellement et viole leurs droits. Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous définirons l'enfant au sens de la *Convention relative aux droits de l'enfant* (I). Cette convention sera notre référence dans l'ensemble de notre mémoire. Par la suite, après un aperçu de la notion de tourisme sexuel impliquant des enfants (II), nous mettrons l'accent sur certains aspects qui facilitent la prolifération de ce dernier. Pour ce faire, nous diviserons ces aspects en deux groupes, le premier étant les facteurs endogènes, dont le trafic (III.1.1), le proxénétisme (III.1.2) et la prostitution (III.1.3). Dans le deuxième groupe, nous aborderons les facteurs exogènes, dont la pauvreté (III.2.1), la corruption et la faiblesse institutionnelle (III.2.2). Nous tenterons à travers ces éléments d'analyser la relation entre le tourisme sexuel impliquant des enfants et ces facteurs.

Après l'exposé du phénomène et ses différents aspects, nous analyserons les efforts déployés au niveau international pour combattre le tourisme sexuel impliquant des enfants (IV). Cette analyse comporte deux parties. Dans un premier temps, nous exposerons les conventions internationales qui traitent de la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle (IV.1). Dans un deuxième temps, nous aborderons les efforts des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales dans la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants (IV.2). Dans ces deux parties, nous tenterons de connaître la nature de la protection offerte à l'enfant à travers les diverses conventions existantes et les initiatives des organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales dans la lutte contre

l'exploitation sexuelle d'une façon générale, et contre le tourisme sexuel impliquant des enfants en particulier.

1.1 L'enfant au sein de la Convention du 20 novembre 1989

Contrairement aux déclarations des droits de l'enfant, qui n'ont aucun caractère contraignant pour les États qui y adhèrent²⁶, la *Convention relative aux droits de l'enfant* est le premier instrument juridique international ayant force obligatoire qui énonce tout un ensemble de droits à l'enfant. La Convention confère non seulement à l'enfant le statut de sujet de droit²⁷, mais elle fait aussi de lui un objet de protection. L'enfant est défini dans son premier article comme suit : «un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable»²⁸.

Par ailleurs, la *Convention relative aux droits de l'enfant* le protège contre toutes formes d'exploitation sexuelle. Cette protection prévue à l'article 34 se lit comme suit :

Les États parties s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle. À cette fin, les États prennent en particulier toutes les mesures appropriées sur les plans national, bilatéral et multilatéral pour empêcher :

²⁶ Sur l'absence de force contraignante des actes unilatéraux des organisations internationales : Pierre-Marie Dupuy, *Droit international public*, 8e éd., Paris, Dalloz, 2006, aux pp. 276, 391.

²⁷ Claire Bernard, *supra* note 13, aux pp. 25-26.

²⁸ *Convention relative aux droits de l'enfant*, 20 novembre 1989, *supra* note 1. Si, de toute évidence, l'esprit dans lequel la Convention définit l'enfant vise à le protéger au mieux que possible, en s'en remettant de la sorte à la discrétion des États pour fixer eux-mêmes l'âge de la majorité, le but poursuivi peut dans bien des cas laisser à désirer. Aussi pensons-nous qu'il serait plus approprié si un barème était établi. En effet, il nous paraît peu sensé que certains États fixent la majorité en dessous de 15 ans, comme c'est le cas par exemple au Japon où l'âge de la protection des enfants contre certaines infractions d'ordre sexuel est à 13 ans. Voir : Code pénal japonais, art. 176, 177, en ligne, consulté le : 22-11-2009. <http://www.cas.go.jp/jp/seisaku/hourei/data/PC.pdf>.

- a) Que des enfants ne soient incités ou contraints à se livrer à une activité sexuelle illégale;
- b) Que des enfants ne soient exploités à des fins de prostitution ou autres pratiques sexuelles illégales;
- c) Que des enfants ne soient exploités aux fins de la production de spectacles ou de matériel de caractère pornographique²⁹.

Bien que la Convention ait été ratifiée par une majorité écrasante d'États (193)³⁰, beaucoup d'enfants dans le monde continuent d'être l'objet d'exploitations de toute sortes, dont en particulier le tourisme sexuel.

1.2 La notion de tourisme sexuel impliquant des enfants

Le tourisme, de manière générale, consiste en « [d]es activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux éloignés de leur domicile à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs»³¹. Avant de définir le tourisme sexuel impliquant des enfants, il est important de déterminer le type de tourisme, qui peut être interne ou externe. Ce qui nous intéresse dans notre travail, ce sont les ressortissants des pays étrangers, et non les nationaux qui font du tourisme interne en se déplaçant d'un point à l'autre à l'intérieur de leur propre pays. Si ces derniers venaient à commettre un abus quelconque à l'égard des enfants, ils pourraient être facilement poursuivis et sanctionnés en vertu de la législation nationale. Par contre, les touristes externes ne sont pas les ressortissants du pays visité, et une fois qu'ils quittent le territoire, ils échappent à la poursuite. Se livrant à des relations sexuelles loin de chez eux, ils «se sentent libérés des responsabilités ainsi que des contraintes sociales, morales ou culturelles qu'ils connaissent dans leur

²⁹ Convention relative aux droits de l'enfant, 20 novembre 1989, *supra* note 1, art 34.

³⁰ Ratification de : Convention relative aux droits de l'enfant, en ligne, consulté le : 30-9-2009. http://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&intdsg_no=IV-11&chapter=4&lang=fr.

³¹ Organisation mondiale du tourisme, *La protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme, Module pour les jeunes de 12 à 16 ans*, Madrid, Espagne, 2001, à la p. 13.

pays. Cette impression d'anonymat les conduit à adopter un comportement qu'ils n'auraient jamais chez eux avec leurs concitoyens»³². Il faut également faire la distinction entre tourisme sexuel et tourisme sexuel *impliquant des enfants*. Le premier est un tourisme qui a pour but principal d'avoir des relations sexuelles avec des personnes prostituées adultes dans un but commercial : un service sexuel en échange d'argent ou autres moyens de paiement. Le deuxième consiste en : «l'exploitation d'un enfant par une ou plusieurs personnes qui commettent des actes sexuels sur l'enfant alors qu'elles se trouvent à l'extérieur de leur pays ou de leur région. Cette activité donne habituellement lieu à une rémunération, en argent ou sous la forme de nourriture, de vêtements ou de menus objets»³³.

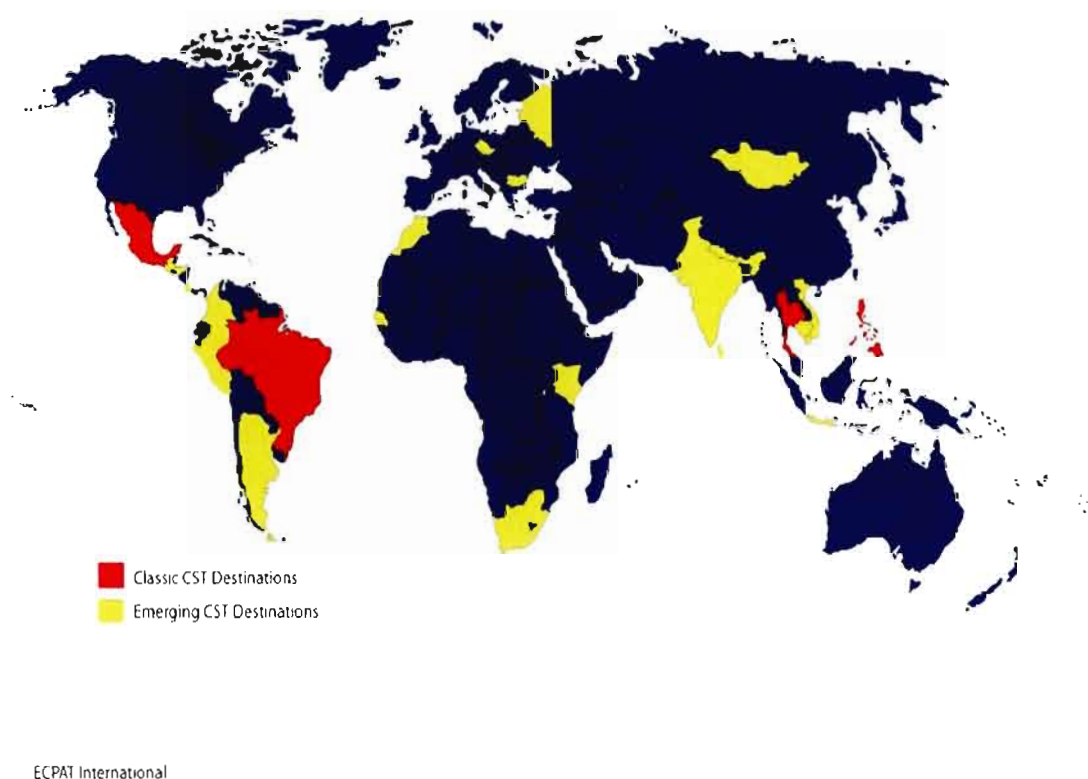
Le tourisme sexuel impliquant des enfants (TSIE) tend à se répandre à travers le monde et beaucoup de pays sont déjà touchés. Ce phénomène touche à la fois des destinations classiques telles que le Mexique, le Brésil, la Thaïlande et les Philippines, et des destinations «émergentes» comme le Cambodge, le Vietnam, l'Indonésie, l'Inde, le Népal, l'Afrique du Sud, l'Argentine³⁴. Pour se faire une idée la carte suivante illustre les régions touchées par ce genre de tourisme.

³² Organisation mondiale du tourisme, *supra* note 31 à la p. 21.

³³ *Ibid.*

³⁴ ECPAT International, *Le tourisme sexuel impliquant les enfants (TSIE) dans le monde en flux et en chiffres (extraits)*, aux pp. 1-2, en ligne, consulté le : 10-11-2009. <http://www.aidetous.org/Documents/chiffres-TSIE-2009.pdf>.

1 : Zones classiques et émergentes du TSIE³⁵



La prolifération du tourisme sexuel impliquant des enfants et l'élargissement remarquable des destinations créent une situation déplorable dont des enfants sont les premières victimes. L'association tourisme-sexualité-enfant est une équation qui viole systématiquement des droits de l'enfant; ce phénomène se propage à cause de plusieurs facteurs.

³⁵ ECPAT International, *supra* note 34 à la p. 2.

1.3 Aspects du phénomène

Le tourisme sexuel impliquant des enfants est rendu possible à cause de plusieurs facteurs qui sont liés à des pratiques illicites, telles la prostitution, le proxénétisme ou bien encore le trafic d'êtres humains, particulièrement celui des enfants. De même, la situation socio-économique et la faiblesse institutionnelle de certains pays récepteurs de touristes facilitent la propagation du phénomène.

1.3.1 Facteurs endogènes

Le champ laissé libre à la possibilité d'exploiter sexuellement des enfants facilite l'intensification du tourisme sexuel. Celui-ci consiste en des pratiques dans lesquelles l'enfant est utilisé de manière abusive à des fins de prostitution, ou en son exploitation dans le cadre d'autres activités sexuelles³⁶. Le trafic, le proxénétisme et la prostitution des enfants constituent des modes d'exploitation parmi les plus importants dans cette forme de tourisme sexuel.

1.3.1.1 Le trafic

Le trafic sexuel des enfants, ou la traite, est une forme parmi d'autres d'exploitation³⁷ des enfants dans le tourisme. Le *Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et*

³⁶ Sendrine Fabié, Hervé Barioulet, *Étude des actions de lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants*, ECPAT International, 2001, à la p. 42.

³⁷ International Tribunal for Children's Rights, *International Dimensions of the Sexual Exploitation of Children, Global Report*, 1999, à la p. 21.

*punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants*³⁸ a défini la traite des personnes dans son article 3 comme suit :

Aux fins du présent Protocole :

a) L'expression "traite des personnes" désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes³⁹;

De plus, l'article 3 du protocole, dans ses alinéas (c) et (d), a mis l'accent sur la traite des enfants en particulier :

c) Le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil d'un enfant aux fins d'exploitation sont considérés comme une "traite des personnes" même s'ils ne font appel à aucun des moyens énoncés à l'alinéa a) du présent article;

d) Le terme "enfant" désigne toute personne âgée de moins de 18 ans⁴⁰.

Souvent, des enfants victimes du trafic interne ou transnational alimentent le tourisme sexuel, les trafiquants les obligeant à fournir des services sexuels à des touristes⁴¹. Le trafic des enfants est lié à d'autres formes d'exploitation telles que le proxénétisme,

³⁸ *Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants*, 15 novembre 2000, 2237 R.T.N.U. 271.

³⁹ *Ibid.*, art. 3.

⁴⁰ *Ibid.*, art. 3, alinéas (c) et (d).

⁴¹ Kalen Fredette, « International Efforts to Combat Child Sex Tourism: Evaluating the Council of Europe Convention on Commercial Child Sexual Exploitation » (2009) 32:1. B.C. Int'l & Comp. L. Rev. 1 à la p. 6.

qui facilite la vente des enfants, et qui joue un rôle primordial dans l'industrie du sexe.

1.3.1.2 Le proxénétisme

Le proxénétisme, d'après l'article premier de la *Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui*⁴², se définit comme suit :

Les Parties à la présente Convention conviennent de punir toute personne qui, pour satisfaire les passions d'autrui :

- 1) Embauche, entraîne ou détourne en vue de la prostitution une autre personne, même consentante;
- 2) Exploite la prostitution d'une autre personne, même consentante⁴³.

Il est difficile de séparer le proxénétisme d'autres formes d'exploitation sexuelle. Autrement dit, le proxénétisme est lié à plusieurs catégories d'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Pour l'ensemble de ces catégories, l'enfant est une marchandise⁴⁴. Le proxénète maximise son profit en facilitant aux touristes l'accès au corps des enfants⁴⁵.

1.3.1.3 La prostitution

La prostitution des enfants est définie à l'article 2(b) du *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants*, la

⁴² *Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui*, 21 mars 1950, 96 R.T.N.U. 271.

⁴³ *Ibid.*, art. 1.

⁴⁴ Eric Thomas Berkman, «Responses to the International Child Sex Tourism Trade» (1996) 19 B.C. Int'l & Comp. L. Rev 397 aux pp. 198-400.

⁴⁵ *Ibid.*

*prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants*⁴⁶, en ces termes : «b) On entend par prostitution des enfants le fait d'utiliser un enfant aux fins d'activités sexuelles contre rémunération ou toute autre forme d'avantage»⁴⁷.

Le tourisme sexuel impliquant des enfants était souvent relié à la prostitution infantile⁴⁸. Chaque année des milliers d'enfants sont victimes de cette pratique. Il est très difficile de préciser le nombre d'enfants prostitués dans le monde. Il l'est encore davantage de donner des statistiques sur les enfants prostitués dans le tourisme. D'après une estimation du Département d'État américain, un million d'enfants sont forcés de se prostituer chaque année dans le monde⁴⁹.

Plusieurs raisons obligent les enfants à intégrer l'industrie du sexe. Citons notamment les croyances culturelles, où des familles sacrifient leurs enfants, en particulier des filles, à certaines divinités : pratique en Inde et au Népal⁵⁰, notamment, malgré le fait qu'elle y soit formellement interdite. En Inde, cette pratique religieuse connue sous l'appellation de *Devadasi* (« servante de dieu») consiste à sacrifier des petites filles selon la tradition à la déesse *Yellema*. Ces filles, qui n'ont plus le droit de se marier, sont dévouées entièrement au service de la divinité. Elles sont données volontiers par leurs parents en offrande au temple, ou bien enlevées par les prêtres, dont elles

⁴⁶ *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants*, 25 mai 2000, Doc. A/RES/54/263; C.N.1032.2000. Le Protocole est entré en vigueur le 18 janvier 2002, conformément au paragraphe 1 de l'article 14. Il a été signé par 177 États et 136 États parties.

⁴⁷ *Ibid.*, art. 2.

⁴⁸ Margaret A. Healy, «Prosecuting Child Sex Tourists at Home: Do Laws in Sweden, Australia, and The United States Safeguard the Rights of Children as Mandated by International Law? » (1994-1995) 18 *Fordham Int'l L.J.* 1852 à la p. 1858.

⁴⁹ Press Release, U.S. Dep't of State, *The Optional Protocol to the United Nations Convention on the Rights of the Child on the Sale of Children, Child Prostitution, and Child Pornography*, 24 décembre 2002, en ligne, consulté le : 5-6-2009 <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2002/16216.htm>.

⁵⁰ Mechlihd Maurer, *Tourisme, prostitution, sida*, Paris, Harmattan, 1992, à la p. 28.

deviennent par la suite les concubines. Une fois devenues adultes, ces sacrifiées qui doivent alors quitter le temple n'ont d'autre choix que de s'orienter vers la prostitution⁵¹

En 1993, à la suite d'une enquête nationale, on estimait que les *dévadâsi* représentaient de 15 à 20% des femmes et fillettes prostituées de Mumbai, 10% des prostituées de Nagpur, de Delhi et d'Hyderabad ainsi que 50% des femmes prostituées de Pune. Dans les différentes villes du district de Belgaum, elles représentaient jusqu'à 80% des femmes et des fillettes dans la prostitution⁵².

Au Népal, la même pratique est exercée sous le nom de *Devki* où les parents sacrifient leurs jeunes filles vierges à la même déesse. L'objectif que sous-tend ce sacrifice réside dans l'espoir d'obtenir protection contre tout malheur de la part de la déesse au profit de la famille. Ces filles sacrifiées ne sont plus autorisées à se marier. Dès lors, elles sont mises au service des prêtres pour se retrouver ensuite dans l'industrie de la prostitution⁵³.

De plus, la demande des clients du sexe d'avoir des rapports sexuels avec des enfants⁵⁴ est très forte. Des enfants sont même recrutés par leurs parents pour aller travailler dans les grandes villes, dans l'espoir d'avoir un bel avenir; mais la réalité est que ces enfants se trouvent face à la prostitution⁵⁵. De même, on peut dire, comme nous le verrons maintenant, qu'il y a une relation très étroite entre la prostitution des enfants et la situation socio-économique des pays récepteurs de touristes.

⁵¹ Mechlitd Maurer, *supra* note 50 à la p. 28.

⁵² Richard Poulin, *Enfances dévastées: L'enfer de la prostitution*, Ottawa, l'interligne, tom. 1, 2007 à la p. 171.

⁵³ Mechlitd Maurer, *supra* note 50 à la p. 28.

⁵⁴ Kathy J. Steinman, «Sex Tourism and the Child: Latin America's and the United States' Failure to Prosecute Sex Tourists» (2002) 13 *Hastings Women's L.J.* 53 à la p. 57.

⁵⁵ Sara K. Andrews, «U.S. Domestic Prosecution of The American International Sex Tourist: Efforts to Protect Children from Sexual Exploitation» (2003-2004) 94 *J. Crim. L. & Criminology* 415 à la p. 421.

1.3.2 Facteurs exogènes

La situation économique et sociale des pays récepteurs du tourisme favorise l'émergence du tourisme sexuel. La pauvreté locale, la corruption et la faiblesse institutionnelle aident à intensifier le phénomène.

1.3.2.1 La pauvreté

La pauvreté est généralement considérée comme une cause déterminante de l'introduction des enfants au monde du tourisme sexuel⁵⁶. Des familles pauvres qui habitent les régions rurales poussent leurs enfants à la prostitution; ou encore elles les vendent pour nourrir le reste de la famille. « Parents often resort to encouraging their children to enter the sex industry or selling their children into prostitution in order to feed the family »⁵⁷. Des trafiquants et des proxénètes profitent de cette pauvreté. Ils promettent du travail et une vie meilleure pour ces enfants. C'est le cas par exemple : « [a]u Népal, [où] 70% de la population survit dans une pauvreté absolue. Les filles sont achetées à leurs parents, enlevées ou attirées par les promesses d'un monde meilleur »⁵⁸. Il n'y a pas que les familles pauvres qui bénéficient du tourisme sexuel. Les agences de tourisme, les hôtels, les maisons de prostitution et même l'État en tirent profits⁵⁹.

⁵⁶ Karen D. Breckenridge, «Justice Beyond Borders: A Comparison of Australian and U.S. Child-Sex Tourism Laws» (2004)13 Pac. Rim L. & Pol'y J 405 à la p. 410.

⁵⁷ Kathy J. Steinman, *supra* note 54 à la p. 57.

⁵⁸ Élisabeth Coquart, Philippe Huet, *Le livre noir de la prostitution*, Paris, Albin Michel, 2000, à la p. 87.

⁵⁹ Nancy Beyer, «The Sex Tourism Industry Spreads to Costa Rica and Honduras: Are These Countries Doing Enough to Protect Their Children From Sexual Exploitation?» (2001-2002)29 Ga. J. Int'l & Comp. L 301 à la p. 306.

Dans certains pays pauvres où l'industrie du tourisme est tolérée par l'État pour des raisons économiques, celui-ci autorise tacitement tous les moyens susceptibles d'attirer les touristes tels que le trafic et la prostitution d'enfants⁶⁰. Mis à part la pauvreté, d'autres facteurs pèsent lourdement sur la situation, dont la corruption qui est largement répandue dans les pays du Sud.

1.3.2.2 La corruption et la faiblesse institutionnelle

Dans la plupart des régions où l'industrie du tourisme est active, tels en Asie et en Amérique latine, les gouvernements se dotent de lois nationales qui prohibent l'exploitation sexuelle des enfants⁶¹. Cependant, la majorité de ces lois seraient faibles et inopérantes; de plus, les États imposeraient rarement leur application⁶². Les touristes sexuels profiteraient donc de la faiblesse institutionnelle de ces pays. Pour exercer leurs forfaits, ils tableraient sur l'obsolescence des lois nationales, et sur le fait que, même dans le cas contraire, l'application de ces lois ferait défaut. Par ailleurs, nous examinerons dans notre deuxième chapitre des lois pénales extraterritoriales adoptées dans ce sens par un nombre d'États, pour protéger les enfants contre certaines infractions d'ordre sexuel commises sur les enfants.

L'inefficacité de ces lois nationales est due à un autre phénomène local : celui de la corruption. Par exemple, l'insuffisance des ressources des États fait de la corruption une pratique facile. « [T]he meagre salary of Cambodian judges, fifteen dollars a week, is significantly augmented by routine bribes. Sadly, this patterned abuse provides CST [child sexual tourism] perpetrators a relatively easy way to either avoid arrest or ensure early release from detention»⁶³. Des policiers ou de hauts

⁶⁰ Kathy J. Steinman, *supra* note 54 à la p. 56.

⁶¹ Margaret A. Healy, *supra* note 48 aux pp. 1884-1885.

⁶² Kathy J. Steinman, *supra* note 54 à la p. 56.

⁶³ Kalen Fredette, *supra* note 41 à la p. 15.

fonctionnaires vendraient leur conscience et renonceraient à exercer leur mandat pour une poignée d'argent. Parfois, ils seraient eux-mêmes clients des maisons de prostitution: «the sex sector continues to flourish partly because it is protected and supported by corrupt politicians, police, armed forces and civil servants who receive bribes, demand sexual favors and are themselves customers or owners of brothels»⁶⁴.

Des touristes sexuels ont fréquemment profité de ce point faible; ils achètent alors le silence des policiers et d'autres personnes pour exploiter sexuellement des enfants : « [P]ar ailleurs, l'aisance financière des clients leur permet de corrompre les services de police. Ainsi, les polices cambodgienne ou thaïlandaise ont souvent été accusées d'accepter des pots-de-vin pour libérer des pédophiles»⁶⁵. De même, des trafiquants d'enfants bénéficieraient de cette situation et échapperaient à la punition⁶⁶.

Suite à l'analyse des causes qui aident à la prolifération du tourisme sexuel impliquant des enfants, nous constatons que ces éléments forment une chaîne, où chaque maillon contribue à son maintien. Par exemple : la prostitution, de par sa nature, recourt au proxénétisme, qui est son mode d'organisation. Le proxénétisme ne se réalise pas sans l'aide d'autres facteurs, dont le trafic des enfants. Et le trafic ne peut être rendu possible que par la corruption des personnes qui sont chargées de lutter contre cette pratique. La corruption, pour sa part, mise sur la faiblesse institutionnelle et des lois moins rigides. De plus, les facteurs socio-économiques sont des maillons qui se rattachent solidement à plusieurs autres éléments de l'industrie du sexe. La pauvreté et les raisons économiques sont parfois les racines du tourisme sexuel impliquant des enfants. Certains États pauvres dépendent en partie du tourisme

⁶⁴ Kathy J. Steinman, *supra* note 54 à la p. 65.

⁶⁵ Claudine Legardinier, *Les trafics du sexe : femmes et enfants marchandises*, France, Les essentiels Milan, 2002, à la p. 25.

⁶⁶ Kalen Fredette, *supra* note 41 à la p. 15.

sexuel pour leurs revenus. La combinaison de tous ces facteurs rend possible le développement de cette forme de tourisme:

Quite often, sex tourism is a large part of the revenue for the country. Some villages depend upon child prostitution to fill a common public fund used to finance schools, roads and equipment. Therefore, states look the other way instead of taking action to end the phenomenon. In addition, corruption is common at all levels, from the police officer to the judge. Law enforcement personnel often use sex tourism to inflate their own revenues⁶⁷.

Outre les facteurs mentionnés précédemment, il y a d'autres causes reliées, qu'il ne faut pas omettre, notamment l'internet. Ce nouveau moyen de communication qui relie les quatre coins du monde facilite les prédateurs et amateurs dans leur choix de destinations qui répondent le mieux à leurs besoins personnels.

Au niveau international la promotion et l'organisation du tourisme sexuel s'opèrent de différentes manières [...]. Il peut également se faire via Internet où certains hommes livrent les récits pornographiques de leurs exploits sexuels tout en fournissant à d'autres des détails utiles concernant les lieux de prostitution (adresses de bars ou de bordels, prix etc.) dans les différentes destinations touristiques avec, quelquefois, des descriptions d'enfants et/ou des informations sur les façons de se procurer des enfants prostitués⁶⁸.

Ce fléau a mobilisé des États et des organisations tant gouvernementales que non gouvernementales qui, dès lors, entreprennent des actions en vue de combattre ce genre de tourisme.

⁶⁷ Karene Jullien, « The Recent International Efforts to End Commercial Sexual Exploitation of Children » (2002-2003) 31 Denv. J. Int'l L. & Pol'y 579 à la p. 584.

⁶⁸ Document soumis par ECPAT, *Tourisme et prostitution des enfants, Premier Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales*, Stockholm, Suède, août 27-31-1996, en ligne, consulté le: 21-10-2009.
http://www.csecworldcongress.org/PDF/fr/Stockholm/Background_reading/Theme_papers/Theme%20paper%20Tourism%201996_FRE.pdf

1.4 Efforts internationaux pour lutter contre le tourisme sexuel impliquant des enfants

De multiples efforts sont déployés pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants au niveau international. États et organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales ont réagi de plusieurs façons pour protéger les enfants contre cette pratique.

1.4.1 Les conventions internationales

Un éventail de conventions sont apparues dans le but de protéger les enfants et ce, dans différents domaines. Sur le plan international, il existe depuis longtemps un cadre juridique visant à protéger les enfants contre certaines formes d'exploitation. Citons ici, en particulier, la *Convention internationale relative à la traite des blanches* de 1910⁶⁹, qui dans son article premier prohibe l'embauchage, l'entraînement ou le détournement des filles mineures⁷⁰. Quant à elle, la *Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage*⁷¹ de 1956 interdit dans son article premier alinéa (d) l'utilisation des enfants par leurs parents ou tuteurs pour régler leurs engagements envers un tiers⁷².

En 1989, l'Organisation des Nations Unies a adopté une nouvelle forme de protection de l'enfant à travers la *Convention relative aux droits de l'enfant*; un pilier de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants. L'article 34, dans ses alinéas (a) et (b),

⁶⁹ *Convention internationale relative à la traite des blanches*, 4 mai 1910, III R.T.S.N 278.

⁷⁰ *Ibid.*, art. 1.

⁷¹ *Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage*, 7 septembre 1956, 226 R.T.N.U. 3.

⁷² *Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage*, *supra* note 71, art. 1.

indique clairement l'interdiction d'une telle exploitation. Cette convention est l'une des premières et plus importantes conventions à s'inscrire dans la lutte contre les crimes d'ordre sexuel tel le tourisme sexuel impliquant des enfants. L'article 34 traite de l'exploitation sexuelle des enfants à partir d'une perspective large, ce que ne font pas les autres instruments. En effet, les conventions qui abordent la protection de l'enfant traitent uniquement certains aspects de l'exploitation sexuelle des enfants, notamment le *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants*⁷³, dont le titre énonce clairement l'objet. Par contre, la Convention relative aux droits de l'enfant, dans son article 34, prohibe toutes formes de pratiques sexuelles mettant en cause des enfants. «Les États parties s'engagent à protéger l'enfant contre toutes les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle»⁷⁴. De même, l'article 34 prévoit l'adoption par les États de multiples mesures pour empêcher l'exploitation sexuelle des enfants (mesures nationales, bilatérales et multilatérales). En revanche, l'article demeure flou sur la définition des formes d'exploitation sexuelle et sur les mesures que les États doivent prendre pour garantir une protection adéquate aux enfants.

En 2000, deux autres piliers viennent s'ajouter à la Convention relative aux droits de l'enfant pour la lutte contre le phénomène de tourisme sexuel impliquant des enfants. Le premier pilier est le *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants*, qui dans son préambule met l'accent sur l'ampleur du

⁷³ *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants*, supra note 46.

⁷⁴ *Convention relative aux droits de l'enfant*, 20 novembre 1989, supra note 1, art. 34.

phénomène du tourisme sexuel comme pratique violant les droits de l'enfant⁷⁵. De plus, l'article 3(1) oblige les États parties du protocole à veiller à ce que l'exploitation sexuelle des enfants soit pleinement saisie par leur droit pénal, que cette infraction soit commise au plan interne ou *transnational*⁷⁶. L'élément transnational de l'infraction dans cet article est une référence directe au tourisme sexuel. Le deuxième pilier est le *Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants*. L'article 2 précise que l'objet du protocole est de prévenir et de combattre la traite en accordant une attention particulière aux enfants⁷⁷.

Pour sa part, l'Organisation internationale du travail, dans sa *Convention concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination*⁷⁸ de 1999, définit l'exploitation sexuelle à des fins commerciales des enfants comme l'une des pires formes du travail des enfants. Dans son article

⁷⁵ *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, supra note 46, 4^{ème} alinéa du préambule.*

⁷⁶ *Ibid.*, art 3(1) : «Chaque État Partie veille à ce que, au minimum, les actes et activités suivants soient pleinement couverts par son droit pénal, que ces infractions soient commises au plan interne ou transnational, par un individu ou de façon organisée: a) Dans le cadre de la vente d'enfants telle que définie à l'article 2: i) Le fait d'offrir, de remettre, ou d'accepter un enfant, quel que soit le moyen utilisé, aux fins: a. D'exploitation sexuelle de l'enfant; b. De transfert d'organe de l'enfant à titre onéreux; c. De soumettre l'enfant au travail forcé; ii) Le fait d'obtenir indûment, en tant qu'intermédiaire, le consentement à l'adoption d'un enfant, en violation des instruments juridiques internationaux relatifs à l'adoption; b) Le fait d'offrir, d'obtenir, de procurer ou de fournir un enfant à des fins de prostitution, telle que définie à l'article 2; c) Le fait de produire, de distribuer, de diffuser, d'importer, d'exporter, d'offrir, de vendre ou de détenir aux fins susmentionnées, des matériels pornographiques mettant en scène des enfants, tels que définis à l'article 2.

⁷⁷ *Protocole additionnel à la convention des nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, supra note 38, art. 2.*

⁷⁸ *Convention concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, supra note 9.*

premier, elle demande en toute urgence aux États parties l'interdiction et l'élimination de pires formes de travail parmi lesquelles figurent les activités illicites, la prostitution et la pornographie⁷⁹.

De son côté, le Conseil de l'Europe, conscient de la gravité de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, a adopté une nouvelle convention vouée spécialement au renforcement de la lutte contre les pratiques sexuelles dont sont victimes les enfants. Dans son article premier, la *Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels*⁸⁰ en affiche l'objet, qui est la prévention, la protection et la promotion de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants⁸¹. De plus, les articles de 18 à 23 énumèrent les infractions qui doivent être punissables selon la convention. L'article 18 alinéa (a)⁸² en particulier interdit d'une façon globale toute sorte d'activités sexuelles avec un enfant. De plus, la convention encourage la mise en œuvre par le secteur privé d'un ensemble de programmes et de mesures préventives; parmi celles-ci, une référence à la responsabilité du secteur touristique dans la prévention de l'exploitation des enfants :

Chaque Partie encourage le secteur privé, notamment les secteurs des technologies de communication et de l'information, l'industrie du tourisme et du voyage et les secteurs bancaires et financiers, ainsi que la société civile, à participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de prévention de l'exploitation et

⁷⁹ *Convention concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, supra note 9 (art. 1).*

⁸⁰ *Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, supra note 10.*

⁸¹ *Ibid.*, art. 1.

⁸² *Ibid.*, art 18, alinéa (a).

des abus sexuels concernant des enfants, et à mettre en œuvre des normes internes à travers l'autorégulation ou la corégulation⁸³.

La volonté du Conseil de l'Europe de lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme, dans ladite convention, se limite toutefois à des politiques de prévention qui demeurent assez vagues. De même, comme le laissent entendre les références à l'autorégulation et à la corégulation, la mise en œuvre des normes préventives applicables est laissée à la discrétion de l'industrie du tourisme.

La plupart des conventions qui prennent l'enfant comme sujet central le protègent contre l'exploitation sexuelle, d'une façon générale ou spécifique; par exemple : le trafic, la prostitution, la pornographie et les pires formes de travail. Ces traités contribuent au bien-être de l'enfant et renforcent sa protection, mais malheureusement, aucune d'entre elles n'aborde spécifiquement le sujet des abus sexuels infligés à des enfants par des touristes. Une raison parmi d'autres qui permet à ce fléau de prendre une ampleur inquiétante.

Le tourisme sexuel impliquant des enfants a mobilisé les organisations tant gouvernementales que non gouvernementales qui, depuis, tentent de combattre ce genre de tourisme.

1.4.2 Les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales dans la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants

La croissance rapide du tourisme sexuel qui implique des enfants a suscité des réactions de la part des organisations internationales. La lutte contre ce phénomène s'est imposée comme une préoccupation mondiale à partir des années 1990. L'Organisation mondiale du tourisme a pris une position claire face à ce problème, en

⁸³ *Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, supra note 10, art. 9, alinéa 2.*

adoptant en 1995 la *Déclaration de l'OMT sur la prévention du tourisme sexuel*⁸⁴, et le *Code mondial d'éthique du tourisme*⁸⁵ en 1999; ce dernier, dans son article 2, alinéa (3)⁸⁶, considère le tourisme sexuel, et surtout celui qui exploite les enfants, comme une atteinte aux objectifs du tourisme durable, et qu'il doit être combattu par tous les moyens :

L'exploitation des êtres humains sous toutes ses formes, notamment sexuelle, et spécialement lorsqu'elle s'applique aux enfants, porte atteinte aux objectifs fondamentaux du tourisme et constitue la négation de celui-ci ; à ce titre, conformément au droit international, elle doit être rigoureusement combattue avec la coopération de tous les États concernés et sanctionnée sans concession par les législations nationales tant des pays visités que de ceux des auteurs de ces actes, quand bien même ces derniers sont accomplis à l'étranger⁸⁷.

L'Organisation des Nations Unies, dans le but de veiller à la protection et l'application des droits de l'enfant, a mis en place un organe chargé de surveiller l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant. Il s'agit du Comité des droits de l'enfant (désigné ici par son acronyme anglais *CRC*). Celui-ci est investi de la mission de veiller à l'application de la *Convention relative aux droits de l'enfant* et à la mise en œuvre des deux Protocoles facultatifs à la Convention, le premier concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés⁸⁸, le deuxième la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants⁸⁹. Le Comité a produit des observations générales concernant l'application et

⁸⁴ *Déclaration de l'Organisation mondiale du tourisme sur la prévention du tourisme sexuel*, *supra* note 23.

⁸⁵ *Code mondial d'éthique du tourisme*, *supra* note 24.

⁸⁶ *Ibid.*, art. 2, alinéa (3)

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés*, 25 mai 2000, 2173 R.T.N.U.242.

⁸⁹ *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants*, *supra* note 46.

l'interprétation de certains articles de la Convention des droits de l'enfant. Le *CRC* note dans son observation générale sur les enfants autochtones et leurs droits en vertu de la Convention⁹⁰ sa préoccupation face à la vulnérabilité des enfants autochtones et des jeunes filles, en particulier celles qui n'ont pas été enregistrées à la naissance à l'exploitation sexuelle ou la traite. Afin d'améliorer la protection de tous les enfants, y compris des enfants autochtones, contre ces pratiques, le comité invite les États parties à ratifier et appliquer *le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants*. De même, le Comité, à l'examen des rapports présentés par les États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant, a adopté des observations finales concernant certains pays touchés par le tourisme sexuel. Citons ici les observations finales du 27 janvier 2006 sur la Thaïlande⁹¹, où le comité a exprimé sa préoccupation vis-à-vis la très grande fréquence du phénomène de l'exploitation sexuelle, notamment la prostitution infantile, du tourisme sexuel et de la pornographie mettant en scène des enfants⁹². Déplorant le manque de fermeté dans l'application de la législation nationale existante, il recommande à la Thaïlande, pour combattre l'exploitation sexuelle à la lumière de l'article 34 de la *Convention relative aux droits de l'enfant*, la mise en application d'un ensemble de mesures telles que « [d]e prêter une attention particulière aux facteurs de risque existants, comme le développement du tourisme sexuel dans la région, et de continuer à collaborer avec l'autorité du tourisme de la

⁹⁰ Comité des droits de l'enfant, *Observation générale sur les enfants autochtones et leurs droits en vertu de la Convention*, observation générale n°11 (2009), CRC/C/GC/11, à la p. 17, en ligne, consulté le : 26-11-2009. http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/CRC.GC.C.11_fr.pdf

⁹¹ Comité des droits de l'enfant, *Observations finales : Thaïlande*, 27 janvier 2006, CRC/C/THA/CO/2, en ligne, consulté le : 26-11-2009. [http://www.unhcr.ch/tbs/doc.nsf/898586b1dc7b4043c1256a450044f331/88a0d5457061da2fc125715e0048d5f9/\\$FILE/G0640937.pdf](http://www.unhcr.ch/tbs/doc.nsf/898586b1dc7b4043c1256a450044f331/88a0d5457061da2fc125715e0048d5f9/$FILE/G0640937.pdf)

⁹² *Ibid.*, à la p. 20.

Thaïlande (TAT) et les prestataires de services de touristiques en la matière»⁹³ tout en renforçant la législation nationale. Les mêmes préoccupations sur l'exploitation sexuelle des enfants ont été formulées par le Comité des droits de l'enfant concernant les Philippines⁹⁴ et le Sri Lanka⁹⁵.

Au niveau régional, plusieurs actions ont été entreprises par l'Union européenne pour combattre l'exploitation sexuelle des enfants d'une façon générale, et le tourisme sexuel impliquant des enfants en particulier. Le 21 décembre 1999, dans un communiqué du Conseil de l'Union européenne sur la mise en œuvre des mesures de lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants, le Conseil dénonce et condamne cette pratique en considérant ce genre de tourisme comme une grave violation des droits de l'enfant⁹⁶. À la fin de l'an 2000, l'OMT et l'Union européenne lançaient une campagne internationale contre l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme⁹⁷. L'Union européenne a adopté dans la même perspective plusieurs

⁹³ Comité des droits de l'enfant, *Observations finales : Thaïlande*, 27 janvier 2006, CRC/C/THA/CO/2 *supra* note 91 à la p. 21.

⁹⁴ Comité des droits de l'enfant, *Observations finales : Philippines*, 2 octobre 2009 CRC/C/PHL/CO/3-4, en ligne, consulté le : 26-11-2009. <http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/co/CRC-C-PHL-CO4.pdf>

⁹⁵ Comité des droits de l'enfant, *Observations finales : Sri Lanka*, 6 juin 2003, CRC/C/15/Add.207, en ligne, consulté le : 26-11-2009. [http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/898586b1dc7b4043c1256a450044f331/3f673e7616944979c1256da5002cdac4/\\$FILE/G0342765.pdf](http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/898586b1dc7b4043c1256a450044f331/3f673e7616944979c1256da5002cdac4/$FILE/G0342765.pdf)

⁹⁶ Conclusion CE, *Conclusions du conseil du 21 décembre 1999 sur la mise en œuvre des mesures de lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants* [1999] J.O.C 379/01. Dans cette conclusion le Conseil de l'Union Européenne, dénonce et condamne le tourisme sexuel impliquant des enfants, qui constitue une violation grave des droits de l'enfant et une atteinte à la dignité humaine. De plus, il invite la Commission et les États membres à garantir que toutes leurs politiques de développement et de coopération soutiennent la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. De même, le conseil demande instamment à la Commission et aux États membres de poursuivre et de développer encore des initiatives appropriées visant à lutter contre le tourisme sexuel impliquant des enfants dans le quatre domaines d'action indiqués dans la communication de la Commission, sur la base d'une approche interpilliers, en ligne, consulté le : 27-10-2009. http://www-securint.u-strasbg.fr/pdf/c_37919991231fr00010001ftt.pdf

⁹⁷ Organisation mondiale du tourisme, *supra* note 31 à la p. iii.

décisions, telle l'*Action commune du 24 février 1997*, adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la traite d'êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants⁹⁸ ; l'action fut modifiée par la *Décision-cadre du Conseil le 19 juillet 2002 relative à la lutte contre la traite des êtres humains*⁹⁹ ; puis encore en 2003, par la *Décision-cadre du Conseil du 22 décembre 2003 relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie*¹⁰⁰.

L'Organisation des États américains (OÉA), pour sa part, lutte avec les moyens dont elle dispose pour contrer l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Elle a adopté en 1994 la *Convention interaméricaine relative au trafic international*

⁹⁸ *Action commune du 24 février 1997*, adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la traite d'êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants, [1997] J.O. L63/01. Le Conseil demande aux États membres de prendre des mesures pour renforcer encore davantage la protection des enfants ou lutter contre la traite des êtres humains, en ligne, consulté le 20-10-2009.

<http://www.eclan.eu/Default.aspx?CatID=77&cCatID=C8&CtrlClientID=ctl7&SysID123=BC&ReturnUrl=L0RIZmF1bHQuYXNweD9DYXRJRd03NyZQTjEyMz05JlBTQjEyMz0x>

⁹⁹ *Décisions CE, Décision-cadre du Conseil le 19 juillet 2002 relative à la lutte contre la traite des êtres humains*, [2002] J.O. L 203/629/JAI. Le Conseil par cette décision met l'accent sur les infractions liées à la traite des êtres humains à des fins d'exploitation de leur travail ou d'exploitation sexuelle, notamment les enfants. La décision exige que chaque État membre prenne les mesures nécessaires pour faire en sorte que ces actes soient punissables, en ligne, consulté le : 27-10-2009. http://www.contrelatraite.org/IMG/pdf/Decision_cadre_2002-07-19.pdf

¹⁰⁰ *Décisions CE, Décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil du 22 décembre 2003 relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie*. Le conseil dans sa décision demande aux États membres de poursuivre et punir les infractions liés à la l'exploitation sexuelle des enfants, art. 2 : « Infractions liées à l'exploitation sexuelle des enfants Chaque État membre prend les mesures nécessaires pour que les comportements intentionnels suivants soient punis: a) le fait de contraindre un enfant à se livrer à la prostitution ou à participer à des spectacles pornographiques ou d'en tirer profit ou d'exploiter un enfant de toute autre manière à de telles fins; b) le fait de recruter un enfant pour qu'il se livre à la prostitution ou participe à des spectacles pornographiques; c) le fait de se livrer à des activités sexuelles avec un enfant, en recourant à l'un des moyens suivants: i) en faisant usage de la contrainte, de la force ou de menaces; ii) en offrant de l'argent ou d'autres formes de rémunération ou de paiement pour les activités sexuelles auxquelles se livre l'enfant, ou iii) en abusant d'une position reconnue de confiance, d'autorité ou d'influence sur un enfant.», , *supra* note 22.

*des mineurs*¹⁰¹ qui considère l'exploitation sexuelle et la prostitution des enfants dans son article 2 alinéa (c) comme des actes illicites¹⁰²; et l'article 7 de ladite convention oblige les États parties à prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer la législation nationale et punir toute personne qui commet un tel acte. Dans cette même dynamique, l'Assemblée générale de l'OÉA a approuvé en 2008 une résolution qui porte sur la prévention et l'abolition de l'exploitation sexuelle et le trafic des mineurs¹⁰³. Parmi les recommandations contenues dans cette résolution, citons entre autres la collaboration entre l'Inter-American Children's Institute (IIN) et les États membres, pour adopter ou modifier les législations nationales, les règlements et les procédures pour combattre l'exploitation sexuelle et le trafic des enfants¹⁰⁴. Aussi, la résolution encourage l'échange des expériences, et une coopération horizontale entre le secrétaire général, le IIN et d'autres organes de l'OÉA, pour réaliser le programme interaméricain sur la prévention et l'abolition de l'exploitation sexuelle à des fins commerciale et le trafic des enfants, mis en œuvre en 2007 par l'*Inter-American Children's Institute*¹⁰⁵.

Selon un rapport publié en 2009 par l'IIN¹⁰⁶, et adressé au secrétaire général de l'OÉA sur les actions prises par les États membres pour lutter contre l'exploitation

¹⁰¹ *Inter-American Convention on International Traffic in Minors*, *supra* note 11.

¹⁰² *Ibid.*, art. 2 (c).

¹⁰³ *Prevention and Eradication of Commercial Sexual Exploitation and Smuggling of and Trafficking in Minors*, AG/RES. 2432 (XXXVIII-O/08), June 3, 2008, en ligne, consulté le: 29-10-2009. http://www.annaobserva.org/web/public/pdf/AG_RES_2432_3jun08-ING.pdf

¹⁰⁴ *Prevention and Eradication of Commercial Sexual Exploitation and Smuggling of and Trafficking in Minors*, *supra* note 103.

¹⁰⁵ *Inter-American Programme for the Prevention and Eradication of Child Commercial Sexual Exploitation, Trafficking and Smuggling of Minors*, CD/RES. 10 (82-R/07)

¹⁰⁶ *Ninth Report to the Secretary General of the OAS on the actions undertaken by Member States to Combat the Commercial Sexual Exploitation of Children in the Americas*, 2009 Montevideo, April, IIN, en ligne, consulté le : 30-10-2009. [http://www.iin.oea.org/iin/English/Pdf/IX%20Informe%20ESCNA%20-%20vf%20ING%20\(2\).pdf](http://www.iin.oea.org/iin/English/Pdf/IX%20Informe%20ESCNA%20-%20vf%20ING%20(2).pdf)

sexuelle des enfants à des fins commerciale en Amérique, plusieurs mesures sont entreprises par les États en vue de combattre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Ainsi, le rapport souligne des mesures telles que l'adaptation des législations nationales pour inclure le tourisme sexuel infantile comme un acte illicite, la création de commissions spécialisées sur la question, et des programmes de prévention et de protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme¹⁰⁷.

Enfin, plusieurs associations internationales non gouvernementales du tourisme adoptent, sur une base volontaire, des mesures diverses pour combattre l'exploitation des enfants dans le tourisme; à ce titre, citons ici :

- Le Code de conduite contre l'exploitation sexuelle des enfants de la *Fédération internationale des tour-opérateurs* (IFTO)¹⁰⁸.
- La Résolution contre l'exploitation sexuelle des enfants de l'*Association internationale des hôtels et restaurants* (IH&RA)¹⁰⁹.
- La Résolution finale condamnant l'exploitation sexuelle commerciale de l'*Association internationale du transport aérien* (IATA)¹¹⁰.

¹⁰⁷ *Ninth Report to the Secretary General of the OAS on the actions undertaken by Member States to Combat the Commercial Sexual Exploitation of Children in the Americas*, supra note 106.

¹⁰⁸ Fédération internationale des tour-opérateurs, *Code de conduite contre l'exploitation sexuelle des enfants*, en ligne, consulté le : 20-11-2009. http://www.ifto.eu.com/assets/file_uploads/documents/Sustainable-Development-v2.pdf

¹⁰⁹ Association internationale des hôtels et restaurants, *Résolution contre l'exploitation sexuelle des enfants*, en ligne consulté le : 19-11-2009. <http://www.ih-ra.com/foundation/about.php>

¹¹⁰ Association internationale du transport aérien, *Final Resolution Condemning the Commercial Sexual Exploitation*, en ligne, consulté le 22-11-2009. <http://www.iata.org/whatwedo/travel-tourism>.

- La Résolution contre le tourisme sexuel de l'*International Federation of Women's Travel Organizations* (IFWTO)¹¹¹.
- La Résolution pour combattre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants de la *Federation of International Youth Travel Organizations* (FIYTO)¹¹².
- La Déclaration contre l'exploitation sexuelle des enfants du *Groupement des Unions nationales des agences et organisateurs de voyages de l'Union européenne*, (ECTAA)¹¹³.
- La Déclaration contre l'exploitation sexuelle des enfants de la *Confédération des associations nationales de l'hôtellerie, de la restauration, des cafés et établissements similaires de l'Union européenne et de l'Espace économique européen* (HOTREC)¹¹⁴.
- La Résolution sur la prostitution dans le tourisme et l'Accord standard de l'*Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes* (IUF/UITA/IUL)¹¹⁵.

¹¹¹ Federation of Women's Travel Organizations, *Resolution against sex tourism*, en ligne, consulté le: 22-11-2009. <http://www.ifwto.org>.

¹¹² Federation of International Youth Travel Organizations, *Résolution pour combattre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants*, en ligne, consulté le : 20-11-2009. <http://www.fiyto.org/Docs/index.php4>

¹¹³ Groupement des Unions nationales des agences et organisateurs de voyages de l'Union européenne, *Déclaration contre l'exploitation sexuelle des enfants*, en ligne consulté le : 24-11-2009. <http://www.ectaa.org/Home/Areas/Tourism/tabid/79/Default.aspx>

¹¹⁴ Confédération des associations nationales de l'hôtellerie, de la restauration, des cafés et établissements similaires de l'Union européenne et de l'Espace économique européen, *Déclaration contre l'exploitation sexuelle des enfants*, en ligne, consulté le : 24-11-2009. http://www.hotrec.org/pages/policy_areas/classification/#/tdvs:1

¹¹⁵ Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes, *Résolution sur la prostitution dans le tourisme et l'Accord standard*, en ligne, consulté le : 23-11-2009. http://www.iuf.org/cgi-bin/search_companies.cgi?pl=tourisme&p2=French&p3=fr

En 1996, et pour la première fois à l'initiative de l'organisation internationale End Child Prostitution Child Pornography And Trafficking Of Children For Sexual Purposes (ECPAT) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 122 gouvernements se sont rassemblés à Stockholm dans le cadre du *1^{er} Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales*, pour débattre de ce sujet en condamnant le tourisme sexuel et s'engager à agir contre ce phénomène. Le premier congrès de Stockholm a adopté une déclaration et un programme d'action contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, dans lesquels on insiste sur l'élaboration, le renforcement et la mise en œuvre des lois qui permettent la poursuite des auteurs qui exploitent sexuellement des enfants. Le programme d'action encourage aussi la promotion de l'extradition et toute autre disposition qui garantit cette poursuite¹¹⁶.

Un second Congrès mondial, qui s'inscrit dans la même perspective, a été organisé à Yokohama (Japon) en 2001 avec la participation active de l'UNICEF et ECPAT International. Parmi les engagements du *2^{ème} Congrès*, on cherche à encourager la participation du secteur privé tels des membres de l'industrie du voyage et du tourisme, à déployer des efforts pour améliorer la protection des enfants par l'adoption, et à mettre en œuvre des chartes d'entreprise et des codes de conduite visant à protéger les enfants de l'exploitation sexuelle¹¹⁷.

En 2008, du 25 au 28 novembre, le gouvernement brésilien a accueilli et organisé à Rio de Janeiro le *3^{ème} Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales*, en partenariat avec l'UNICEF, ECPAT International, et le

¹¹⁶ *Déclaration et programme d'action 1er Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales*, en ligne, consulté le : 26-10-2009. http://csecworldcongress.org/PDF/fr/Stockholm/Outcome_documents/Stockholm%20Declaration%201996_FRE.pdf

¹¹⁷ *Engagement mondial de Yokohama de 2001*, en ligne, consulté le : 26-10-2009. http://csecworldcongress.org/PDF/fr/Yokohama/Outcome_documents/L'ENGAGEMENT%20MONDIAL%20DE%20YOKOHAMA%20DE%202001_FR.pdf

Groupe des organisations internationales non-gouvernementales (ONG) pour la Convention relative aux droits de l'enfant. L'objectif du Congrès était la mobilisation de tous les pays pour garantir les droits des enfants et des adolescents contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, en se basant sur les efforts déjà réalisés sur le terrain, et sur les succès actuels. Dans sa *Déclaration et appel à l'action de Rio de Janeiro pour prévenir et éliminer l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents*¹¹⁸, le Congrès a mis l'accent sur le tourisme sexuel; il interdit la production et la diffusion de toute publicité visant l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme. De plus, la *Déclaration et appel à l'action* du 3ème Congrès demande aux secteurs responsables du tourisme d'informer les voyageurs des sanctions pénales liées à l'exploitation sexuelle des enfants¹¹⁹.

En parallèle, l'ECPAT International est depuis plusieurs années très active dans la lutte contre le tourisme sexuel dans plusieurs pays. Après une consultation de l'industrie du tourisme en Thaïlande, un groupe de chercheurs a dévoilé en 1990 l'existence d'une forte croissance de la prostitution des enfants dans plusieurs pays asiatiques¹²⁰. Pour réagir contre cette pratique, le groupe de chercheurs a créé ECPAT, sous la forme d'une campagne d'une durée de trois ans, pour mettre fin à l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Plus tard, ECPAT s'est développé en tant que réseau international spécialisé dans la lutte contre l'aspect commercial de l'exploitation sexuelle des enfants. Elle a participé à plusieurs initiatives, telles des actions de prévention, des actions de sensibilisation, et des

¹¹⁸ *Déclaration et appel à l'action de Rio de Janeiro pour prévenir et éliminer l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents*, en ligne, consulté le 27-10-2009. <http://www.ecpat.net/EI/Updates/FRWCIIIOutcome.pdf>

¹¹⁹ *Ibid.*

¹²⁰ ECPAT International, en ligne, consulté le : 27-10-2009. http://www.ecpat.net/EI/Ecpat_history.asp

activités de formation mises en œuvre par l'industrie du tourisme¹²¹. *ECPAT* International a d'ailleurs réalisé une étude en 2001 qui porte directement sur la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants¹²². Le programme contre le tourisme sexuel impliquant des enfants d'*ECPAT* International comprend plusieurs initiatives regroupant les gouvernements, les autorités touristiques nationales, l'industrie du voyage et du tourisme, d'autres organisations des droits des enfants, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales et des organismes communautaires. Ces initiatives incluent le plaidoyer, la création de politiques et de législations spécifiques, la mise sur pied de campagnes de sensibilisation, et la tenue de formations pertinentes pour les acteurs impliqués dans le domaine¹²³.

D'une façon générale, les positions prises par les organisations internationales sont exprimées sous diverses formes telles que des déclarations, des résolutions ou bien encore des rapports. Ces positions sont des efforts louables dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants en général et le tourisme sexuel impliquant des enfants en particulier. Mais elles demeurent des actes dépourvus de portée juridique obligatoire¹²⁴ en droit international et qui obligerait alors les États à se conformer à ces différents textes.

Depuis que le phénomène du tourisme sexuel infantile se propage, plusieurs États adoptent individuellement des lois et des mesures visant à en diminuer l'intensité. Parmi ces mesures, on compte : la révocation des licences professionnelles des agences de voyages qui organisent des *sex tours* en Colombie et en Afrique du Sud; l'interdiction de promouvoir de telles activités; l'obligation légale de faire paraître des

¹²¹ Sendrine Fabié, Hervé Barioulet, *supra* note 36 à la p. 16-17.

¹²² Pour plus de détails, voir, Sendrine Fabié, Hervé Barioulet, *supra* note 36.

¹²³ ECPAT, en ligne consulté le : 14-10-2009. http://www.ecpat.net/EI/Programmes_CST.asp

¹²⁴ Pierre-Marie Dupuy, *Droit international public*, *supra* note 26 aux pp. 276-276 et 391.

informations concernant la législation extraterritoriale dans les catalogues des *tour operators* en Italie (en cours d'adoption en Argentine); l'interdiction de visiter des mineurs dans les chambres d'hôtels au Brésil; l'obligation imposée aux professionnels du tourisme de dénoncer à la police toute activité d'exploitation sexuelle à l'encontre des enfants dont ils peuvent avoir connaissance; la constitution de fichiers informatisés sur les criminels sexuels au Royaume-Uni et au Cambodge; et enfin la proposition de création d'un fichier sur les étrangers soupçonnés d'activités sexuelles avec des enfants, afin de leur interdire l'accès au territoire, ou de leur refuser une prolongation de visa¹²⁵.

Il ressort clairement de la variété des actions entreprises à cet égard que l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans le tourisme préoccupe de plus en plus la communauté internationale. Les organisations internationales déploient, on l'a vu, toutes sortes d'efforts dans la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Les réactions des organisations sont appréciables, mais l'intervention des États représente l'axe central de la lutte. Pour cela, les États adoptent et mettent en œuvre des lois pénales extraterritoriales visant spécialement l'exploitation sexuelle des enfants. Des pays émetteurs de touristes - le Canada, les USA, l'Europe de l'Ouest, l'Australie - ont adopté des lois extraterritoriales, ce qui est aussi le cas de la Chine et d'autres pays potentiellement émetteurs, et de telles lois sont aussi applicables dans plus de 49 pays¹²⁶. Dans le prochain chapitre, nous mettrons l'accent sur certaines de ces lois pénales extraterritoriales en analysant leur contenu pour connaître le rôle qu'elles jouent dans la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle en général, et contre le tourisme sexuel en particulier.

¹²⁵ Sendrine Fabié, Hervé Barioulet, *supra* note 36 à la p. 38.

¹²⁶ ECPAT International, *Les lois extraterritoriales : pourquoi ne fonctionnent-elles pas et comment peuvent-elles être renforcées*, 2008, à la p. 5, en ligne, consulté le : 10-11-2009. http://www.ecpat.net/EI/Publications/Journals/Extraterritorial_Law_FRE.pdf

Chapitre II

De la loi pénale extraterritoriale à la compétence universelle dans la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants?

Dans ce chapitre, nous allons concentrer notre attention sur les lois pénales extraterritoriales adoptées par un certain nombre d'États. De telles lois sont destinées à réprimer certaines infractions sexuelles commises sur des mineurs. Ces lois pénales extraterritoriales donnent la faculté au juge interne de connaître et de juger des crimes perpétrés hors du territoire de l'État dans lequel il exerce ses fonctions. L'élargissement de la compétence territoriale à des faits externes est fondé sur différents principes, dont ceux de la compétence réelle, de la compétence active et de la compétence passive.

Dans le but d'identifier les infractions sexuelles qui touchent les enfants, qui sont concernées par les lois pénales extraterritoriales, nous tenterons d'analyser leur contenu. Pour ce faire, nous allons concentrer notre analyse sur certains pays qui se dotent de ce genre de lois, et qui sont d'une façon générale émetteurs de touristes sexuels. Dans un premier temps, nous ferons un bref aperçu des lois pénales extraterritoriales des pays sélectionnés. À travers cet exercice, nous présenterons la manière dont chaque État conçoit la loi pénale extraterritoriale en matière d'exploitation sexuelle des enfants. Dans un deuxième temps, nous analyserons le contenu des lois pénales des États sélectionnées. Cette analyse consistera surtout en une comparaison de certains éléments essentiels dans l'application desdites lois, soit l'âge de la protection (2.1) la notion d'infraction (2.2) et la façon dont ces lois abordent la question de la double incrimination (2.3). Nous constaterons également l'existence de certaines difficultés susceptibles d'entraver l'application d'une loi pénale extraterritoriale.

Finalement, nous proposerons un éventail de solutions de rechange possibles, susceptibles de pallier les difficultés inhérentes aux lois pénales extraterritoriales, telles que l'adoption de traités bilatéraux entre pays émetteurs et récepteurs de tourisme, ainsi qu'une convention internationale visant à harmoniser les lois extraterritoriales. Enfin, nous nous attarderons sur le dernier point de notre étude, qui envisage la possibilité de soumettre le tourisme sexuel impliquant des enfants à la juridiction universelle.

2.1 La loi pénale extraterritoriale : définition et fondement

2.1.1 Définition de la loi pénale extraterritoriale

Plusieurs pays se sont dotés de lois extraterritoriales, lesquelles cependant diffèrent les unes des autres par leur contenu. Le Canada, les États-Unis d'Amérique, l'Irlande, le Royaume-Uni et l'Australie, par exemple, ont adopté chacun une loi spécifique contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. En revanche, l'Espagne, la France, la Suisse et l'Allemagne se sont dotées des lois extraterritoriales s'appliquant de manière spécifique aux cas d'abus d'enfants. En ce qui concerne la Chine, le Laos et la Thaïlande, ils sont régis par des lois extraterritoriales s'appliquant à tout type de crimes, y compris les crimes contre les enfants¹²⁷.

L'extraterritorialité est la «situation dans laquelle les compétences d'un État (législatives, exécutives ou juridictionnelles) régissent des rapports de droit situés en dehors du territoire dudit État»¹²⁸. Dans la même perspective, la compétence extraterritoriale se définit de la manière suivante :

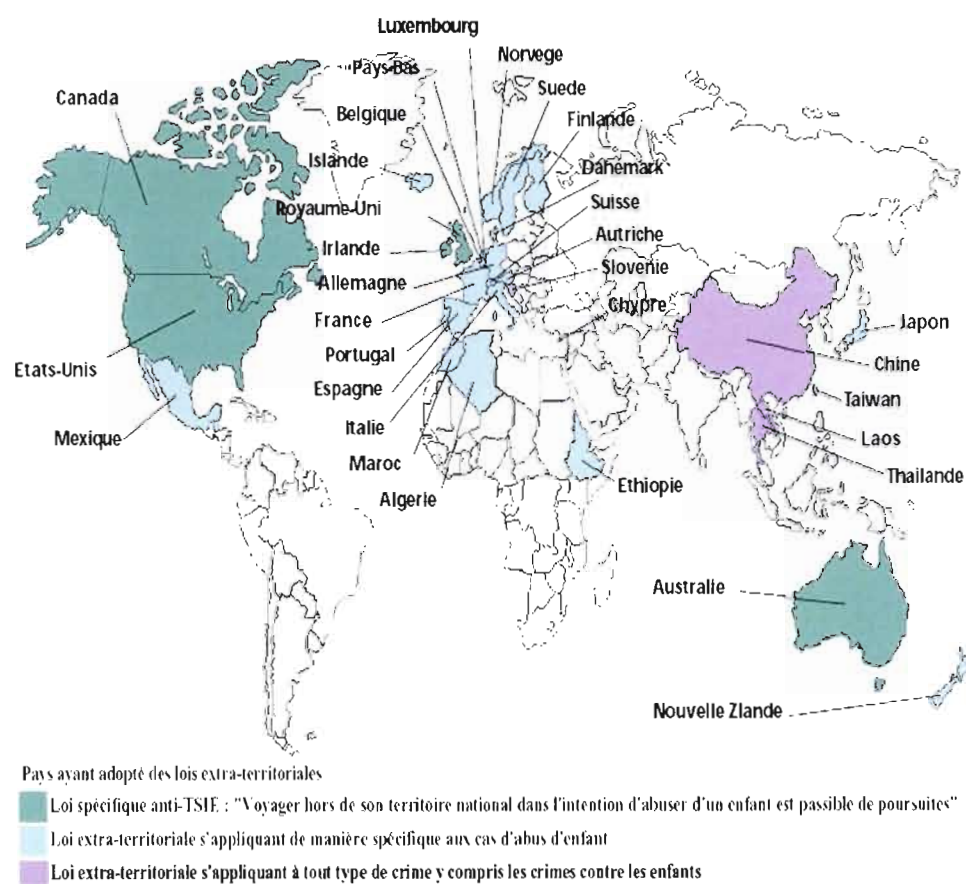
¹²⁷ Ecpat International, *Les lois extraterritoriales : pourquoi ne fonctionnent-elles pas et comment peuvent-elles être renforcées*, supra note 126 aux pp. 36-37.

¹²⁸ Jean Salmon, dir., *Dictionnaire de droit international public*, Bruxelles, Bruylant, 2001, à la p. 211.

La compétence d'un État qui est exercée à l'égard de personnes ou de choses situés sur le territoire d'un autre État. Peuvent ainsi être exercées les compétences législative, juridictionnelle et exécutive à l'égard de personnes ou des choses situées sur le territoire d'un autre État (y compris les lieux assimilés à celui-ci par le droit international)¹²⁹.

La carte ci-après présente les pays qui se dotent des lois pénales extraterritoriales¹³⁰.

2 : Carte des pays ayant des lois extraterritoriales



¹²⁹ Jean Salmon, *supra* note 128 à la p. 491.

¹³⁰ Carte prise de : *Étude des actions de lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants*, Sendrine Fabié, Hervé Barioulet, *supra* note 36 à la p. 39. Noter que la carte date de 2001; elle présente 32 pays. Actuellement, 49 États ont des lois pénales extraterritoriales. Pour plus de détails, voir l'étude d'ECAPAT International de 2008, *Les lois extraterritoriales : pourquoi ne fonctionnent-elles pas et comment peuvent-elles être renforcées*, *supra* note 126 à la p. 5.

En conséquence, la loi pénale extraterritoriale, de par son objet, permet notamment à un État de poursuivre ses ressortissants pour des crimes commis à l'étranger. Une telle loi peut se fonder sur différents critères.

2.1.2 Fondements de la loi pénale extraterritoriale

Tous les États jouissent d'une compétence territoriale inhérente, qui leur permet d'exercer leur souveraineté. Cette compétence donne le droit à la juridiction nationale de punir toute infraction commise sur le sol de l'État. « Le principe territorial a pour objet l'affirmation de la compétence exclusive d'un État, de ses juridictions et de ses lois propres, à l'égard de tous les actes punissables qui ont été commis sur son territoire »¹³¹. La compétence extraterritoriale permet à un État d'étendre sa compétence à des actes commis ou des effets survenus hors de son territoire. L'application de l'extraterritorialité peut se fonder sur différents principes dont, entre autres, le principe de la compétence réelle (I.2.1), le principe de la compétence personnelle (I.2.2) qui comporte le principe de la compétence active (I.2.3), et la compétence personnelle passive (I.2.4).

2.1.2.1 Le principe de la compétence réelle

Selon ce critère, l'État est disposé à poursuivre certains crimes qui portent atteinte à sa sécurité nationale et ses intérêts fondamentaux, même si l'infraction a été commise à l'extérieur de son territoire par un étranger. En d'autres termes, le principe de la compétence réelle est celui « par [lequel] un [É]tat confie à ses tribunaux la poursuite et le jugement des atteintes portées à l'étranger contre ses intérêts supérieurs, car lui seul a le pouvoir de déterminer et de défendre lesdits intérêts »¹³². Ce principe a été

¹³¹ Henri Donnedieu de Vabres, *Les principes modernes du droit pénal international*, Paris, Panthéon-Assas, 2004, à la p. 11.

¹³² André Huet, Renée Koering-Joulin, *Droit international*, 3e éd. Paris, PUF, 2005, à la p. 233.

enchâssé depuis longtemps dans la législation de certains pays tels la France, dont le *Code d'instruction criminelle*¹³³ de 1808 a ainsi consacré cette compétence en son article 7 :

Tout étranger qui, hors du territoire de la France, se sera rendu coupable, soit comme auteur, soit comme complice, d'un crime attentatoire à la sûreté de l'État, ou de contrefaçon du sceau de l'État, de monnaies nationales ayant cours, de papiers nationaux, de billets de banque autorisés par la loi, pourra être poursuivi et jugé d'après les dispositions des lois françaises, s'il est arrêté en France ou si le Gouvernement obtient son extradition¹³⁴.

Aujourd'hui cette compétence demeure toujours dans la législation française. Elle trouve son expression dans le *Code pénal français*¹³⁵ à l'article 113-10, avec quelques modifications.

La loi pénale française s'applique aux crimes et délits qualifiés d'atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation et réprimés par le titre Ier du livre IV, à la falsification et à la contrefaçon du sceau de l'État, de pièces de monnaie, de billets de banque ou d'effets publics réprimés par les articles 442-1, 442-2, 442-5, 442-15, 443-1 et 444-1 et à tout crime ou délit contre les agents ou les locaux diplomatiques ou consulaires français, commis hors du territoire de la République¹³⁶.

En vertu de l'article 7, la loi pénale française est applicable à certains crimes considérés comme des actes attentatoires aux intérêts nationaux de l'État même si ces actes sont perpétrés hors du territoire français. Encore faut-il souligner que l'article ne précise pas la nationalité de l'auteur. On peut en déduire qu'il s'applique indifféremment à tout contrevenant, qu'il soit français ou étranger.

¹³³ *Code d'instruction criminelle* 1808, en ligne, consulté le : 10-11-2009 : http://ledroitcriminel.free.fr/la_legislation_criminelle/anciens_textes/code_instruction_criminelle_1929/code_1808_1.htm

¹³⁴ *Ibid.*, art. 7.

¹³⁵ C. pén. français, en ligne, consulté le : 10-11-2009. <http://perlpot.net/cod/penal.pdf>

¹³⁶ *Ibid.*, art. 7.

2.1.2.2 Le principe de la compétence personnelle

Le principe de la compétence personnelle répond à un besoin fondamental de combler les lacunes juridiques causées par les limites de la compétence territoriale de l'État. Ce principe, qui s'ajoute à la compétence territoriale d'un État, revêt un caractère subsidiaire¹³⁷ et participe à la lutte contre l'impunité. Le principe de la compétence personnelle prend deux formes : la première est la compétence personnelle active (I.2.3) et la seconde, la compétence personnelle passive (I.2.4).

2.1.2.3 La compétence personnelle active

La compétence personnelle active consiste en : «la compétence qui s'exerce à l'égard des infractions commises par des sujets de l'État à l'étranger»¹³⁸. L'État les poursuit afin de les soumettre à certaines règles nationales. Ce faisant, il oblige ses ressortissants à s'acquitter de leur devoir de loyauté à son endroit. De plus, il protège ainsi ses intérêts fondamentaux contre toute réaction d'un autre État, qui serait due au comportement de ses ressortissants à l'étranger¹³⁹.

La compétence personnelle active peut prendre deux formes différentes. D'abord, l'État met en application sa loi nationale aux faits commis par son ressortissant en dehors de ses frontières nationales, même si le fait incriminé n'est pas sanctionné par la législation de l'État sur le territoire duquel il a été commis. Une telle mesure se justifie par le souci de l'État de voir ses nationaux afficher un comportement qui

¹³⁷ Henri Donnedieu de Vabres, *supra* note 131 à la p. 58.

¹³⁸ *Ibid.*, à la p. 57.

¹³⁹ Conseil de l'Europe, *Compétence extraterritoriale en matière pénale*, Strasbourg, Comité européen pour les problèmes criminels, 1999, à la p. 10.

correspond à l'image qui est la sienne, et qu'il veut projeter même à l'extérieur¹⁴⁰. Dans cet esprit, il serait injuste de laisser un citoyen qui a commis une infraction à l'étranger sans punition une fois retourné chez lui, alors que les nationaux de cet État sont en principe protégés à l'étranger contre les actes illicites. L'État peut également choisir d'appliquer sa loi nationale aux faits commis par son ressortissant à condition que l'acte soit aussi une infraction dans l'État où il a été commis, ce qu'on appelle la double incrimination¹⁴¹.

2.1.2.4 La compétence personnelle passive

La compétence personnelle passive est le principe en application duquel l'État poursuit des étrangers pour des infractions qu'ils auraient commises au préjudice de ses ressortissants. Ce principe est adopté par une minorité d'États, dont certains États européens et sud-américains¹⁴². Le but principal de l'application de ce principe réside dans la volonté de l'État de protéger ses ressortissants à l'étranger. Il vise à déclencher une poursuite contre l'auteur de l'infraction dans la mesure où ce dernier n'était pas poursuivi par son pays, ou encore dans le cas d'une poursuite qui n'était pas menée de façon sérieuse. Ce critère se trouve incorporé dans les législations nationales sous deux formes, selon qu'elle est limitée ou non par la règle de la double incrimination. Son application toutefois n'entre en ligne de compte que dans le cadre d'une série d'infractions spécifiques¹⁴³.

Pour nous faire une idée de l'application des lois pénales extraterritoriales, il convient d'analyser le contenu de celles-ci en référence à des pays qui diffèrent tant par leur

¹⁴⁰ Antonio Cassese, « L'incidence du droit international sur le droit interne » dans Antonio Cassese et Mireille Delmas-Marty, *Juridictions nationales et crimes internationaux*, Paris, Presses universitaires de France, 2002, 555 à la p. 573.

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² *Ibid.*, à la p. 576.

¹⁴³ Conseil de l'Europe, *supra* note 139 aux pp. 12-13.

situation géographique que par leur appartenance aux grands systèmes de droit¹⁴⁴. Schématiquement, nous souhaitons étudier la situation où : un ressortissant d'un pays (A) voyage vers un autre pays (B), et pendant son séjour, commet des infractions telles que des rapports sexuels sur un mineur. Ensuite, ce touriste quitte l'État (B) et retourne chez lui. Comment, et sur quelle base, l'État (A) va-t-il engager une poursuite contre son ressortissant ?

Notre étude porte sur quatre pays qu'on peut globalement considérer comme émetteurs de touristes au sens large¹⁴⁵ : l'Australie, le Canada, la France et la Belgique, lesquels feront l'objet d'une étude dans ce mémoire¹⁴⁶. Notre choix de nous concentrer sur ces États émetteurs de touristes était influencé par deux motifs pratiques : documentaire et linguistique. Nous aimerions noter ici, en effet, que la difficulté d'accès à des documents officiels et les langues nationales des pays récepteurs des touristes, tels la Thaïlande, le Cambodge et le Sri Lanka, ont malheureusement imposé des limites à notre recherche.

¹⁴⁴ Sur les systèmes de droit, voir : René David, *Les grands systèmes de droit contemporains*, 11^e éd, Paris, Dalloz, 2002.

¹⁴⁵ Les touristes qui proviennent des pays émetteurs de touristes ne sont pas tous des touristes sexuels. Si on trouve des touristes qui voyagent spécifiquement pour avoir des relations sexuelles, en revanche d'autres se contentent de profiter de la situation des pays visités pour commettre des actes sexuels sur des mineurs, sans nécessairement avoir planifié ces relations sexuelles avant le voyage.

¹⁴⁶ La Belgique, la France, l'Australie et le Canada sont tous des pays qui se sont dotés de lois pénales extraterritoriales. Les deux premiers font partie de la famille romano-germanique, système concentré en Europe et inspiré du droit romain, dans lequel la règle de droit est une règle de conduite qui gère les relations entre les personnes, et où les lois sont codifiées. En revanche, l'Australie et le Canada appartiennent à la famille de la common law, basée sur le droit anglo-saxon, où l'articulation du droit se fait par les juges dans la résolution des conflits opposant les particuliers. Contrairement à la famille romano-germanique, « la règle de droit dans cette famille vise à donner une solution à un procès, non à formuler une règle générale de conduite pour l'avenir » : René David, *supra* note 144 aux pp. 16-18.

2.2 Comparaison des lois pénales extraterritoriales

Pour analyser le contenu des lois pénales extraterritoriales des États sélectionnés, nous choisissons trois éléments de comparaison. Le premier est l'âge de protection de l'enfant dans chaque loi; le deuxième, la notion de l'infraction sexuelle commise sur des mineurs; et le troisième, qui présente la double incrimination comme une condition d'application de la loi pénale extraterritoriale.

2.2.1 Profil de la loi pénale extraterritoriale dans les pays sélectionnés

2.2.1.1 La loi pénale extraterritoriale de l'Australie

Dans le cadre de la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme, l'Australie a modifié son code pénal en 1994 en adoptant une loi qui traite du sujet d'une façon explicite : le *Crimes (Child Sex Tourism) Amendment Act*¹⁴⁷. Cette loi s'applique aux citoyens ou résidents australiens, et même aux personnes morales. Ladite loi permet de poursuivre un Australien pour une infraction sexuelle commise hors territoire sur des mineurs. Elle englobe : les rapports sexuels avec un enfant de moins de 16 ans¹⁴⁸; l'incitation d'un mineur de moins de 16 à avoir des rapports sexuels¹⁴⁹; les agissements sexuels impliquant un enfant de moins de 16 ans¹⁵⁰; et enfin, l'incitation d'un enfant de moins de 16 ans à participer à des agissements

¹⁴⁷ *Crimes (Child Sex Tourism) Amendment Act*, N° 105, 1994, Australie, en ligne, consulté le : 13-11-2009.
<http://www.comlaw.gov.au/ComLaw/Legislation/Actl.nsf/frame lodgingment attachments/332EE746136CDDF6CA256F720018338C>.

¹⁴⁸ *Ibid.*, art. 50 BA.

¹⁴⁹ *Ibid.*, art. 50 BB.

¹⁵⁰ *Ibid.*, art. 50BC.

sexuels¹⁵¹. Ces diverses infractions entraînent des peines de 17 ans d'emprisonnement. De même, la loi interdit de bénéficier de l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme à l'article 50DA¹⁵², et interdit l'organisation de voyages touristiques sexuels visant à utiliser des enfants, ou encore encourager l'exploitation sexuelle des mineurs, à l'article 50DB¹⁵³. Ces deux articles visent directement le secteur touristique australien : « [(t)]hese sections are directed at travel agents and tour operators, pedophile networks, advertisers, and expatriate Australian bar and brothel owners who participate in sex tourism»¹⁵⁴.

2.2.1.2 La loi pénale extraterritoriale du Canada

En 1996, le ministre de la Justice et Procureur général du Canada¹⁵⁵ a présenté à la Chambre des Communes le projet de loi C-27¹⁵⁶, visant notamment à combattre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Sur la base de ce projet de loi, le 14 avril 1997, le Canada a adopté une loi modifiant le *Code Criminel*¹⁵⁷ qui porte sur la prostitution chez les enfants et le tourisme sexuel impliquant des enfants. Cette loi a reçu la sanction royale le 25 avril 1997 et est entrée en vigueur le 26 mai 1997¹⁵⁸.

¹⁵¹ *Crimes (Child Sex Tourism) Amendment Act*, N°105, 1994, *supra* note 147, art. 50 BD.

¹⁵² *Ibid.*, art. 50 DA.

¹⁵³ *Ibid.*, art. 50 DB.

¹⁵⁴ Margaret A. Healy, *supra* note 48 à la p. 1898.

¹⁵⁵ Justin Roberge, « Des solutions internationales et canadiennes à la problématique du tourisme sexuel impliquant des enfants » (2003) 22 *Reuv.R.T.*, Téoros, UQAM, à la p. 15.

¹⁵⁶ Canada, P.L. C-27, *Loi modifiant le Code criminel (prostitution chez les enfants, tourisme sexuel impliquant des enfants, harcèlement criminel et mutilation d'organes génitaux féminins)*, 2^e sess., 35^e Parl., 1996.

¹⁵⁷ *Code criminel*, L.R.C. 1985, c. C-46.

¹⁵⁸ *Loi modifiant le Code criminel (prostitution chez les enfants, tourisme sexuel impliquant des enfants, harcèlement criminel et mutilation d'organes génitaux féminins)*, L.C. 1997, c. C-16.

Dans la même veine, le projet de loi C-15A¹⁵⁹ vient s'ajouter au renforcement du *Code Criminel* dans la lutte contre ce phénomène. Ladite loi est entrée en vigueur 22 juillet 2002¹⁶⁰. Le *Code criminel* prévoit dans son article 7 (4.1)¹⁶¹ que tout ressortissant canadien ou résident permanent qui commet à l'étranger l'une des infractions sexuelles impliquant un enfant énumérées dans cet article est considéré comme si cet acte avait été commis au Canada. Dans ce cas, la personne peut être accusée et reconnue coupable par un tribunal canadien. Les infractions concernées par l'article 7 (4.1) sont les suivantes : attouchements sexuels sur un enfant âgé de moins de 16 ans; incitation d'un enfant de moins de 16 ans à des attouchements sexuels; exploitation sexuelle d'un adolescent; inceste; relations sexuelles anales; bestialité; pornographie juvénile; entremetteur; proxénétisme; exhibitionnisme; et prostitution d'une personne âgée de moins de 18 ans¹⁶². Les peines prévues pour ces infractions varient entre 2 ans à 14 ans de prison.

2.2.1.3 La loi pénale extraterritoriale de la France

La France fait de la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants une priorité. La loi pénale française a été modifiée plusieurs fois¹⁶³ pour répondre adéquatement au besoin de combattre l'exploitation sexuelle des enfants dans le

¹⁵⁹ Canada, P.L. C-15A, *Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois*, 1^{er} sess., 35^e Parl., 2001.

¹⁶⁰ *Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois*, L.C. 2002, c. C-13.

¹⁶¹ *Code criminel*, *supra* note 157, art. 7(4.1). L'article est le résultat du projet de loi c-27, voir *supra* note 156.

¹⁶² Les articles des infractions sexuelles sont : *Code criminel*, *ibid*, aux arts. 151, 152, 153, 155, 159, 160(2) ou (3), 163.1, 170, 171, 173, 212(4).

¹⁶³ Le *Code pénal* français était modifié en 1994 par la loi 94-89 du 1^{er} février 1994 et en 1998 par la loi 98-469 du 17 juin 1998. De plus, de nouvelles dispositions sont adoptées en mars 2002 et modifiées en mars 2003, consacrée au recours à la prostitution d'un mineur. Pour plus de détails voir le rapport *La lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants : pour une stratégie française*, en ligne, consulté le : 15-11-2009.
<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/044000436/0000.pdf>.

tourisme. Toutefois, l'extraterritorialité de la loi pénale est un principe connu du droit français depuis longtemps. Le Code pénal français, aux articles 113-6 et 113-7¹⁶⁴, attribue la compétence à la législation française de poursuivre un ressortissant français ou un étranger pour tout crime ou délit commis à l'étranger. De même, le Code pénal français prévoit l'application de la compétence extraterritoriale à différentes infractions ayant un caractère sexuel et touchent directement les enfants telles les atteintes sexuelles¹⁶⁵, la prostitution de mineurs¹⁶⁶ et la pornographie juvénile¹⁶⁷. La notion de tourisme sexuel impliquant des enfants n'existe pas en tant que telle dans le *Code pénal* français, mais la poursuite judiciaire se fait sur la base des articles qui traitent des infractions sexuelles commises par un Français ou un résident sur le territoire français contre un mineur à l'étranger. En vertu des articles 222-22¹⁶⁸, 225-12-3¹⁶⁹ et 227-27-1¹⁷⁰ la loi pénale française est compétente pour connaître et punir toutes les infractions énumérées dans lesdits articles. La relation sexuelle avec un mineur prostitué¹⁷¹ et l'atteinte sexuelle sur la personne d'un mineur de quinze ans¹⁷² constituent une référence directe au tourisme sexuelle impliquant des enfants. Les peines prévues pour ces infractions varient entre 5 ans à 20 ans de prison.

¹⁶⁴ C. pén. français, *supra* note 135, aux arts. 113-6, 113-7.

¹⁶⁵ C. pén. français, *supra* note 135, art. 222-22.

¹⁶⁶ *Ibid.*, aux arts. 225-12-1, 225-12-2.

¹⁶⁷ *Ibid.*, art. 227-23.

¹⁶⁸ *Ibid.*, art. 222-22.

¹⁶⁹ *Ibid.*, art. 225-12-3.

¹⁷⁰ *Ibid.*, art. 227-27-1.

¹⁷¹ *Ibid.*, art. 225-12-1.

¹⁷² *Ibid.*, art. 227-25.

2.2.1.4 La loi pénale extraterritoriale de la Belgique

Pour sa part, la Belgique traite de l'exploitation sexuelle des enfants dans son *Code pénal*¹⁷³ et dans le *Code de procédure pénale*¹⁷⁴. L'extraterritorialité de la loi pénale de Belgique est envisagée dans le *Code de procédure pénale* à l'article 10 *ter*¹⁷⁵ qui, dans son alinéa (2), énumère les infractions sexuelles commises sur un mineur, lesquelles sont visées par la compétence extraterritoriale. Celles-ci sont régies par le *Code pénal* belge. D'après l'article 10 *ter* du *Code de procédure pénale* belge, pourra être poursuivie en Belgique toute personne qui aura commis hors du territoire de la Belgique une des infractions suivantes : attentat à la pudeur¹⁷⁶, viol¹⁷⁷, incitation à la corruption ou à la prostitution d'un mineur¹⁷⁸, proxénétisme¹⁷⁹ - avoir embauché, entraîné, détourné ou retenu un mineur en vue de la débauche ou de la prostitution -, pornographie juvénile¹⁸⁰, et traite des enfants¹⁸¹. Ces infractions sont punissables à différents degrés et au moyen de différents genres de peines, allant d'amendes à l'emprisonnement d'une durée de 5 ans à 30 ans.

¹⁷³ C. pén. belge, en ligne, consulté le : 27-11-2009.
http://www.juridat.be/cgi_loi/loi_F.pl?cn=1867060801.

¹⁷⁴ C. proc. pén. belge, en ligne, consulté le : 27-11-2009
<http://www.droitbelge.be/codes.asp#ins>. Le *code de procédure pénale belge* est codifié dans le titre préliminaire du *Code d'instruction criminelle*.

¹⁷⁵ *Ibid.*, art. 10 *ter*.

¹⁷⁶ C. pén, belge, *supra* note 173, aux arts. 372, 373, 374, 376.

¹⁷⁷ *Ibid.*, arts. 375, 376.

¹⁷⁸ *Ibid.*, art. 379.

¹⁷⁹ *Ibid.*, art. 380.

¹⁸⁰ *Ibid.*, art. 383 bis (§§ 1er et 3).

¹⁸¹ *Ibid.*, aux arts. 433 *quinquies* et 433 *septies*.

Après ce bref aperçu des lois pénales extraterritoriales sélectionnées pour notre étude, nous tentons de faire une analyse plus approfondie en mettant l'accent sur certains éléments qui caractérisent les conditions d'application de ces lois.

2.2.2 Éléments de comparaison

Dans cette section, nous examinerons trois critères essentiels dans l'application de chaque loi pénale extraterritoriale : l'âge de protection de l'enfant (II.2.1), la notion d'infraction sexuelle (II.2.2) et la condition de la double incrimination (II.2.3) sont nos éléments de comparaison. Cette sélection a pour but de savoir comment chaque loi pénale extraterritoriale entend protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, notamment dans le cadre du tourisme.

2.2.2.1 L'âge de protection de l'enfant

Dans les différentes législations nationales de notre étude, chaque État sanctionne des actes d'ordre sexuel, qui touchent les enfants en se basant sur une fourchette d'âges qui correspond à divers types de peines. Il faut mentionner que les quatre États étudiés ont ratifié la *Convention relative aux droits de l'enfant* et se sont donc engagés, conformément à ses dispositions, à «respecter les droits qui [y] sont énoncés et à les garantir à tout enfant relevant de leur juridiction»¹⁸². Le tableau suivant présente l'âge de protection des enfants dans chaque loi pénale extraterritoriale et la peine prévue en comparaison à celui fixé dans la *Convention relative aux droits de l'enfant*.

¹⁸²

Convention relative aux droits de l'enfant, supra note 1, art. 2.

1 : Tableau relatif à l'âge de protection dans les lois pénales extraterritoriales¹⁸³

Convention relative aux droits de l'enfant Âge de protection : 18 ans	
Les lois pénales extraterritoriales	Âge de protection de l'enfant
Australie	<p><i>Article 50 BA : Relations sexuelles avec mineur</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : personne de moins de 16 ans - Sanction : 17 ans de prison
	<p><i>Article 50 BB : Incitation d'un mineur à avoir des relations sexuelles</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : personne de moins de 16 ans - Sanction : 17 ans de prison
	<p><i>Article 50 BC : Agissements sexuels impliquant un enfant</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : personne de moins de 16 ans - Sanction : 12 ans de prison
	<p><i>Article 50 BD : Incitation d'un enfant à participer à des agissements sexuels</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : personne de moins de 16 ans - Sanction : 12 ans de prison

¹⁸³ Les lois pénales extraterritoriales dans le tableau concernent les 4 États de notre étude : Australie, Canada, France, Belgique.

Canada	<p>Article 151 : Contacts sexuels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : de moins de 16 ans - Peine : - acte criminel, emprisonnement : max 10 ans, min 45 jours <p style="text-align: center;"><u>Ou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - infraction : max. 18 mois, min. 14 jours
	<p>Article 152 : Incitation à des contacts sexuels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : de moins de 16 ans - Peine : - acte criminel, emprisonnement : max 10 ans, min 45 jours. <p style="text-align: center;"><u>Ou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - infraction : max 18 mois, min 14 jours
	<p>Article 159 : Relations sexuelles anales</p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : de moins de 18 ans - Peine : - acte criminel, emprisonnement : max 10 ans <p style="text-align: center;"><u>Ou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire
	<p>Article 163.1 : Pornographie juvénile</p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : de moins de 18 ans - Peine : - acte criminel, emprisonnement : max 10 ans, min 1 an <p style="text-align: center;"><u>Ou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - infraction, emprisonnement : max 18 mois, min 90 jours

Canada	<p><i>Article 171 : Maître de maison qui permet des actes sexuels interdits</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : de moins de 16 ans - Peine :-acte criminel, emprisonnement : max 5 ans, min 10 mois <p style="text-align: center;"><u>Ou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : de 16 ans ou plus, mais de moins de 18 ans - Peine :-acte criminel, emprisonnement : max 2 ans, min 45 jours
	<p><i>Article 212(4) : Relation sexuelle avec un mineur prostitué</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : de moins de 18 ans - Peine :-acte criminel, emprisonnement : max 5 ans, min 6 mois
France	<p><i>Article 222-24 : Le viol</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : 15 ans - Peine : emprisonnement 20 ans
	<p><i>Article 222-29 : les agressions sexuelles</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : 15 ans - Peine : emprisonnement 20 ans et 100000 € d'amende
	<p><i>Article 225-12-1 : Relation sexuelles avec un mineur prostitué</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : mineur - Peine : emprisonnement 3 ans et 45000 € d'amende

France	<p><i>Article 227-22 : Corruption des mineurs</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : 15 ans - Peine : emprisonnement 5 ans et 75000 € d’amende <p><u>Ou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : de moins de 15 ans, - Peine : emprisonnement 7 ans et 100000 € d’amende
	<p><i>Article 227-23 : Pornographie juvénile</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : 18 ans - Peine : emprisonnement 5 ans et 100000 € d’amende
	<p><i>Article 227-25 : Atteinte sexuelle</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : 15 ans - Peine : emprisonnement 5 ans et 75000 € d’amende
Belgique	<p><i>Article 372 : Attentat à la pudeur sans violence</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : de moins de 16 ans - Peine : réclusion de 5 ans à 10 ans
	<p><i>Article 373 : Attentat à la pudeur avec violence</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : de moins de 16 ans - Peine : réclusion de 10 ans à 15 ans <p><u>Ou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : de plus de 16 ans - Peine : réclusion de 5 ans à 10 ans
	<p><i>Article 375 : Viol</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : mineur de plus de 16 ans - Peine : réclusion de 10 ans à 15 ans <p><u>Ou</u></p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Âge : mineur âgé de plus de 14 ans et moins de 16 ans - Peine : réclusion de 15 ans à 20 ans <p style="text-align: center;"><u>Ou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : mineur âgé de moins de 14 ans - Peine : réclusion de 15 ans à 20 ans <p style="text-align: center;"><u>Ou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : mineur âgé de moins de 10 ans - Peine : réclusion de 20 ans à 30 ans
Belgique	<p><i>Article 379 : Attenter aux mœurs, par la corruption ou la prostitution d'un mineur</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : mineur - Peine : réclusion de 5 ans à 10 ans et 500 à 25 000 francs <p style="text-align: center;"><u>Ou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : mineur âgé de moins de 16 ans - Peine : réclusion de 5 ans à 10 ans et 500 à 50 000 francs <p style="text-align: center;"><u>Ou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : mineur âgé de moins de 14 ans - Peine : réclusion de 15 ans à 20 ans et 500 à 100 000 francs
	<p><i>Article 380 §4 et §5 : Proxénétisme</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : mineur - Peine : réclusion de 10 ans à 15 ans et 1000 à 100 000 francs. <p style="text-align: center;"><u>Ou</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : mineur âgé de moins de 16 ans - Peine : réclusion de 15 ans à 20 ans et 1000 à 100 000 francs.

Belgique	<p><i>Article 383bis : Pornographie juvénile</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : mineur - Peine : réclusion de 5ans à 10 ans et 500 à 10000 francs.
	<p><i>Article 433septies : De la traite</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Âge : mineur - Peine : réclusion de 10 ans à 15 ans et 1000 à 100000 €

À l'analyse du tableau, nous constatons que l'âge de la protection de l'enfant varie par rapport à la nature de l'infraction. Dans les quatre lois pénales extraterritoriales, l'âge se situe entre 15 et 18 ans. En Australie, cette protection est attribuée à toute personne âgée de moins de 16 ans. Ce seuil s'applique à tous les crimes d'ordre sexuel mentionnés dans ladite loi. Par contre, pour ce qui est du Canada, de la France et de la Belgique, la législation nationale tient compte du type de l'infraction commise sur l'enfant et des circonstances aggravantes. Sur cette base, l'âge de la protection varie d'un acte à l'autre.

La loi canadienne étend la protection de l'enfant jusqu'à 18 ans pour certains délits qui concernent directement le tourisme sexuel, telles les relations sexuelles avec un mineur prostitué et la pornographie juvénile. En revanche, cette loi fait une distinction entre l'âge de l'enfant et la peine envisagée. C'est le cas par exemple de l'infraction par laquelle un maître de maison permet à un mineur de commettre des actes sexuels interdits. Pour cette infraction, l'âge se divise en deux catégories : un mineur de moins de 16 ans où la peine est un emprisonnement de 5 ans maximum, et un mineur entre 16 et 18 ans où la peine est de 2 ans maximum d'emprisonnement. Outre cette règle, dans les autres infractions d'ordre sexuel qui touchent l'enfant et

qui sont concernées par l'extraterritorialité comme l'incitation à des contacts sexuels, la loi canadienne ne protège que les enfants âgés de moins de 16 ans.

La loi pénale française, pour sa part, fixe l'âge de la protection à 15 ans. Elle aussi applique la règle selon laquelle l'infraction est appréciée suivant l'âge de l'enfant. Dans son article 227-22, la loi distingue entre un mineur et un mineur âgé de moins de 15 ans. Mais la notion de « mineur » dans ledit article demeure floue. L'âge d'un mineur dans la loi française se situe entre 15 et 18 ans. Cet âge est exprimé d'une façon expresse dans les articles qui correspondent au viol, à l'agression sexuelle et à l'atteinte sexuelle dans lesquels un mineur est défini comme une personne âgée de 15 ans. Toutefois, il n'est pas aussi clair dans les articles qui concernent la pornographie juvénile et l'infraction d'avoir des relations sexuelles avec un mineur prostitué. À l'article 227-23 *alinéa 1* de la loi pénale française, l'âge du mineur n'est pas précisé. Selon nous, l'article peut être interprété de deux façons. Dans la première interprétation, on peut considérer qu'un mineur est une personne âgée de moins de 18 ans en se référant au dernier paragraphe de l'article 227-23 (« Les dispositions du présent article sont également applicables aux images pornographiques d'une personne dont l'aspect physique est celui d'un mineur, sauf s'il est établi que cette personne était âgée de dix-huit ans au jour de la fixation ou de l'enregistrement de son image »¹⁸⁴). Dans la deuxième interprétation, on peut soutenir que l'âge de minorité dudit article est de 15 ans en se basant sur les autres articles qui fixent l'âge d'un mineur à 15 ans. La même remarque est valable pour l'article 225-12-1 qui concerne des relations avec un mineur prostitué.

Dans la même perspective, les articles qui abordent l'exploitation sexuelle des enfants dans la loi belge relient l'âge du mineur à l'infraction et à la peine prévue. La fourchette d'âges couverte par la loi pénale extraterritoriale belge est entre moins de 16 ans et plus de 16 ans. Ainsi, la loi reste silencieuse sur le maximum d'âge de

¹⁸⁴ C. pén. français, *supra* note 135, art. 227-23.

protection du mineur. Cette obscurité apparaît dans certains articles dont l'article 373 de *Code pénal* belge qui traite de l'attentat à la pudeur avec violence. « [...] Si l'attentat a été commis sur la personne d'un mineur de plus de seize ans accomplis, le coupable subira la réclusion (de cinq ans à dix ans)»¹⁸⁵. De plus, dans certains articles la fourchette d'âges de mineur est peu détaillée, comme en témoignent ici les articles 379 et 380 du *Code pénal* belge qui concernent la corruption de la jeunesse et de la prostitution, où les infractions sont punies lorsqu'elles sont perpétrées sur un mineur.

§ 4. Sera puni de la réclusion de dix ans à quinze ans et d'une amende de mille francs à cent mille francs:

1° quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura embauché, entraîné, détourné ou retenu soit directement soit par un intermédiaire, un mineur (...), même de son consentement, en vue de la débauche ou de la prostitution¹⁸⁶.

La loi belge est muette sur l'âge de minorité dans certains articles. Cette tendance reste sans explication surtout que l'article 380 a été modifié en 2000 par la *Loi relative à la protection pénale des mineurs*¹⁸⁷, laquelle par son article 14 a supprimé l'âge de la minorité qui était de moins de 16 ans. « À l'article 380bis du même Code, remplacé par la loi du 13 avril 1995, qui devint l'article 380, sont apportées les modifications suivantes : [...] 2° au § 4, 1° et 4°, les mots " âgé de moins de seize ans " sont supprimés»¹⁸⁸. Il aurait été préférable que la *Loi relative à la protection pénale des mineurs* se conforme à la *Convention relative aux droits de l'enfant*,

¹⁸⁵ C. pén, belge, *supra* note 173, art. 373.

¹⁸⁶ *Ibid.*, art. 380.

¹⁸⁷ *Loi relative à la protection pénale des mineurs*, 28 novembre 2000, en ligne, consulté le 23-11-2009, <http://www.droitbelge.be/codes.asp>

¹⁸⁸ *Ibid.*, art. 14.

laquelle, ratifiée par la Belgique en 1991¹⁸⁹, indique que l'âge de la protection est de 18 ans.

D'après les quatre lois pénales extraterritoriales étudiées, nous constatons que l'âge de protection de l'enfant n'est pas une règle standardisée dans toutes les législations; au contraire, il diffère d'une loi à l'autre, variant entre 15 et 18 ans. Il faut préciser aussi que l'âge de protection de l'enfant est lié directement à l'infraction et à la peine correspondante. Lorsqu'une infraction est commise sur un mineur, l'âge de ce dernier détermine la durée de la peine prévue. Par exemple, dans la loi pénale belge, lorsqu'il s'agit de viol commis sur un mineur âgé de moins de 10 ans, cela constitue une circonstance aggravante et la peine devient plus sévère¹⁹⁰.

2.2.2.2 Notion d'infraction sexuelle

Les infractions sexuelles liées à l'exploitation sexuelle des enfants varient selon chaque État et son système judiciaire¹⁹¹. La législation nationale de chaque pays de notre étude définit différemment les infractions sexuelles qui touchent les enfants. De même l'appellation de celles-ci diffère d'un pays à l'autre. Le tableau suivant démontre les différentes définitions des infractions sexuelles dans chaque État.

¹⁸⁹ État de ratification de la *Convention relative aux droits de l'enfant*, R.T.N.U, VI ch-iv-11, à la p. 1, en ligne, consulté le : 25-11-2009. <http://treaties.un.org/doc/publication/mtdsg/volume%20i/chapter%20iv/iv-11.fr.pdf>.

¹⁹⁰ Voir C. pén. belge, *supra* note 173, art. 375.

¹⁹¹ Vitit Muntarbhorn, *Lois pénales extraterritoriales contre l'exploitation sexuelle des enfants*, Genève, Atar Roto Presse, 1999, à la p. 25.

2 : Les différentes définitions de l'infraction sexuelle dans les lois pénales extraterritoriales

État	Définition de l'infraction sexuelle dans les 4 lois pénales extraterritoriales
Australie	- <i>Relations sexuelles, article 50BA</i> : cette notion est définie par l'article 50AC ¹⁹² , elles englobent toutes sortes de pénétrations avec n'importe quel moyen.
	- <i>Agissements sexuels, 50BC</i> : commettre un attentat à la pudeur à un enfant ou avec sa participation ou en sa présence -proxénétisme, article 50AD : consiste en tout genre d'activité où la personne tire profit de l'exploitation sexuelle d'un enfant.
	- <i>Encouragement à commettre des infractions d'ordre sexuel sur des enfants, 50DB</i> : il englobe toutes sortes d'actes d'encouragement, tel aider une personne à voyager hors de l'Australie en vue de commettre l'infraction sexuelle
Canada	- <i>Contacts sexuels, article 151</i> : toutes sortes d'attouchement d'ordre sexuel sur un enfant.
	- <i>Relations sexuelles anales, article 159</i> : toute pénétration par la voie anale

¹⁹² *Crimes (Child Sex Tourism) Amendment Act, supra note 147, art 50AC* « (1) In this Part: 'sexual intercourse' means: (a) the penetration, to any extent, of the vagina or anus of a person by any part of the body of another person; or (b) the penetration, to any extent, of the vagina or anus of a person, carried out by another person by an object; or (c) fellatio; or (d) cunnilingus; or (e) the continuation of any activity mentioned in paragraph (a), (b), (c) or (d) [...]».

Canada	<p>- <i>Pornographie juvénile, article 163.1</i> : consiste en toute représentation photographique, filmée, vidéo ou autre, réalisée ou non par des moyens mécaniques ou électroniques. Tout écrit, représentation ou tout enregistrement sonore qui préconise ou conseil une activité sexuelle avec un mineur. Tout enregistrement sonore qui présente ou simule dans un but sexuel une activité sexuelle avec un mineur.</p>
	<p>- <i>Détention dans une maison de prostitution, article 171</i> : concerne toute personne qui détient ou travaille dans une maison de prostitution et permet qu'une personne âgée de moins de dix-huit ans fréquente ce lieu ou s'y trouve dans l'intention de commettre des actes sexuels interdits.</p>
	<p>- <i>Relation sexuelle avec un mineur prostitué, article 212(4)</i> : avoir des relations avec un mineur prostitué moyennant rémunération.</p>
France	<p>- <i>Agression sexuelle, article 222-22</i> : toute atteinte sexuelle commise avec violence, contrainte, menace ou surprise.</p>
	<p>- <i>Viol, article 222-23</i> : Tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte, menace ou surprise.</p>
	<p>- <i>Relation sexuelle avec un mineur prostitué, article 225-12-1</i> : consiste en des relations de nature sexuelle de la part d'un mineur qui se livre à la prostitution en échange d'une rémunération ou d'une promesse de rémunération.</p>
	<p>- <i>Corruption des mineurs, article 227-22</i> : elle englobe tout acte de favoriser ou de tenter de favoriser la corruption d'un mineur.</p>

France	<p>- Organisation des réunions comportant des exhibitions, article 227-22 : toute acte de organiser des réunions comportant des exhibitions ou des relations sexuelles auxquelles un mineur assiste ou participe.</p>
	<p>- Pornographie juvénile, article 227-23 : elle consiste en tout acte de diffuser, de fixer, d'enregistrer ou de transmettre l'image ou la représentation, lorsque cette image ou cette représentation présente un caractère pornographique d'un mineur.</p> <p style="text-align: center;"><u>Ou</u></p> <p>Le fait d'offrir, de rendre disponible ou de diffuser une telle image ou représentation, par quelque moyen que ce soit, de l'importer ou de l'exporter, de la faire importer ou de la faire exporter. Le fait de consulter habituellement un service de communication au public en ligne mettant à disposition une telle image ou représentation ou de détenir une telle image ou représentation par quelque moyen que ce soit.</p>
	<p>- Atteinte sexuelle, article 227-25 : elle concerne toutes les atteintes sexuelles sans violence, contrainte, menace ni surprise sur un mineur</p>
Belgique	<p>- Attentat à la pudeur sans violences ou menaces, article 372 : L'article ne définit pas l'infraction. L'article 374 définit l'attentat, dans ses termes : l'attentat existe dès qu'il y a commencement d'exécution.</p>
	<p>- Attentat à la pudeur avec violences ou menaces, article 373 : L'article ne définit pas l'infraction. L'article 374 définit l'attentat, dans ses termes : l'attentat existe dès qu'il y a commencement d'exécution.</p>
	<p>- Viol, article 375 : il s'agit de tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur une personne qui n'y consent pas.</p> <p>Exception sur le consentement dans le viol : - Il n'y a pas consentement dans les cas suivant : 1- lorsque l'acte a été imposé par violence, contrainte ou ruse ou a été rendu possible en raison d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale de la victime 2- lorsque la pénétration sexuelle, de quelque nature qu'elle soit et par quelque moyen</p>

Belgique	que ce soit est commise sur la personne d'un enfant qui n'a pas atteint l'âge de quatorze ans accomplis
	- Attentat aux mœurs, article 379 : il s'agit de tout acte d'exciter, favoriser ou faciliter pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur.
	- Proxénétisme, article 380 : concerne toute personne pour satisfaire les passions d'autrui, embauche, entraîne, détourne ou retenu, soit directement soit par un intermédiaire, un mineur, même de son consentement, en vue de la débauche ou de la prostitution.
	- Pornographie juvénile, article 383bis : il s'agit de tout acte d'exposer, vendre, louer, distribuer, diffuser ou remis des emblèmes, objets, films, photos, diapositives ou autres supports visuels qui représentent des positions ou des actes sexuels à caractère pornographique, impliquant ou présentant des mineurs, ou en vue du commerce ou de la distribution, fabriqués ou détenus, importés ou fait importer, remis à un agent de transport ou de distribution.
	- Traite des mineurs, article 433 : Constitue l'infraction de traite des êtres humains le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle exercé sur elle, afin de permettre la commission contre cette personne des infractions suivantes : attentat aux mœurs par la corruption ou la prostitution d'un mineur, le proxénétisme et pornographie juvénile.

Le tableau nous dévoile de grandes divergences dans la conception de l'infraction sexuelle assujettie à la compétence extraterritoriale. Certaines de ces dernières sont communes à plusieurs législations nationales. Citons à ce chapitre la pornographie juvénile, qui figure dans les lois canadienne, française et belge. Les éléments qui

constituent cette infraction dans lesdites lois se ressemblent. De même, le proxénétisme constitue aussi bien une infraction dans la loi australienne que belge. Aussi, malgré la différence dans la dénomination, l'atteinte sexuelle de la loi française et l'attentat à la pudeur de la loi belge constituent fondamentalement la même infraction. Par contre, d'autres infractions sont propres à chaque loi, telles que les agissements sexuels dans la loi pénale australienne et la traite des mineurs dans la loi pénale belge.

De plus, la définition de l'infraction dans certaines législations est parfois large; elle réunit plus d'un acte. C'est le cas ici de l'infraction relative aux relations sexuelles définie par la loi pénale de l'Australie, laquelle régit toutes sortes de relations sexuelles y compris les relations anales avec un mineur qui se livre ou non à la prostitution. Au Canada par contre, chaque acte est traité de façon spécifique et est puni différemment, comme l'attestent l'article 159 qui traite des relations sexuelles anales et l'article 212(4) de relations sexuelles avec un mineur prostitué. Dans d'autres lois pénales extraterritoriales, l'infraction n'est pas bien définie. C'est le cas de la loi belge, qui ne définit pas l'attentat à la pudeur.

Le viol constitue, lui aussi, une infraction dans les lois pénales française et belge. En revanche, les exigences inhérentes à cette infraction ne sont pas les mêmes. Alors que la loi belge écarte toute possibilité de consentement d'un mineur de moins de 14 ans, la loi française quant à elle reste silencieuse sur ce sujet. En effet, cette infraction est définie à l'article 375 du code pénal belge comme suit : «[t]out acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur une personne qui n'y consent pas, constitue le crime de viol»¹⁹³. Aux termes dudit article, le facteur de consentement n'entre en ligne de compte que si l'acte est perpétré sur un enfant âgé de moins de 14 ans. « Est réputé viol à l'aide de violences tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen

¹⁹³ C. pén. belge, *supra* note 173, art. 375.

que ce soit, commis sur la personne d'un enfant qui n'a pas atteint l'âge de quatorze ans accomplis»¹⁹⁴. D'après cette définition, la loi pénale belge considère qu'un mineur âgé entre 14 et 16 ans peut consentir à des relations sexuelles. Cette considération prive l'enfant à un âge trop bas de son droit d'être protégé contre une telle pratique. La question du consentement de l'enfant ne devrait pas être envisagée lorsqu'il s'agit de crimes d'ordre sexuel commis sur ce dernier. Il est encore plus déplorable que le législateur français lui-même ne prend guère en compte ce principe fondamental qu'un enfant ne peut pas consentir à des relations sexuelles.

Dans les quatre lois de notre étude, nous nous apercevons que seulement deux législations nationales traitent d'une façon directe de la question du tourisme sexuel impliquant des enfants. Le *Code criminel* du Canada à son article 212 (4) interdit toute relation sexuelle avec un mineur qui se livre à la prostitution en ces termes :

Quiconque, en quelque endroit que ce soit, obtient, moyennant rétribution, les services sexuels d'une personne âgée de moins de dix-huit ans ou communique avec quiconque en vue d'obtenir, moyennant rétribution, de tels services est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans, la peine minimale étant de six mois¹⁹⁵.

De sa part, le *Code pénal* français définit à son article 225-12-1 les relations sexuelles avec un mineur prostitué comme suit :

[I]l fait de solliciter, d'accepter ou d'obtenir, en échange d'une rémunération ou d'une promesse de rémunération, des relations de nature sexuelle de la part d'un mineur qui se livre à la prostitution, y compris de façon occasionnelle¹⁹⁶.

Dans les deux articles, la rémunération représente un des éléments constitutifs de cette infraction. Une telle exigence ne protège pas l'intérêt de l'enfant. La

¹⁹⁴ C. pén, belge, *supra* note 173, art, 375.

¹⁹⁵ *Code criminel*, *supra* note 157, art, 212(4).

¹⁹⁶ C. pén, français, *supra* note 135, art, 225-12-1.

rémunération ou la rétribution désigne généralement le versement d'une somme d'argent; et cela n'est pas toujours le cas dans la situation des enfants prostitués. Car la rémunération peut être donnée sous d'autres formes, comme de la nourriture, des vêtements ou de petits cadeaux. Aussi, la condition de la rétribution rend l'application desdits articles difficile. Un enfant prostitué dans la plupart des cas ne se livre pas à la prostitution d'une façon autonome. Il est souvent contrôlé par une autre personne. En conséquence, il faut savoir si la rémunération doit être versée directement à l'enfant. Le libellé des deux textes n'explique pas ce point. Aussi, dans le cas où l'on admet qu'une personne obtient en échange d'une rémunération un service sexuel d'un mineur, nous revenons à la question du consentement d'un enfant à des relations sexuelles. Pour garantir que l'exigence de la rémunération ne représente pas un obstacle dans l'application des articles 212 (4) de la loi pénale canadienne et 225-12-1 de la loi pénale belge, qui prohibent les relations sexuelles avec un mineur prostitué, il serait selon nous préférable de retirer la rémunération comme élément de cette infraction.

Les infractions analysées dans cette section ne sont qu'un échantillon d'un éventail d'infractions énumérées par les États dans le cadre de la vaste classification liée à la question de l'exploitation sexuelle des enfants¹⁹⁷. Cette multiple façon de dénommer et de définir l'infraction influence directement l'application de la loi pénale extraterritoriale, surtout si la loi nationale exige que les faits soient punis dans le pays où l'infraction était commise. La différence dans l'appellation et dans les éléments qui forment cette dernière peut constituer un empêchement à la poursuite d'un auteur d'une infraction d'ordre sexuel qui touche les enfants sur la base de la compétence extraterritoriale. Pour cette raison, il est de grande importance d'essayer, dans la mesure du possible, de fixer un standard dans les éléments composant les infractions qui abordent l'exploitation sexuelle des enfants, plus spécifiquement l'âge de l'enfant et la nature de l'infraction.

¹⁹⁷ Vitit Muntarbhorn, *supra* note 191 à la p. 26.

2.2.2.3 La double incrimination

Dans certaines législations nationales, l'application de l'extraterritorialité de la loi pénale exige que l'infraction soit punissable dans les deux pays. Le fait allégué doit alors être considéré comme une infraction à la fois par le pays qui engage la poursuite et par le pays où celle-ci était commise. L'Australie et le Canada n'imposent pas cette condition. Par contre, la double incrimination figure dans la loi pénale française et belge. Dans le cas d'exploitation sexuelle des enfants, la France n'applique pas cette exigence. Cette exception est exprimée dans les articles qui abordent les infractions d'ordre sexuel, qui touchent les enfants tels que l'article 225-12-3¹⁹⁸ où la loi française est applicable dans le cas où l'infraction était commise à l'étranger en application de l'article 113-6¹⁹⁹, par dérogation au deuxième alinéa dudit article. Toutefois, la loi belge continue d'exiger que la règle de la double incrimination soit satisfaite pour toute poursuite sur des faits commis à l'extérieur de la Belgique. L'article 7 du *Code de procédure pénale* belge aborde la question.

[[T]out Belge ou toute personne ayant sa résidence principale sur le territoire du Royaume] qui, hors du territoire du Royaume, se sera rendu coupable d'un fait qualifié crime ou délit par la loi belge pourra être poursuivi en Belgique si le fait est puni par la législation du pays où il a été commis²⁰⁰.

¹⁹⁸ C. pén. français, *supra* note 135, art. 225-12-3 : « Dans le cas où les délits prévus par les articles 225-12-1 et 225-12-2 sont commis à l'étranger par un Français ou par une personne résidant habituellement sur le territoire français, la loi française est applicable par dérogation au deuxième alinéa de l'article 113-6 et les dispositions de la seconde phrase de l'article 113-8 ne sont pas applicables ». Voir aussi les autres articles qui traitent de l'exploitation sexuelle des enfants, 222-22 et 227-27-1

¹⁹⁹ *Ibid.*, art. 113-6 : « La loi pénale française est applicable à tout crime commis par un Français hors du territoire de la République. Elle est applicable aux délits commis par des Français hors du territoire de la République si les faits sont punis par la législation du pays où ils ont été commis. Il est fait application du présent article lors même que le prévenu aurait acquis la nationalité française postérieurement au fait qui lui est imputé ».

²⁰⁰ C. proc. pén, belge, *supra* note 174, art. 7.

Le principe de la double incrimination peut entraîner des difficultés dans l'application de la compétence extraterritoriale aux crimes d'exploitation sexuelle des enfants. Il peut même être considéré comme ouvrant une voie à l'impunité. Une personne qui serait coupable d'un crime sexuel commis à l'étranger contre un enfant peut alléguer que ces faits ne constituent pas une infraction dans le pays où l'acte était produit²⁰¹. Sur cette base, elle échapperait à la poursuite du simple fait que la loi pénale de son pays exige la règle de la double incrimination. Même si, dans le cas contraire, les faits sont punissables dans les deux États, l'auteur de ce genre de crime peut se baser sur de possibles divergences dans la définition ou l'interprétation de l'infraction et plaider que les éléments de celle-ci ne sont pas similaires dans les deux pays. Ainsi, cette exigence peut constituer un obstacle dans l'application lorsque l'âge de protection de l'enfant n'est pas le même. Par exemple, un touriste abuse sexuellement d'un enfant âgé de 16 ans dans un pays Y et son pays d'origine X ne protège que les enfants âgés de moins de 14 ans pour ce crime. En somme, l'infraction dont ce touriste se rend coupable n'est pas qualifiée d'acte criminel dans son pays X. En conséquence, il échappe à la punition bien qu'il ait abusé d'un enfant au regard de la loi en vigueur dans l'État Y²⁰². Pour ces raisons, l'exigence de la double incrimination ne paraît pas souhaitable dans les situations où l'enfant est victime d'un acte sexuel.

Le Conseil de l'Union européenne, conscient de l'obstacle que peut poser l'exigence de la double incrimination, a traité de la question d'une façon directe dans son action commune²⁰³ adoptée en 1997 en matière de lutte contre la traite des êtres humains et

²⁰¹ Daniel Edelson, «The Prosecution of Persons Who Sexually Exploit Children in Countries Other Than Their Own: a Model for Amending Existing Legislation» (2001-2002) 25 Fordham Int'l L.J. 483 à la p. 497.

²⁰² *Ibid.*, à la p. 656.

²⁰³ Les actions communes du Conseil de l'Union européenne engagent les États membres dans leurs prises de position et dans la conduite de leur action. Sur le sujet, voir l'article 14 du *Traité sur l'Union européenne*, [2002] J.O. C 325.

l'exploitation sexuelle des enfants. À cet égard, le Conseil oblige les États membres qui maintiennent l'application de la règle de la double incrimination à réexaminer leurs législations dans le but d'assurer que ce principe n'empêche pas l'application de l'article 34 de la *Convention relative aux droits de l'enfant*, qui concerne l'exploitation sexuelle des enfants.

Si un État membre maintient l'exigence de la double incrimination prévue à partie B, il doit réexaminer sa législation en vue d'assurer que cette exigence ne nuise pas à l'efficacité des mesures prises à l'égard de ses ressortissants ou de personnes résidant habituellement sur son territoire suspectés de commettre ces infractions dans des États qui n'auraient pas pris les mesures appropriées visées à l'article 34 de la convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989²⁰⁴.

Le Conseil de l'Union européenne ne demande pas aux États d'abolir la règle, mais il souhaite que celle-ci ne constitue pas un obstacle lorsqu'il s'agit de protéger l'enfant contre tout acte d'exploitation sexuelle.

La condition voulant que l'infraction soit punissable au regard de la législation nationale des deux pays est selon nous une arme à double tranchant. D'une part, l'État exerce sa souveraineté et son droit de protéger ses nationaux contre des poursuites non fondées engagées par d'autres États. D'autre part, elle va à l'encontre de l'obligation qu'a l'État d'honorer ses engagements internationaux sur la question de la protection des enfants contre toutes formes d'exploitations sexuelles²⁰⁵. À notre avis, cette condition encourage les prédateurs sexuels à choisir les pays où l'exploitation sexuelle des enfants n'est pas une infraction punissable pour exercer leur forfait en profitant du principe de la double incrimination.

²⁰⁴ Action commune du 24 février 1997, adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la traite d'êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants, *supra* note 98.

²⁰⁵ Naomi Svensson, «Extraterritorial Accountability: An Assessment of the Effectiveness of Child Sex Tourism Laws» (2006) 28 Loy. L.A. Int'l & Comp. L. Rev. 641 aux p. 655-656.

Malgré l'adoption de lois extraterritoriales par divers pays aux régimes juridiques différents, force est malheureusement de constater que les conditions de leur application rendent souvent les poursuites difficiles et parfois impossibles. Cela est dû notamment aux particularismes de chaque loi extraterritoriale, comme le démontre notre précédente comparaison. Mais il n'est pas interdit d'invoquer également, à ce chapitre, une coopération judiciaire difficile entre États, d'éventuelles différences culturelles, ainsi que les difficultés que peut présenter l'administration de la preuve en pareille matière.

Les conditions d'application les plus simples de la loi extraterritoriale sont celles de la loi pénale australienne. Premièrement, le principe de la double incrimination n'est pas une exigence dans ce pays pour engager une poursuite; deuxièmement, l'infraction sexuelle est définie d'une manière où elle englobe la majorité des relations sexuelles et les différentes manières par lesquelles cet acte peut être commis. De surcroît, le consentement de l'enfant n'entre pas en ligne de compte dans les relations sexuelles. Finalement, malgré que l'âge de la protection de l'enfant soit plus bas que celui de la *Convention relative aux droits de l'enfant*, il demeure préférable à l'âge fixé dans d'autres législations telles que la France (15 ans). Malgré toute cette souplesse de la loi australienne, son application pose des difficultés. Parfois, des différences culturelles et l'administration de la preuve empêchent l'application de la loi pénale extraterritoriale. En témoigne le classement sans suite décidé par la justice australienne dans une affaire ayant mis en cause un diplomate Australien²⁰⁶. Dans cette affaire, un ancien ambassadeur d'Australie avait été détaché en tant que conseiller auprès du Ministère des affaires étrangères cambodgien. Une enquête fut ouverte sur lui au milieu de 1995, après que son nom eut été cité par un enfant des rues cambodgien à la fin de 1994 dans le cadre du travail d'une ONG australienne

²⁰⁶

Daniel Edelson, *supra* note 201 à la p. 512.

s'occupant des enfants des rues²⁰⁷. L'enquête de police sur les activités de ce diplomate se déroula en Australie et au Cambodge. En avril 1996, la police australienne accusa cet homme, âgé de 51 ans, d'avoir eu des rapports sexuels illicites, comportant des pénétrations par voies anales et orales, avec deux garçons khmers, âgés de 14 ans²⁰⁸. En vertu de la loi pénale extraterritoriale de l'Australie de 1994 qui vise expressément la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants, l'accusé aurait violé l'article 50BA, selon lequel : «[a] person must not, while outside Australia, engage in sexual intercourse with a person who is under 16»²⁰⁹. Malgré tous les efforts de l'ONG impliquée, les enquêtes menées par la police, et les témoignages des deux garçons, le juge du tribunal d'instance australien en 1996 classa l'affaire sans suite, faute de preuves²¹⁰. Le juge australien jugea que le témoignage des deux garçons cambodgien n'était pas suffisamment crédible. Cette conclusion était basée sur l'ignorance des deux jeunes témoins de leurs propres dates de naissance, ainsi que de la date et de l'heure des abus²¹¹. On peut faire l'hypothèse que des différences culturelles entre les deux pays, notamment en ce qui a trait à l'importance de tels détails aux yeux d'enfants, ont pu jouer un certain rôle dans l'évaluation du contexte factuel par le tribunal²¹².

Il s'avère également que dans certains ressorts, malgré l'adoption de lois pénales extraterritoriales, le délinquant sexuel encourt des peines sévères, tandis que dans d'autres on peut parler de sanctions de complaisance. Si la Suède, par exemple, s'est

²⁰⁷ Jeremy Seabrook, *En finir avec le tourisme sexuel impliquant des enfants : l'application des lois extraterritoriales*, Paris, L'Harmattan, 2002, à la p. 127.

²⁰⁸ *Ibid.*, à la p. 128.

²⁰⁹ *Crimes (Child Sex Tourism) Amendment Act*, supra note 147, art. 50BA.

²¹⁰ Vitit Muntarbhorn, supra note 191 à la p. 24.

²¹¹ Daniel Edelson, supra note 201 à la p. 512.

²¹² Pour plus de détails sur l'affaire, voir Jeremy Seabrook. *Supra* note 207 aux pp. 127-135.

dotée d'une loi pénale extraterritoriale, la mise en œuvre de celle-ci est assujettie à certaines conditions. Selon son *Code pénal*, la Suède applique la peine prévue par le pays de l'infraction lorsqu'elle est plus clémentaire que celle prévue par sa loi. Cette dimension est exprimée dans le chapitre 2 à l'article 2 comme suit :

Crimes committed outside the Realm shall be adjudged according to Swedish law and by a Swedish court where the crime has been committed:

1. by a Swedish citizen or an alien domiciled in Sweden,
2. by an alien not domiciled in Sweden who, after having committed the crime, has become a Swedish citizen or has acquired domicile in the Realm or who is a Danish, Finnish, Icelandic, or Norwegian citizen and is present in the Realm, or
3. by any other alien, who is present in the Realm, and the crime under Swedish Law can result in imprisonment for more than six months. The first, paragraph shall not apply if the act is not subject to criminal responsibility under the law of the place where it was committed or if it was committed within an area not belonging to any state and, under Swedish law, the punishment for the act cannot be more severe than a fine. In cases mentioned in this Section, a sanction may not be imposed which is more severe than the severest punishment provided for the crime under the law in the place where it was committed²¹³.

Pour garantir une meilleure application des lois pénales extraterritoriales dans le champ d'exploitation sexuelle des enfants, il s'avère selon nous nécessaire de mettre des balises aux conditions d'application de ces lois. Premièrement, compte tenu du fait que la plupart des États ont ratifié la *Convention relative aux droits de l'enfant*, l'âge de protection de l'enfant devrait être uniforme et correspondre à celui qui est fixé par ladite convention. Il en résulterait que les lois pénales étendraient l'âge de protection jusqu'à 18 ans pour toutes les infractions d'ordre sexuel commises sur un mineur. Deuxièmement, l'infraction sexuelle devrait comporter des éléments standardisés, ce qui permettrait d'élargir la notion d'infraction en incluant toutes sortes de relations sexuelles avec ou sans pénétration. Il en serait de même pour les conditions de violence ou de menace, et par quelque moyen que ce soit, sans considération du consentement de l'enfant. De même, lorsqu'il s'agit d'un enfant qui

²¹³ C. pén. Suède, chapitre 2, art. 2 [traduction], en ligne, consulté le : 12-12-2009. <http://www.sweden.gov.se/content/1/c6/02/77/77/cb79a8a3.pdf>

se livre à la prostitution, la condition de rémunération n'entrerait pas en ligne de compte. Troisièmement, le principe de la double incrimination devrait être aboli dans toute question d'infraction sexuelle qui touche les enfants. Les États dits émetteurs de touristes sont tenus de respecter leurs engagements internationaux vis-à-vis des enfants, tenus de les protéger et de garantir leurs droits sans aucun prétexte. Finalement, les lois pénales extraterritoriales devraient élargir leur application pour inclure non seulement les personnes qui commettent des abus sexuels sur des enfants, mais aussi toute personne qui facilite la commission de ces actes. C'est le cas notamment des personnes morales telles que les agences de voyages, les sites touristiques, les hôtels, et toute autre personne qui peut être concernée par une telle activité illicite.

L'Australie a fait un pas en avant sur ce point, en vertu de l'article 50DB²¹⁴ de sa loi pénale extraterritoriale. Elle poursuit et punit d'une sentence très sévère, soit de 17 ans d'emprisonnement, toute personne qui organise, facilite ou aide une autre à voyager hors de l'Australie dans le but de commettre des infractions sexuelles sur des mineurs.

Dans le contexte actuel, la recherche de voies et de moyens pour combler les lacunes juridiques exploitées par les touristes sexuels s'avère nécessaire. Plusieurs approches sont envisageables à cet égard, sur lesquelles nous nous interrogerons dans la section suivante; elles comprennent l'adoption de traités bilatéraux entre pays émetteurs et

²¹⁴ *Crimes (Child Sex Tourism) Amendment Act*, *supra* note 147, art. 50DB, « (1) A person contravenes this section if: (a) the person does an act, or makes an omission, whether within or outside Australia, with the intention of encouraging conduct of a kind that would constitute an offence against this Part (other than this section); and (b) the act or omission is reasonably capable of encouraging such conduct; whether or not that conduct in fact occurs. Penalty: Imprisonment for 17 years. "(2) In this section: 'encourage' means: (a) encourage, incite to, or urge, by any means whatever, for example, by written, electronic or other form of communication; or (b) aid, facilitate, or contribute to, in any way whatever. "(3) These are examples of acts covered by paragraph (1)(b): (a) organising an arrangement that facilitates an offence against this Part (other than this section); (b) assisting a person to travel outside Australia in order to commit an act that would constitute an offence against Division 2; (c) advertising an offer so to assist a person or an arrangement for so assisting a person».

récepteurs de tourisme, ou bien encore une convention multilatérale qui serait destinée à harmoniser les lois extraterritoriales existantes. Mais il faudra également nous interroger sur la possibilité de soumettre le tourisme sexuel impliquant des enfants à la compétence universelle.

2.3 Alternatives aux lacunes et obstacles inhérents aux lois pénales extraterritoriales

2.3.1 Traités bilatéraux entre pays émetteurs et récepteurs de tourisme

Dans le but d'exercer leur compétence territoriale, et celui de lutter contre l'impunité, les États coopèrent entre eux de une façon formelle ou informelle. La coopération informelle consiste en « des communications et des contacts personnels et officiels entre les responsables de l'application de la loi, les organisations non gouvernementales et d'autres parties intéressées »²¹⁵. Par contre, la coopération formelle exige des accords internationaux spécifiques sur la question. Les accords peuvent être bilatéraux, régionaux ou multilatéraux et traitent de certains domaines, tel l'échange d'informations et de documents. C'est le cas des conventions d'entraide judiciaire, d'extradition de suspects ou d'auteurs de crimes qui cherchent refuge dans un autre pays²¹⁶. La coopération formelle sous la forme des traités régionaux et bilatéraux est une pratique connue depuis longtemps entre pays européens en matière d'entraide judiciaire et d'extradition. Citons ici la *Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale*²¹⁷ de 1959 et les deux *Protocoles additionnels à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale* de 1978²¹⁸ et de

²¹⁵ Vitit Muntarbhorn, *supra* note 191 à la p. 41.

²¹⁶ *Ibid.*

²¹⁷ *Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale*, 20 avril 1959, 472 R.T.N.U. 185.

²¹⁸ *Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale*, 17 mars 1978, en ligne, consulté le 23-11-2009 <http://conventions.coe.int/treaty/fr/Treaties/Html/099.htm>.

2001²¹⁹, ainsi que la *Convention européenne d'extradition*²²⁰ de 1957 et ses deux *Protocoles additionnels* de 1975²²¹ et de 1978²²². Les États concluent également des conventions bilatérales de cette nature, dont la France, la Belgique, l'Australie et le Canada, et chacun d'entre eux a signé plusieurs traités concernant l'entraide judiciaire en matière pénale et l'extradition avec plusieurs pays. En témoignent la *Convention d'entraide judiciaire en matière pénale*²²³ entre la France et la Thaïlande de 1997 et le *Traité d'extradition entre la République des Philippines et le Canada*²²⁴ de 1990.

La coopération formelle est particulièrement pertinente dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants, surtout lorsqu'on transpose l'expérience des conventions relatives à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition vers de nouvelles conventions traitant spécifiquement de la coopération entre États émetteurs et récepteurs de tourisme en matière d'exploitation sexuelle des enfants d'une façon générale, et dans le tourisme en particulier. L'adoption de conventions de coopération qui traitent de cette question renforce et facilite à certains degrés l'application de la loi pénale extraterritoriale, dans le cas où les deux pays contractants se dotent de ce genre de loi. Même dans le cas contraire, ce genre de

²¹⁹ *Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale*, 8 novembre 2001, en ligne, consulté le : 25-11-2009
<http://conventions.coe.int/treaty/FR/Treaties/Html/182.htm>

²²⁰ *Convention européenne d'extradition*, 13 décembre 1957, en ligne, consulté le : 26-11-2009.
<http://conventions.coe.int/Treaty/fr/Treaties/Html/024.htm>

²²¹ *Protocole additionnel à la Convention européenne d'extradition*, 15 octobre 1975, en ligne, consulté le : 26-11-2009. <http://conventions.coe.int/treaty/fr/Treaties/Html/086.htm>

²²² *Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'extradition*, 17 mars 1978, en ligne, consulté le : 26-11-2009. <http://conventions.coe.int/Treaty/FR/Treaties/HTML/098.htm>

²²³ *Convention d'entraide judiciaire en matière pénale*, France et Thaïlande, 11 septembre 1997, J.O. 23 juin 2000, à la p. 9 442

²²⁴ *Traité d'extradition entre la république des Philippines et le Canada*, 7 novembre 1989, en ligne, consulté le : 23-12-2009. <http://www.treaty-accord.gc.ca/text-texte.asp?lang=fra&id=101341>

convention aide à engager des poursuites judiciaires en se basant sur la collaboration d'autres États pour réprimer et punir de telles infractions commises sur des mineurs.

2.3.2 Harmonisation des lois pénales extraterritoriales

Une autre solution envisageable pour renforcer la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants consisterait dans l'adoption d'une convention internationale qui harmoniserait les lois pénales extraterritoriales²²⁵.

Les États qui étendent leurs compétences territoriales à des infractions d'ordre sexuel perpétrées sur des enfants hors de leur territoire peuvent s'entendre sur une convention qui traiterait de la divergence de contenu de leurs lois pénales extraterritoriales. Ce traité international aurait alors pour objet d'harmoniser les points indispensables qui composent l'infraction sexuelle et la poursuite judiciaire.

Dans une telle perspective, il conviendrait en premier lieu de mieux baliser l'âge de minorité, par exemple pour ce qui concerne la différence d'âge du mineur entre le pays où l'infraction fut commise et le pays où la poursuite sera engagée, où l'âge de la protection le plus élevé est celui qu'on devrait prendre en considération. Si l'État A où l'infraction était commise protège l'enfant jusqu'à l'âge de 16 ans, et que l'État B poursuit son ressortissant sur la base de l'extraterritorialité de sa loi pénale pour des actes sexuels commis sur un mineur et protège l'enfant jusqu'à l'âge de 15 ans, ce serait donc l'âge de 16 ans que l'on prendrait en compte, malgré que l'État B

²²⁵ Dans certains domaines tels que la cybercriminalité, le Conseil de l'Europe a adopté des conventions de ce type. Le 1^{er} juillet 2004, la *Convention sur la cybercriminalité* est ainsi entrée en vigueur. La convention demande aux États parties de d'harmoniser leurs législations nationales dans la mesure de possible pour lutter contre la cybercriminalité, art. 23 : «[I]es Parties coopèrent les unes avec les autres, conformément aux dispositions du présent chapitre, en application des instruments internationaux pertinents sur la coopération internationale en matière pénale, des arrangements reposant sur des législations uniformes ou réciproques et de leur droit national, dans la mesure la plus large possible, aux fins d'investigations ou de procédures concernant les infractions pénales liées à des systèmes et des données informatiques ou pour recueillir les preuves, sous forme électronique, d'une infraction pénale». STE n° 185, 23.XI.2001 à la p. 14.

considère qu'une personne âgée de 16 ans soit majeure pour les fins de la protection. La même règle serait appliquée pour la peine. En second lieu, une telle convention pourrait traiter du principe de la double incrimination en faisant en sorte que celle-ci ne s'applique pas aux infractions d'exploitation sexuelle des enfants, toute poursuite judiciaire pouvant alors être engagée sans obligation de remplir la condition selon laquelle les faits doivent être punissables dans les deux pays. Enfin, une telle convention pourrait mettre l'accent sur la question de la notion d'infraction sexuelle commise sur des enfants, dont le consentement des mineurs aux relations sexuelles, et préciserait les groupes de personnes concernées. Elle inclurait l'ensemble des personnes physiques, citoyens aussi bien que résidents, en plus d'aborder la responsabilité des personnes morales telles les agences de voyages, les hôtels, etc.

Cette voie est évidemment applicable aux États qui se sont déjà dotés de lois extraterritoriales. Cela n'est pas le cas pour les États qui ne s'en dotent pas. En conséquence, une autre solution peut aussi être envisagée pour protéger les enfants contre le tourisme sexuel impliquant des enfants : celle de la compétence universelle.

III.3. Assujettissement du tourisme sexuel à la compétence universelle

L'idée de soumettre les crimes d'exploitation sexuelle des enfants à la compétence pénale universelle a été un sujet de débat lors du second *Séminaire international sur les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme*, qui a été organisé sous les auspices de la Commission des droits de l'Homme (CDH) des Nations Unies à Tunis, et qui s'est déroulé du 13 au 17 décembre 1993. Dans le cadre des discussions qui ont précédé la possibilité de l'adoption d'un Protocole optionnel à la *Convention relative aux droits de l'enfant* qui concerne spécialement l'exploitation sexuelle des enfants, une initiative a été présentée par l'Australie et la France en ce sens²²⁶. Elle consiste en un projet de protocole facultatif (*Draft Optional*

²²⁶ Margaret A. Healy, *supra* note 48 à la p. 1879.

Protocol to the United Nations Convention on the Rights of the Child concerning the Elimination of Sexual Exploitation and Trafficking in Children)²²⁷. Dans son article 1, ce dernier considère que l'exploitation sexuelle des enfants est un crime contre l'humanité²²⁸, qui devrait être réprimé par sa soumission à la juridiction pénale universelle²²⁹, et qu'il faut prendre toutes les mesures nécessaires pour atteindre cet objectif, dont conclure des accords bilatéraux et multilatéraux entre États :

States Parties agree:

- (a) to give effect in their national legislation to the principle of universal criminal jurisdiction regarding crimes of sexual exploitation or of trafficking in children wherever committed;
- (b) to enter into appropriate bilateral and multilateral arrangements to give effect to this principle;
- (c) in particular, to ensure that their national legislation extends to crimes of sexual exploitation of or trafficking in children involving their own nationals, persons resident or domiciled within their territory, or corporations or associations operating within their territory, occurring within the territory of other States²³⁰.

²²⁷ Ce document, *Draft Optional Protocol to the United Nations Convention on the Rights of the Child concerning the Elimination of Sexual Exploitation and Trafficking in Children*, était préparé par la Human Rights and Equal Opportunity Commission of Australia: HR/TUNIS/1993/SEM/BP.7. Pour plus de détails, voir: *Report of the Second International Workshop on National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights* (Tunis, 13-17 December 1993), en ligne, consulté le: 12-12-2009. <http://www.nhri.net/pdf/HRCinternationalworkshopII-E-CN.4-1994-45.pdf> *Draft Optional Protocol to the United Nations Convention on the Rights of the Child concerning the Elimination of Sexual Exploitation and Trafficking in Children*.

²²⁸ *Draft Optional Protocol to the United Nations Convention on the Rights of the Child concerning the Elimination of Sexual Exploitation and Trafficking in Children*, art. 1: «States Parties recognized that crimes of sexual exploitation of or trafficking in children represent crimes against humanity. 2. For the purposes of this Protocol these crimes include commission as principal or accessory, conspiracy or incitement to commit such offences, activity preparatory to commission of such offences and knowingly facilitating or profiting from the commission of such offences», en ligne, consulté le: 15-12-2009. <http://www.nhri.net/pdf/HRCinternationalworkshopIIadd.pdf>

²²⁹ *Ibid.*, art. 2(a).

²³⁰ *Draft Optional Protocol to the United Nations Convention on the Rights of the Child concerning the Elimination of Sexual Exploitation and Trafficking in Children*, *supra* note 228, art. 2.

Cette initiative tente d'universaliser²³¹ les crimes d'exploitation sexuelle des enfants et à les classer dans la même catégorie de crimes que ceux touchant l'ensemble de la communauté internationale²³² prévus par le Statut de Rome²³³, dont font partie les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre²³⁴. Puisque le tourisme sexuel impliquant des enfants est une grave forme d'exploitation sexuelle, sa soumission à la compétence universelle peut être envisageable.

La règle de la compétence universelle ou le principe de l'universalité du droit de punir²³⁵, est considérée comme une exception au principe de territorialité du droit pénal national, principe selon lequel une personne qui a commis une infraction sur le territoire d'un État est poursuivie par les autorités de ce dernier, avec l'application des lois qui y sont en vigueur²³⁶.

2.3.3.1 Définition et fondement de la compétence universelle

Historiquement, la compétence universelle a été élaborée pour la répression de certains délits. Au XII^e siècle, cette compétence a été conçue en vue de punir les vagabonds qui n'avaient pas de domicile fixe. Par la suite, elle s'est étendue aux bannis et aux voleurs²³⁷. C'est au XVI^e siècle que l'école espagnole vient avec l'idée

²³¹ Margaret A. Healy, *supra* note 48 à la p. 1880.

²³² *Ibid.*

²³³ Statut de Rome de la Cour pénale internationale, 17 juillet 1998, 2187 R.T.N.U. 3, Doc. A/CONF.183/9, 17 juillet 1998, voir, art. 5.

²³⁴ William Bourdon et Emmanuelle Duverger, *La Cour pénale internationale : le statut de Rome*, Paris. Édition du Seuil. 2000, art. 5 à la p. 36.

²³⁵ Claude Lombois, *Droit international pénal*, Paris, Dalloz, 1971, à la p. 19

²³⁶ Henri Donnedieu de Vabres, *supra* note 131 à la p. 11.

²³⁷ Ana Peyrò Liopis, *La compétence universelle en matière de crimes contre l'humanité*, Bruxelles, Bruylant, 2003, à la p. 2.

de traduire tous les malfaiteurs dangereux devant la justice de l'endroit où ils ont été capturés²³⁸. La piraterie en haute mer est considérée comme la première infraction reconnue par le droit international coutumier comme assujettie à la compétence universelle²³⁹. S'agissant d'un crime commis en dehors de la compétence territoriale des États, et comme les pirates, étant toujours en mouvement, n'avaient pas de résidence fixe, il fallait les traduire en justice là où ils avaient été capturés. Sur la base que certains crimes odieux doivent être réprimés dans le lieu même de l'interpellation de leur auteur, la communauté internationale a ainsi admis la compétence universelle comme moyen de répression²⁴⁰.

La compétence universelle peut se définir comme la «compétence du juge interne pour connaître une infraction quels que soient le lieu de l'infraction, la nationalité de son auteur ou celle de la victime»²⁴¹. Cette compétence donne à tous les juges du monde «une vocation égale à être saisis; ils ne sont plus considérés comme les organes d'une souveraineté particulière, mais comme ceux d'une répression universelle»²⁴². En vertu de ce principe, chaque État se donne la compétence de poursuivre certains crimes hors de leur territoire qui portent atteinte aux valeurs fondamentales de la communauté internationale²⁴³. Parfois même, le principe de la

²³⁸ Samuel Dimuene Paku Diasolwa, *L'exercice de la compétence universelle en droit pénal international comme alternative aux limites inhérentes dans le système de la Cour pénale internationale*, Thèse (M. en droit international), Université du Québec à Montréal, Archipel, 2008, à la p. 43. En ligne, consulté le 12-12-2009 <http://www.archipel.uqam.ca/1503/>

²³⁹ André Huet et Renée Koering-Joulin, *supra* note 132 à la p. 226.

²⁴⁰ George P. Fletcher, « Les pays d'Amérique du Nord : trois modèles de la compétence universelle » dans, Antonio Cassese, Mireille Delmas-Marty, *supra* note 140 à la p. 451.

²⁴¹ Éric David, « La compétence universelle en droit belge », dans *La compétence universelle, Annales de droit de Louvain*, vol 64, n°1-2 et *Revue de droit de l'U.L.B.*, vol 30, Bruxelles, Bruylant, 2004, p. 83.

²⁴² Claude Lombois, *supra* note 235 à la p. 19.

²⁴³ Stern Brigitte, « L'extraterritorialité revisitée. Où il est question des affaires Alvarez-Machain, pâte de bois et de quelques autres... » (1992) A.F.D.I. 238, à la p. 253.

compétence universelle oblige l'État à poursuivre toute personne soupçonnée d'être auteure des crimes graves heurtant la conscience de l'humanité²⁴⁴.

Le principe de la compétence universelle est basé sur l'obligation de la prévention et de la protection d'une valeur ou d'un intérêt à caractère universel, dont le respect relève pour cette raison de la responsabilité commune de l'ensemble des États²⁴⁵. Cette dimension universelle, qui a été rappelée dans le préambule du *Statut de Rome de la Cour pénale internationale* signé le 17 juillet 1998²⁴⁶, est reconnue en droit international²⁴⁷.

Plusieurs instruments internationaux prévoient des dispositions explicites relatives à la compétence universelle; on peut les diviser en deux catégories : la première *oblige* les États parties à étendre leur législation aux infractions commises en dehors de leur territoire national par des étrangers sur des étrangers; la deuxième les *autorise* à inclure cette compétence dans leur législation nationale²⁴⁸. Dans la première catégorie figure la compétence universelle obligatoire qui résulte de la ratification de certains

²⁴⁴ Antoine Garapon, *Des crimes qu'on ne peut ni punir ni pardonner pour une justice internationale*, Paris, Jacob, 2002, à la p. 32.

²⁴⁵ Damien Vandermeersch, « La compétence universelle » dans Antonio Cassese, Mireille Delmas-Marty, *supra* note 141 à la p. 589.

²⁴⁶ Statut de Rome de la Cour pénale internationale, *supra* note 233, préambule, alinéas 2 à 6 : «Ayant à l'esprit qu'au cours de ce siècle, des millions d'enfants, de femmes et d'hommes ont été victimes d'atrocités qui défient l'imagination et heurtent profondément la conscience humaine, Reconnaissant que des crimes d'une telle gravité menacent la paix, la sécurité et le bien-être du monde, Affirmant que les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale ne sauraient rester impunis et que leur répression doit être effectivement assurée par des mesures prises dans le cadre national et par le renforcement de la coopération internationale, Déterminés à mettre un terme à l'impunité des auteurs de ces crimes et à concourir ainsi à la prévention de nouveaux crimes, Rappelant qu'il est du devoir de chaque État de soumettre à sa juridiction criminelle les responsables de crimes internationaux...»

²⁴⁷ Antoine Bailleux, *La compétence universelle au carrefour de la pyramide et du réseau : de l'expérience belge à l'exigence d'une justice pénale transnationale*, Bruxelles, Bruylant, 2005, à la p. 22.

²⁴⁸ Antoine Bailleux, *supra* note 247 à la p. 22.

traités qui l'envisagent d'une manière expresse. En attestent les quatre *Conventions de Genève* du 12 août 1949 qui la consacrent respectivement à l'article 49 de la première convention²⁴⁹, à l'article 50 de la deuxième convention²⁵⁰, à l'article 129 de la troisième convention²⁵¹ et à l'article 146 de la quatrième convention²⁵². Ces conventions imposent aux États parties l'obligation de doter leurs juridictions nationales d'une compétence pour juger les auteurs présumés des infractions qu'elles visent, telles que : l'homicide intentionnel, la torture ou les traitements inhumains, les expériences biologiques, et le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé de la personne, même si ces crimes avaient été commis à l'étranger et que leurs auteurs ne sont pas leurs ressortissants. Cette compétence universelle «procède du principe *aut dedere aut judicare*, au terme duquel les États sont contraints soit d'extrader (ou de transférer à la juridiction internationale), soit de poursuivre et juger eux-mêmes les auteurs des infractions visées»²⁵³.

Dans la seconde catégorie, les États parties sont autorisés à étendre leur législation; par exemple, à l'article 5²⁵⁴ de la *Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid*²⁵⁵ conclue à New York le 30 novembre 1973, et

²⁴⁹ *Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne*, 12 août 1949 (Convention I), 75 R.T.N.U. 33.

²⁵⁰ *Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés dans les forces armées sur mer*, 12 août 1949 (Convention II), 75 R.T.N.U. 87.

²⁵¹ *Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre*, 12 août 1949 (Convention III), 75 R.T.N.U. 137.

²⁵² *Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre*, 12 août 1949 (Convention IV), 75 R.T.N.U. 289.

²⁵³ Damien Vandermeersch, *supra* note 245 à la p. 591.

²⁵⁴ *Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid*, 30 novembre 1973, 1015 R.T.N.U. 243, art. 5.

²⁵⁵ *Ibid.*

dans la *Convention de Vienne du 20 décembre 1988 contre le trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes*²⁵⁶, à son article 4 paragraphe 2b²⁵⁷.

Toutefois, si la compétence universelle est reconnue et admise en droit international, l'application de cette dernière, lorsque qu'elle résulte des conventions ratifiées par les États, exige parfois certaines conditions pour sa mise en œuvre. «[L]'exercice de la compétence universelle peut être subordonné à certaines conditions de mise en œuvre, telles que la présence de l'auteur présumé sur le territoire de l'État, l'exigence de la double incrimination»²⁵⁸.

Par ailleurs, la compétence universelle peut être établie unilatéralement en dehors de toute obligation internationale. Dans ce sens, plusieurs États «ont voté volontairement des législations autonomes créant des critères de compétence universelle plus larges que ceux résultant des obligations internationales contractées suite à la ratification d'instruments internationaux»²⁵⁹. Cette faculté laissée aux États s'inscrit à l'intérieur de la marge de manœuvre qui leur est laissée par le droit international, conformément au principe établi par la Cour permanente de justice internationale dans l'*Affaire du Lotus*, suivant lequel «les limitations de l'indépendance des États ne se présument [...] pas»²⁶⁰. C'est ainsi que l'Espagne reconnaît ainsi dans certaines matières la règle de la compétence universelle, comme indiqué dans sa loi sur l'organisation de la justice :

²⁵⁶ *Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes*, 20 décembre 1988, 1582 R.T.N.U. 209.

²⁵⁷ *Ibid.*, art. 4 (2b).

²⁵⁸ Damien Vandermeersch, *supra* note 245 à la p. 590.

²⁵⁹ *Ibid.*, à la p. 602.

²⁶⁰ *Affaire du Lotus* (France c. Turquie). (1927), C.P.J.I. (sér. A) n° 10 à la p. 18.

Sera également compétente la juridiction pénale espagnole pour connaître des faits commis par des Espagnols ou des étrangers hors du territoire espagnol susceptibles d'être qualifiés, selon la loi espagnole, comme un des délits suivants : génocide; terrorisme; piraterie et appropriation illicite d'aéronefs; falsification de monnaie étrangère; prostitution et corruption de mineurs et incapables; trafic illégal de stupéfiants²⁶¹.

De surcroît, l'Espagne a adopté l'extension de la compétence universelle sur une base unilatérale, et indépendamment de toute obligation internationale dans l'affaire de *Pinochet* contre lequel un juge espagnol a lancé un mandat d'arrêt pour des crimes commis au Chili²⁶².

²⁶¹ Ley Orgánica 6/1985 del Poder Judicial, 1^{er} juillet 1985, Art. 23(4): «Igualmente será competente la jurisdicción española para conocer de los hechos cometidos por españoles o extranjeros fuera del territorio nacional susceptibles de tipificarse, según la Ley penal española, como alguno de los siguientes delitos: A.Genocidio. B.Terrorismo. C. Piratería y poderamiento ilícito de aeronaves. D. Falsificación de moneda extranjera. E.Los delitos relativos a la prostitución y los de corrupción de menores o incapaces. (Modificado por disposición final única de Ley Orgánica 11/1999, de 30 de abril). F.Tráfico ilegal de drogas psicotrópicas, tóxicas y estupefacientes. G.Los relativos a la mutilación genital femenina, siempre que los responsables se encuentren en España (Añadido por artículo único de Ley Orgánica 3/2005, de 8 de julio.). H.Y cualquier otro que, según los tratados o convenios internacionales, deba ser perseguido en España». En ligne, consulté le : 30-05-2009. <http://jicj.oxfordjournals.org/cgi/content/full/4/3/595>

²⁶² Julien Seroussi, «La cause de la compétence universelle», Note, (2008) 3 Actes de la recherche en sciences sociales n° 173, à la p. 99. Pour plus de détails sur l'affaire, voir p. 100. Il faut préciser que l'affaire Pinochet a été déclenchée dans un premier temps sur la base de la compétence passive (les victimes étant espagnoles). Elle a ensuite pris une autre dimension, la demande d'arrestation de Pinochet étant basée sur la poursuite des auteurs des crimes de génocides et des crimes contre humanités en vertu de la compétence universelle. Voir le mandat d'arrêt du juge Baltasar Garzon, en ligne, consulté le : 1-1-2003. <http://www.crimeshumanite.be/approche/Fiche.cfm?ID=116&TITLE=PINOCHE%20%2D%20Acte%20d%27accusation%20du%20juge%20espagnol%20Baltasar%20Garzon%20du%2018%20octobre%201998&RUBRIC=2&COVER=1&COUNTRY=ESPAGNE&IDCOUNTRY=68&COUNTRIESCOVER=E>. De même, la demande d'extradition a fondé la poursuite sur la la compétence universelle : « Selon le principe de compétence universelle, catégorisé en droit international et adapté dans notre législation nationale, l'Espagne est compétente pour poursuivre les faits. De plus, l'Espagne a un intérêt légitime dans l'exercice de cette compétence car plus de cinquante citoyens espagnols ont disparu ou ont été tués au Chili, victimes de la répression dénoncée dans les plaintes», dans « Order of the Criminal Chamber of the Spanish 'Audiencia Nacional' », 5 novembre 1998, in Reed Brody et Michael Ratner, *The Pinochet Papers: The Case of Augusto Pinochet in the British and Spanish Courts*, Leiden, du 16 octobre 1998, Brill Academic Publishers, 2000.

Avec la même prétention, la Belgique, se référant à la *Loi du 16 juin 1993*²⁶³ modifiée le 10 février 1999 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire²⁶⁴, a lancé de façon unilatérale le 11 avril 2000 un mandat d'arrêt international²⁶⁵ à l'encontre du ministre congolais des Affaires étrangères, M. Abdulaye Yerodia Ndombasi. Celui-ci était soupçonné d'être auteur ou coauteur de crimes contre l'humanité constituant des infractions graves de droit international humanitaire. Le juge d'instruction belge Vandermeersch, dans son mandat d'arrêt, se réfère à l'article 7 de la loi de 1993 sur la question de la compétence universelle en droit belge. L'article 7 de ladite loi reconnaît aux juridictions belges une compétence universelle indépendamment de tout lien de rattachement avec le pays :

Aux termes de l'article 7 de la loi du 16 juin 1993, les auteurs d'un des crimes de droit international humanitaire visés par la loi relèvent de la compétence des juridictions belges, quelles que soient leur nationalité et celle des victimes : le fait que l'inculpé soit un civil ou un membre d'une force étrangère, nationale ou multinationale, n'affecte pas la compétence du juge belge. Cette règle s'applique même si la Belgique n'est pas impliquée dans le conflit au cours duquel les crimes de droit international ont été commis [...].

²⁶³ *Loi du 16 juin 1993 relative à la répression des infractions graves aux conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et aux Protocoles I et II du 8 juin 1977, additionnels à ces conventions*, en ligne, consulté le 28-12-2009 http://www.juridat.be/cgi_loi/arch_a.pl?rech=1&language=fr&chercher=c&row_id=1&fromtab=loi&la=F&ddda=1993&tri=so+AS+RANK+&sql=dt+contains++'LOI'+and+dd+=+date'1993-06-16'&cn=1993061636&DETAIL=1993061636/F&caller=archive&imgcn.x=69&imgcn.y=4&numero=1&dddj=16&fr=f&dt=LOI&dddm=06&set1=SET+TERM_GENERATOR+'word!ftelp/lang=french/bas e/root/derive/infect'&set3=set+character_variant+'french.ftl'&ver_arch=004

²⁶⁴ *Loi relative à la répression des violations graves de droit international humanitaire du 10 février 1999*, en ligne, consulté le 28-12-2009 http://www.juridat.be/cgi_loi/loi_a.pl?rech=1&language=fr&chercher=c&row_id=1&fromtab=loi&la=F&ddda=1993&tri=so+AS+RANK+&sql=dt+contains++'LOI'+and+dd+=+date'1993-06-16'&cn=1993061636&DETAIL=1993061636/F&caller=image_a1&imgcn.x=69&imgcn.y=4&numero=1&dddj=16&fr=f&dt=LOI&dddm=06&set1=SET+TERM_GENERATOR+'word!ftelp/lang=french/base/root/derive/infect'&set3=set+character_variant+'french.ftl'&pdf_page=6&pdf_file=http://www.ej ustice.just.fgov.be/mopdf/1999/03/23_1.pdf

²⁶⁵ Mandat d'arrêt international contre Yerodia Ndombasi, en ligne, consulté le 30-12-2009 <http://www.ulb.ac.be/droit/cdi/fichiers/MandatVdm.html>

L'article 7 contient une règle de compétence et de procédure pénale qui est d'application immédiate [...]. En matière de droit humanitaire, le législateur a voulu ainsi déroger au principe de territorialité du droit pénal dans la ligne des dispositions des quatre Conventions de Genève et du Protocole I (article 49 (Convention I), article 50 (Convention II), article 129 (Convention III), article 146 (Convention IV), et article 85, § 1^{er} du Protocole I). Cette compétence universelle procède du principe "aut dedere aut judicare", au terme duquel les [É]tats sont contraints soit d'extrader ou de transférer à la juridiction internationale, soit de poursuivre et de juger eux-mêmes les auteurs des infractions graves²⁶⁶.

La Cour internationale de justice (CIJ), dans son arrêt du 14 février 2002²⁶⁷, a conclu que le Ministre congolais jouissait d'une immunité de juridiction selon la coutume internationale, et elle s'est abstenue de se prononcer sur la question de la légitimité de la compétence universelle dans cette affaire. Aussi n'a-t-elle pas donné suite à la demande de la Belgique. Malgré la décision rendue par la CIJ²⁶⁸ et l'abrogation par la Belgique en août 2003²⁶⁹ de la *Loi du 16 juin 1993* sous forte pression internationale, notamment américaine²⁷⁰, la tentative de la Belgique de lancer un mandat d'arrêt contre un ministre sur la base de la compétence universelle reste en soi un pas de géant; elle peut même créer un exemple quant à la possibilité de soumettre le tourisme sexuel à la juridiction universelle.

²⁶⁶ Mandat d'arrêt international contre Yerodia Ndombasi, *supra* note 265. Le juge d'instruction belge *Vandermeersch*, dans son mandat d'arrêt, se réfère à l'article 7 de la loi de 1993 sur la question de la compétence universelle dans le point (3.4. La compétence universelle).

²⁶⁷ Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (*République démocratique du Congo c. Belgique*), arrêt, C.I.J. Recueil 2002, p. 3.

²⁶⁸ *Ibid.*

²⁶⁹ Antoine Bailleux, «L'histoire de la loi belge de compétence universelle. Une valse à trois temps : ouverture, étroitesse, modestie» (2005) 1 *Droit et société*, N° 59.107 à la p. 130.

²⁷⁰ *Ibid.*, à la p. 125.

Grotius, dans son ouvrage *De jure belli ac pacis*²⁷¹, distingue les délits ordinaires qui ne touchent que les particuliers des délits qui concernent la société humaine. D'après la distinction de Grotius, chaque fois qu'un délit touche la société ou bien la menace, cela nécessite une intervention ou une lutte par tous les moyens pour la protéger puisqu'elle est le noyau de l'existence humaine²⁷².

En ce sens, on peut soutenir que les crimes d'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme, de plus en plus répandus, touchent les intérêts de l'ensemble de la communauté internationale. D'où l'urgence pour celle-ci de sauvegarder les principes et valeurs inhérents à la dignité humaine. Aussi nous paraît-il primordial de lutter contre l'impunité qui entoure les abus sexuels perpétrés par des touristes sur des enfants. Pour cela, chaque fois que des actes révoltent la conscience humaine et échappent à la punition à cause des limites de leur compétence territoriale ou des difficultés d'application de la compétence extraterritoriale, ces actes devraient pouvoir être poursuivis sur la base de la compétence universelle.

L'exploitation sexuelle des enfants était considérée comme un crime contre l'humanité dans l'article 1 du projet de protocole facultatif de Tunis, déjà mentionné. Le tourisme sexuel impliquant des enfants appartient à la catégorie de ces exploitations sexuelles. En conséquence, envisager de l'assujettir au régime de la compétence universelle nous semble une voie qui mérite d'être sérieusement considérée.

La poursuite sous la compétence universelle transcenderait les difficultés soulevées par l'application de la loi pénale extraterritoriale. Cette nouvelle juridiction plus large et sans frontières, à l'image du tourisme sexuel impliquant des enfants, donnerait en

²⁷¹ Hugo Grotius, *De jure belli ac pacis, Le droit de la guerre et de la paix* (1625), traduit par P. Pradier-Fodéré, édité par Denis Alland et S. Goyard-Fabre, Paris, Presses Universitaires de France, Leviathan, 1999.

²⁷² *Ibid.*, à la p. 868.

principe plus de protection aux enfants et permettrait peut-être de mieux lutter contre l'impunité due aux critères qui sont exigés par la loi extraterritoriale. L'objet d'une telle compétence serait de combler les lacunes juridiques de la loi pénale extraterritoriale, lacunes qui sont exploitées par des personnes actives dans le domaine du tourisme, que ce soit le touriste même ou toute autre personne qui facilite ou tire profit de ce genre de tourisme. La compétence universelle serait également susceptible de faire diminuer le nombre d'actes commis par des étrangers qui exploitent sexuellement des enfants sur un autre territoire. Elle dissuade de voyager pour avoir des relations sexuelles avec des enfants avec la quasi-certitude qu'en étant loin de chez lui, l'auteur d'un tel crime pourra échapper à la poursuite judiciaire, une fois qu'il aura quitté le pays vers une autre destination.

En annexe au présent mémoire, nous proposons le texte d'une convention qui traiterait spécifiquement du tourisme sexuel impliquant des enfants et qui encadrerait l'application de la compétence universelle dans ce domaine. Une telle convention aurait pour objet de renforcer les conventions existantes traitant déjà de l'exploitation sexuelle des enfants; notamment, le *Protocole relatif aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants*, ou bien des conventions à portée générale, mais rappelant toujours dans leurs articles l'interdiction d'une telle exploitation, comme la *Convention relative aux droits de l'enfant* de 1989. De plus, la convention proposée définirait et unifierait les concepts concernant le phénomène et forcerait la mise en œuvre d'une poursuite pénale contre tout auteur qui commet, facilite ou tire profit d'un tel acte.

CONCLUSION

Le tourisme, qui est une ouverture sur le monde par laquelle les personnes connaissent les diverses cultures et l'art de vivre d'autres peuples et nations, est devenu une arme tranchante envers les enfants, lorsque ceux-ci sont exploités par l'industrie du tourisme à des fins sexuelles. Comme nous venons de le démontrer, plusieurs facteurs internes aux États qui reçoivent les touristes facilitent la croissance de ce phénomène, particulièrement la pauvreté, qui pousse des familles à vendre leurs enfants ou les font s'engager pour travailler dans le secteur touristique sans mesurer les conséquences d'un tel recrutement sur la vie de leurs enfants. Également, la corruption à tous les niveaux et la faiblesse institutionnelle des pays touristiques en voie de développement contribuent à rendre l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme de plus en plus facile. Le trafic, le proxénétisme et la prostitution des enfants donnent au phénomène un caractère organisé, qui prend parfois des dimensions transnationales.

Le tourisme sexuel impliquant des enfants a révolté certaines organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales, qui ont fait de ce problème une de leurs premières préoccupations. Chacune dans son champ de compétence, l'OIT, l'OMT, l'ONU, l'OÉA et l'Union européenne luttent pour mettre fin à l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme. De même, les organisations non gouvernementales sont très actives dans cette lutte, notamment dans les pays récepteurs de touristes. Par ailleurs, il ne faut pas balayer du revers de la main les initiatives régionales qui ont conduit à l'adoption de conventions sur l'exploitation sexuelle des enfants, telles la *Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels* et la *Convention interaméricaine relative au trafic international des mineurs*. De même, soulignons l'importance des outils internationaux qui protègent et promeuvent les droits de l'enfant, au premier

chef la *Convention relative aux droits de l'enfant* et le *Protocole facultatif portant sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants*. N'ignorons pas enfin le rôle des États dans la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants, lesquels se sont manifestés avec l'adoption et l'application de lois pénales extraterritoriales contre l'exploitation sexuelle des enfants.

Toutefois, ces multiples efforts, qu'ils soient étatiques ou non, ne suffisent pas pour lutter efficacement contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Les lois pénales extraterritoriales, comme nous l'avons déjà mentionné, ne sont adoptées que par un certain nombre d'États. Le contenu de ces lois pénales extraterritoriales varie d'un pays à l'autre. Et leur application se heurte à maintes conditions restrictives, entre autres la double incrimination et les éléments constitutifs de l'infraction sexuelle commise sur un mineur. Ces particularismes législatifs représentent un véritable obstacle dans la mise en œuvre des lois pénales extraterritoriales. De même, il est important de mentionner que ce ne sont pas toutes les lois pénales extraterritoriales qui se penchent sur la question de l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme. Selon notre étude, parmi les législations des quatre pays ayant fait l'objet de notre analyse, deux seulement traitent du phénomène (en interdisant toute relation sexuelle avec un mineur prostitué).

L'efficacité des lois pénales extraterritoriales ne se réalise que lorsqu'il y a une étroite coopération policière et judiciaire entre pays émetteurs et récepteurs de tourisme. De même, la répression du tourisme sexuel impliquant des enfants exige la coopération des États et leur participation à tous les niveaux. En ce qui les concerne, il est souhaitable que les États qui ne disposent pas encore de lois pénales extraterritoriales contre l'exploitation sexuelle des enfants se dotent de telles lois, et qu'ils considèrent que les infractions sexuelles contre des enfants sont des infractions universelles, car un crime sexuel à l'encontre d'un enfant, où qu'il soit commis, est considéré partout

ailleurs comme un délit²⁷³. Dans le même ordre d'idées, États devraient favoriser l'adoption de conventions traitant spécifiquement du tourisme sexuel qui exploite les enfants : traités bilatéraux entre pays émetteurs et récepteurs de tourisme; conventions internationales harmonisant les lois pénales extraterritoriales pour les États qui se dotent de telles lois; enfin, mise en œuvre des politiques de coordination plus adéquates entre le pays où l'infraction sexuelle a été commise et le pays où la poursuite judiciaire aura lieu.

La participation des organisations internationales gouvernementales dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme est primordiale, notamment lorsque l'intervention de ces organisations aboutit à l'adoption de conventions qui traitent spécialement du devoir de protéger les droits de l'enfant. En témoignent la *Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels* et la *Convention concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination*, adoptée par l'OIT. Les organisations internationales non gouvernementales ont, pour leur part, le devoir de participer activement dans la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants. Le rôle des ONG est crucial, entre autres lorsqu'il s'agit d'organiser des campagnes de sensibilisation sur les conséquences néfastes de l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme, ou d'organiser des campagnes de promotion des droits de l'enfant en divulguant de l'information sur les effets négatifs qui résultent de telles pratiques; ces campagnes sont indispensables pour la protection des droits de l'enfant.

Pour protéger les enfants contre toute pratique sexuelle illicite exercée par certains touristes, et lutter ainsi contre l'impunité qui peut découler de cette pratique honteuse, l'assujettissement du tourisme sexuel impliquant des enfants à la compétence universelle serait une proposition audacieuse, une solution juridique pertinente et un projet réalisable, voire souhaitable. Une idée semblable avait déjà été proposée lors

²⁷³ Vitit Muntarbhorn, *supra* note 191 à la p. 96.

de l'adoption d'un Protocole optionnel à la *Convention relative aux droits de l'enfant* qui concerne spécialement l'exploitation sexuelle des enfants. Le *Draft Optional Protocol to the United Nations Convention on the Rights of the Child concerning the Elimination of Sexual Exploitation and Trafficking in Children*, proposé par l'Australie, a clairement exprimé l'obligation de soumettre l'exploitation sexuelle des enfants à la juridiction pénale universelle dans son tout premier article.

En revanche, la réalisation d'une telle initiative n'est possible que si la volonté des États de protéger les enfants est présente, de sorte qu'elle devienne une véritable priorité. Certes, les États, de plus en plus, se préoccupent de la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Cette volonté se manifeste dans la conclusion de certains traités relativement récents visant cette protection, dont le *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants*, ratifié par 135 États²⁷⁴. Une ratification aussi large révèle une volonté concrète de la part des États dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants. Toutefois, le plus important reste la mise en œuvre effective des conventions internationales dans chaque État concerné, notamment via l'adoption de lois nationales luttant efficacement contre l'exploitation sexuelle des enfants. Les États doivent déployer tous les moyens dont ils disposent pour mettre fin à toute forme de tourisme qui puisse mettre en péril les enfants. En cela, ils voudront peut-être bien cesser de comparer à la valeur humaine l'intérêt matériel, comme la diminution des revenus nationaux tirés du tourisme. Soulignons-le à nouveau, les crimes d'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme, crimes qui heurtent la conscience humaine, pourraient être traités selon la compétence universelle dans une convention multilatérale susceptible de freiner la croissance de ce phénomène.

²⁷⁴ État de ratification du *Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants*, voir, site de ONU, consulté le : 1-3-2010.
<http://treaties.un.org/doc/publication/mtdsg/volume%20i/chapter%20iv/iv-11-c.fr.pdf>

Les enfants, qui sont l'espoir de la vie et la réserve humaine de demain, méritent la plus haute protection possible. Protéger les enfants contre toute forme d'exploitation sexuelle notamment dans le tourisme, ce crime abominable, est un devoir collectif de la société et de l'État. La soumission du tourisme sexuel impliquant des enfants à la compétence universelle ne serait-elle pas une solution envisageable? Et cette compétence ne serait-elle pas plus efficace que les mesures actuelles dans la lutte contre ce type de tourisme?

ANNEXE

Proposition de Convention internationale réprimant le tourisme sexuel impliquant des enfants

Preamble

Les États membres des Nations Unies, signataires de la présente convention,
Tenant compte de la *Convention relative aux droits de l'enfant* et en particulier de
l'article 34 qui exige que les États parties s'engagent à protéger l'enfant contre toutes
les formes d'exploitation sexuelle et de violence sexuelle;
Considérant l'ampleur du tourisme sexuel impliquant des enfants dans le monde;
Considérant qu'il est du devoir de tous les États de réprimer ce phénomène révoltant;
Considérant que pour empêcher que les délinquants sexuels ne puissent se soustraire
à la justice, la compétence universelle constitue le meilleur régime juridique;
Sont convenus de ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

L'objet de la présente convention est de mieux protéger l'enfant contre l'exploitation sexuelle.

Article 2 : Définitions

Aux fins de la présente convention, l'on entend par :

- «enfant», tout être humain âgé de moins de 18 ans;
- «tourisme sexuel impliquant des enfants», tout déplacement effectué par un individu hors du territoire de son pays dans l'intention préalable ou non de s'adonner à des activités sexuelles de quelque forme que ce soit mettant en cause des enfants.

La présente convention s'applique également à toute personne qui facilite, encourage d'une façon directe ou indirecte, participe ou tire profit du tourisme sexuel, que ce soit une personne physique ou morale.

Article 3

Tout État partie à la présente convention et sur le territoire duquel se trouve un individu présumé avoir commis des infractions sexuelles aux dépens d'un enfant ou toute autre infraction désignée dans cette convention, a le devoir de traduire le responsable devant son système judiciaire ou de l'extrader vers tout autre État manifestant la volonté d'engager contre lui une poursuite judiciaire.

Article 4

Tout État partie à la présente convention s'engage à harmoniser sa législation nationale avec la présente convention pour les fins s'y trouvant contenues.

Article 5

Les États parties prennent toutes les mesures appropriées pour faciliter la mise en œuvre et l'application de la présente convention.

Article 6

Aucune réserve n'est permise à la présente convention.

Article 7

La présente convention entre en vigueur le troisième mois, suivant le troisième instrument de sa ratification.

Article 8

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est désigné comme dépositaire de la présente convention.

Article 9

L'original de la présente convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

BIBLIOGRAPHIE

1. LÉGISLATION

1.1. LÉGISLATION NATIONALE

Code criminel, L.R.C. 1985, c. C-46.

Canada P.L. c-27, Loi modifiant le Code criminel (prostitution chez les enfants, tourisme sexuel impliquant des enfants, harcèlement criminel et mutilation d'organes génitaux féminins), 2^e sess., 35^e Parl., 1996.

Loi modifiant le Code criminel (prostitution chez les enfants, tourisme sexuel impliquant des enfants, harcèlement criminel et mutilation d'organes génitaux féminins), L.C. 1997, c. C-16.

Canada P.L. c-15A, Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois, 1^{ère} sess., 35^e Parl., 2001.

Loi modifiant le Code criminel et d'autres lois, L.C. 2002, c. C-13.

1.2. LÉGISLATION INTERNATIONALE

1.2.1. Australie

Crimes (Child Sex Tourism) Amendment Act, N° 105, 1994.
<http://www.comlaw.gov.au/ComLaw/Legislation/Act1.nsf/frame1odgmentattachment/s/332EE746136CDDF6CA256F720018338C>

1.2.2. Belgique

C. pén, belge.
http://www.juridat.be/cgi_loi/loi_F.pl?cn=1867060801

C. proc .pén, belge.
<http://www.droitbelge.be/codes.asp#ins>

Loi du 16 juin 1993 relative à la répression des infractions graves aux conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et aux Protocoles I et II du 8 juin 1977,

additionnels à *ces* *conventions*,
http://www.juridat.be/cgi_loi/arch_a.pl?rech=1&language=fr&chercher=c&row_id=1&fromtab=loi&la=F&ddda=1993&tri=so+AS+RANK+&sql=dt+contains++'LOI'+and+dd+=+date'1993-06-16'&cn=1993061636&DETAIL=1993061636/F&caller=archive&imgcn.x=69&imgcn.y=4&numero=1&dddj=16&fr=f&dt=LOI&dddm=06&set1=SET+TERM_GENERATOR+'word!ftelp/lang=french/base/root/derive/infect'&set3=set+character_variant+'french.ftl'&ver_arch=004

Loi relative à la répression des violations graves de droit international humanitaire du 10 février 1999,
http://www.juridat.be/cgi_loi/loi_a.pl?rech=1&language=fr&chercher=c&row_id=1&fromtab=loi&la=F&ddda=1993&tri=so+AS+RANK+&sql=dt+contains++'LOI'+and+dd+=+date'1993-06-16'&cn=1993061636&DETAIL=1993061636/F&caller=image_a1&imgcn.x=69&imgcn.y=4&numero=1&dddj=16&fr=f&dt=LOI&dddm=06&set1=SET+TERM_GENERATOR+'word!ftelp/lang=french/base/root/derive/infect'&set3=set+character_variant+'french.ftl'&pdf_page=6&pdf_file=http://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/1999/03/23_1.pdf

Loi relative à la protection pénale des mineurs, 28 novembre 2000,
<http://www.droitbelge.be/codes.asp>

1.2.3. Espagne

Ley Orgánica 6/1985 del Poder Judicial, 1^{er} juillet 1985.
<http://jicj.oxfordjournals.org/cgi/content/full/4/3/595>

1.2.4. France

Code d'instruction criminelle 1808.
http://ledroitcriminel.free.fr/la_legislation_criminelle/anciens_textes/code_instruction_criminelle_1929/code_1808_1.htm

C. pén. français.
<http://perlpot.net/cod/penal.pdf>

1.2.5. Japon

Code pén. japonais.
<http://www.cas.go.jp/jp/seisaku/hourei/data/PC.pdf>

1.2.6. Suède

C. pén. Suède.

<http://www.sweden.gov.se/content/1/c6/02/77/77/cb79a8a3.pdf>

2. JURISPRUDENCE

2.1. JURISPRUDENCE NATIONALE

2.1.1. Belgique

Mandat d'arrêt international contre Yerodia Ndombasi.

<http://www.ulb.ac.be/droit/cdi/fichiers/MandatVdm.html>

2.2. JURISPRUDENCE INTERNATIONALE

Affaire du Lotus (France c. Turquie). (1927), C.P.J.I. (sér. A) n° 10 à 1 p. 18.

Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (*République démocratique du Congo c. Belgique*), arrêt, C.I.J. Recueil 2002, p. 3.

3. DOCTRINE

3.1. OUVRAGES COLLECTIFS

Bourdon, William et Duverger, Emmanuelle. *La Cour pénale internationale : le statut de Rome*, Paris. Édition du Seuil. 2000.

Cassese, Antonio, Delmas-Marty, Mireille. *Juridictions nationales et crimes internationaux*, Paris, Presses universitaires de France, 2002.

Coquart, Élisabeth, Huet Philippe. *Le livre noir de la prostitution*, Paris, Albin Michel, 2000.

Huet, André, Koering-Joulin, Renée. *Droit international*, 3e éd. Paris, PUF, 2005.

3.2. MONOGRAPHIES

Bailieux, Antoine. *La compétence universelle au carrefour de la pyramide et du réseau: de l'expérience belge à l'exigence d'une justice pénale transnationale*, Bruxelles, Bruylant, 2005.

Donnedieu de Vabres, Henri. *Les principes modernes du droit pénal international*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2004.

Dupuy, Pierre-Marie. *Droit international public*, 8e éd., Paris, Dalloz, 2006.

Franck, Michel. *Voyage au bout du sexe : Trafics et tourisms sexuels en Asie et ailleurs*, Québec, Presses de l'université Laval, 2006.

Garapon, Antoine. *Des crimes qu'on ne peut ni punir ni pardonner pour une justice internationale*, Paris, Jacob, 2002.

Grotius, Hugo. *De jure belli ac pacis, Le droit de la guerre et de la paix* (1625), traduit par P. Pradier-Fodéré, édité par Denis Alland et S. Goyard-Fabre, Paris, Presses Universitaires de France, Leviathan, 1999.

Legardinier, Claudine. *Les trafics du sexe femmes et enfants marchandises*, France, Les essentiels Milan, 2002.

Liopis, Ana Peyrò. *La compétence universelle en matière de crimes contre l'humanité*, Bruxelles, Bruylant, 2003.

Lombois, Claude. *Droit international pénal*, Paris, Dalloz, 1971.

Maurer, Mechlihd. *Tourisme prostitution sida*, Paris, Harmattan, 1992.

Muntarhorn, Vitit. *Lois pénales extraterritoriales contre l'exploitation sexuelle des enfants*, Genève, Atar Roto Presse, 1999.

Poulin, Richard. *Enfances dévastées: L'enfer de la prostitution*, Ottawa, l'interligne, tom. 1, 2007.

Poulin, Richard. *La mondialisation des industries du sexe, prostitution, pornographie, traite des femmes et des enfants*, Montréal, L'interligne, 2004.

Pradel, Jean. *Droit pénal comparé*, 2^e éd., Paris, Dalloz, 2002.

René, David. *Les grands systèmes de droit contemporains*, 11^eéd, Paris, Dalloz, 2002.

Rousseau, Jean-Jacques. *Émile ou de l'éducation*, Paris, Garnier-Flammarion, 1966.

Seabrook, Jeremy. *En finir avec le tourisme sexuel impliquant des enfants : l'application des lois extraterritoriales*, Paris, L'Harmattan, 2002.

Youf, Dominique. *Penser les droits de l'enfant*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002.

3.3. ARTICLES

3.3.1. ARTICLES PUBLIÉS DANS DES OUVRAGES COLLECTIFS

Bernard, Claire. «Les droits de l'enfant, entre la protection et l'autonomie» dans Lucie Lamarche, et Pierre Bosset, dir., *Des enfants et des droits*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1997.

Cassese, Antonio. « L'incidence du droit international sur le droit interne» dans Antonio Cassese et Mireille Delmas-Marty, *Juridictions nationales et crimes internationaux*, Paris, Presses universitaires de France, 2002, 555.

Dorais, Michel. « L'exploitation sexuelle des enfants : des situations et des réflexions» dans Antonio Cassese et Mireille Delmas-Marty, *Juridictions nationales et crimes internationaux*, Paris, Presses universitaires de France, 2002, 451.

P. Fletcher, George. « Les pays d'Amérique du Nord : trois modèles de la compétence universelle», Lucie et Bosset, Pierre, dir., *Des enfants et des droits*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1997.

Vandermeersch, Damien. « La compétence universelle» dans Antonio Cassese, Mireille Delmas-Marty. *Juridictions nationales et crimes internationaux*, Paris, Presses universitaires de France, 2002, 589.

3.3.2. ARTICLES DE PÉRIODIQUES ET REVUES SPÉCIALISÉES

Bailleux, Antoine. « L'histoire de la loi belge de la compétence universelle: une valse à trios temps: ouverture, étroitesse, modestie» (2005) 29 *Droit & Société*. 107.

Berkman, Eric Thomas. «Responses to the International Child Sex Tourism Trade» (1996) 19 B.C. Int'l & Comp. L. Rev 397.

Beyer, Nancy. «The Sex Tourism Industry Spreads to Costa Rica and Honduras: Are These Countries Doing Enough to Protect Their Children From Sexual Exploitation?» (2001-2002) 29 Ga. J. Int'l & Comp. L 301.

Brigette, Stern. « L'extraterritorialité revisitée. Où il est question des affaires Alvarez-Machain, pâte de bois et de quelques autres...» (1992) A.F.D.I, 238.

D. Breckenridge, Karen. «Justice Beyond Borders: a Comparison of Australian and U.S. Child-Sex Tourism Laws» (2004) 13 Pac. Rim L. & Pol'y J 405.

David, Éric. « La compétence universelle en droit belge », dans *La compétence universelle, Annales de droit de Louvain*, vol 64, n°1-2 et *Revue de droit de l'U.L.B*, vol 30, Bruxelles, Bruylant, 2004.

Edelson, Daniel. «The Prosecution of Persons Who Sexually Exploit Children in Countries Other Than Their Own: a Model for Amending Existing Legislation» (2001-2002) 25 Fordham Int'l L.J. 483.

Frank, Michel. «Le tourisme sexuel en Thaïlande» (2003) 22 Revue de recherche en tourisme, Téoros, UQAM. 22.

Fredette, Kalen. « International Efforts to Combat Child Sex Tourism: Evaluating the Council of Europe Convention on Commercial Child Sexual Exploitation» (2009) 32:1. B.C. Int'l & Comp. L. Rev. 1.

Healy, A Margaret. « Prosecuting Child Sex Tourists at Home: Do Laws in Sweden, Australia, and the United States Safeguard the Rights of Children as Mandated by International law? » (1994-1995) 18 Fordham Int'l L.J. 1852.

J. Steinman, Kathy. «Sex Tourism and the Child: Latin America's and the United States' Failure to Prosecute Sex Tourists » (2002) 13 Hastings Women's L.J 53.

Jullien, Karene. « The Recent International Efforts to End Commercial Sexual Exploitation of Children» (2002-2003) 31 Denv. J. Int'l L. & Pol'y 579.

Justin, Roberge. «Des solutions internationales et canadiennes à la problématique du tourisme sexuel impliquant des enfants» (2003) 22 Revue de recherche en tourisme Téoros, UQAM. 15.

K. Andrews, Sara. «U.S. Domestic Prosecution of The American International Sex Tourist: Efforts to Protect Children from Sexual Exploitation» (2003-2004) 94 J. Crim. L. & Criminology 415.

Montgomery, Heather. « Imposing Rights? A Case Study of Child Prostitution in Thailand» In *Culture and Rights: Anthropological Perspectives*, ed. Jane Cowan et al. London: Cambridge University Press, 2001. 80.

Seroussi, Julien. «La cause de la compétence universelle». Note, (2008) 3 Actes de la recherche en sciences sociales n° 173. 98.

Svensson, Naomi. «Extraterritorial Accountability: An Assessment of the Effectiveness of Child Sex Tourism Laws» (2006) 28 Loy. L.A. Int'l & Comp. L. Rev. 641.

4. MÉMOIRE ET THÈSE

Dimuene Paku Diasolwa, *L'exercice de la compétence universelle en droit pénal international comme alternative aux limites inhérentes dans le système de la Cour pénale internationale*, Thèse (M. en droit international), Université du Québec à Montréal, Archipel, 2008. <http://www.archipel.uqam.ca/1503/>

5. DICTIONNAIRE

Nouveau petit Robert de la langue française, Millésime, Paris, 2010.

Salmon, Jean. dir., *Dictionnaire de droit international public*, Bruylant, Bruxelles, 2001,

6. RAPPORTS

Fabié, Sendrine et Hervé Barioulet, *Étude des actions de lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants*, ECPAT International, 2001.

Groupe consultatif sur la recherche et les études en droit, *Le droit et le savoir*, rapport présenté au conseil de recherches en sciences humaines du Canada, avril 1983.

Human Rights and Equal Opportunity Commission of Australia, *Report of the Second International Workshop on National Institutions for the Promotion and Protection of Human Rights* (Tunis, 13-17 December 1993), HR/TUNIS/1993/SEM/BP.7. <http://www.nhri.net/pdf/HRCinternationalworkshopII-E-CN.4-1994-45.pdf>

International Tribunal for Children's Rights, *International Dimensions of the Sexual Exploitation of Children*, 1999.

Midy Patrick, Merchadou Chantal, *la lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants, pour une stratégie française*, rapports présenté aux, Ministère de la famille et de l'enfance et Ministère délégué au tourisme, France, mars 2003. <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/044000436/0000.pdf>

Ninth Report to the Secretary General of the OAS on the actions undertaken by Member States to Combat the Commercial Sexual Exploitation of Children in the Americas, Montevideo, April 2009, [http://www.iin.oea.org/iin/English/Pdf/IX%20Informe%20ESCNA%20-%20vI%20ING%20\(2\).pdf](http://www.iin.oea.org/iin/English/Pdf/IX%20Informe%20ESCNA%20-%20vI%20ING%20(2).pdf)

Organisation mondiale du tourisme, *La protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans le tourisme, Module pour les jeunes de 12 à 16 ans*, Madrid, Espagne, 2001.

7. COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Press Release, U.S. Dep't of State, *The Optional Protocol to the United Nations Convention on the Rights of the Child on the Sale of Children, Child Prostitution, and Child Pornography*, 24 décembre 2002, <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2002/16216.htm>

8. DOCUMENTS ET PUBLICATIONS INTERNATIONALES

8.1. CONSEIL DE L'EUROPE

Conseil de l'Europe, *Compétence extraterritoriale en matière pénale*, Strasbourg, Comité européen pour les problèmes criminels, 1999.

Décisions CE, Décision-cadre du Conseil le 19 juillet 2002 relative à la lutte contre la traite des êtres humains, [2002] J.O. L 203/629/JAI. http://www.contrelatraite.org/IMG/pdf/Decision_cadre_2002-07-19.pdf

Décisions CE, Décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil du 22 décembre 2003 relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie, [2004] J.O. L13/1 du 20/01/2004. <http://eurlex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:32004F0068:FR:HTML>

Conclusion CE, Conclusions du conseil du 21 décembre 1999 sur la mise en œuvre des mesures de lutte contre le tourisme sexuel impliquant des enfants [1999] J.O.C 379/01. http://www-securint.u-strasbg.fr/pdf/c_37919991231fr00010001ftt.pdf

Action commune du 24 février 1997, adoptée par le Conseil sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne relative à la lutte contre la traite d'êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants, [1997] J.O. L63/01. http://www.eclan.eu/Default.aspx?CatID=77&cCatID=C8&CtrlClientID=_ctl7&SysID123=BC&ReturnUrl=L0RlZmF1bHQYXNweD9DYXRJRd03NyZQTjEyMz05JlBTQjEyMz0x

8.2. ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS

Prevention and Eradication of Commercial Sexual Exploitation and Smuggling of and Trafficking in Minors, AG/RES. 2432 (XXXVIII-O/08), June 3, 2008, http://www.annaobserva.org/web/public/pdf/AG_RES_2432_3jun08-ING.pdf

Inter-American Programme for the Prevention and Eradication of Child Commercial Sexual Exploitation, Trafficking and Smuggling of Minors, CD/RES. 10 (82-R/07)

8.3. ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME

Organisation mondiale de tourisme, *Code mondial d'éthique du tourisme*, 1999. http://www.unwto.org/ethics/full_text/en/pdf/Codigo_Etico_Fran.pdf

Beddoe, Christine, Hall, C. Michel et Ryan, Chris, *L'étendue de l'exploitation sexuelle des enfants dans le tourisme*, Organisation mondiale du tourisme, 2001.

8.4. ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Comité des droits de l'enfant, *Observation générale sur les enfants autochtones et leurs droits en vertu de la Convention*, observation générale n°11 (2009), CRC/C/GC/11. http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/CRC.GC.C.11_fr.pdf

Comité des droits de l'enfant, *Observations finales : Thaïlande*, 27 janvier 2006, CRC/C/THA/CO/2. [http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/898586b1dc7b4043c1256a450044f331/88a0d5457061da2fc125715e0048d5f9/\\$FILE/G0640937.pdf](http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/898586b1dc7b4043c1256a450044f331/88a0d5457061da2fc125715e0048d5f9/$FILE/G0640937.pdf)

Comité des droits de l'enfant, *Observations finales : Philippines*, 2 octobre 2009 CRC/C/PHL/CO/3-4. <http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/co/CRC-C-PHL-CO4.pdf>

Comité des droits de l'enfant, *Observations finales : Sri Lanka*, 6 juin 2003, CRC/C/15/Add.207. [http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/898586b1dc7b4043c1256a450044f331/3f673e7616944979c1256da5002cdac4/\\$FILE/G0342765.pdf](http://www.unhchr.ch/tbs/doc.nsf/898586b1dc7b4043c1256a450044f331/3f673e7616944979c1256da5002cdac4/$FILE/G0342765.pdf)

État de ratification de la *Convention relative aux droits de l'enfant*, R.T.N.U, VI ch-iv-11. <http://treaties.un.org/doc/publication/mtdsg/volume%20i/chapter%20iv/iv-11.fr.pdf>

8.5. ECPAT INTERNATIONAL

ECPAT International, *Le tourisme sexuel impliquant les enfants (TSIE) dans le monde en flux et en chiffres (extraits)* <http://www.aidetous.org/Documents/chiffres-TSIE-2009.pdf>

Document soumis par ECPAT, *Tourisme et prostitution des enfants*, le premier Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, Stockholm, Suède, Août 27-31-1996. http://www.csecworldcongress.org/PDF/fr/Stockholm/Background_reading/Theme_papers/Theme%20paper%20Tourism%201996_FRE.pdf

Ecpat International, *Les lois extraterritoriales : pourquoi ne fonctionnent-elles pas et comment peuvent-elles êtres renforcées*, 2008. http://www.ecpat.net/EI/Publications/Journals/Extraterritorial_Law_FRE.pdf

8.6. AUTRES ONG

Association internationale des hôtels et restaurants, *Résolution contre l'exploitation sexuelle des enfants*.
<http://www.ih-ra.com/foundation/about.php>

Association internationale du transport aérien, *Final Resolution Condemning the Commercial Sexual Exploitation*.
<http://www.iata.org/whatwedo/travel-tourism>.

Confédération des associations nationales de l'hôtellerie, de la restauration, des cafés et établissements similaires de l'Union européenne et de l'Espace économique européen, *Déclaration contre l'exploitation sexuelle des enfants*.
http://www.hotrec.org/pages/policy_areas/classification/#/tdvs:1

Fédération internationale des tour-opérateurs, *Code de conduite contre l'exploitation sexuelle des enfants*.
http://www.ifto.eu.com/assets/file_uploads/documents/Sustainable-Development-v2.pdf

Federation of Women's Travel Organizations, *Resolution against sex tourism*.
<http://www.ifwto.org>.

Federation of International Youth Travel Organizations, *Résolution pour combattre l'exploitation sexuelle commerciale des enfants*.
<http://www.fiyto.org/Docs/index.php4>

Groupement des Unions nationales des agences et organisateurs de voyages de l'Union européenne, *Déclaration contre l'exploitation sexuelle des enfants*.
<http://www.ectaa.org/Home/Areas/Tourism/tabid/79/Default.aspx>

Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes, *Résolution sur la prostitution dans le tourisme et l'Accord standard*.
http://www.iuf.org/cgi-bin/search_companies.cgi?p1=tourisme&p2=French&p3=fr

9. DOCUMENTS GOUVERNEMENTAUX

9.1. Australie

Draft Optional Protocol to the United Nations Convention on the Rights of the Child concerning the Elimination of Sexual Exploitation and Trafficking in Children
<http://www.nhri.net/pdf/HRCinternationalworkshopIIadd.pdf>

10. TRAITÉS

10.1. TRAITÉS MULTILATÉRAUX

Convention internationale relative à la traite des blanches, 4 mai 1910, III R.T.S.N. 278.

Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne, 12 août 1949 (Convention I), 75 R.T.N.U. 33.

Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés dans les forces armées sur mer, 12 août 1949 (Convention II), 75 R.T.N.U. 87.

Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, 12 août 1949 (Convention III), 75 R.T.N.U. 137.

Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, 12 août 1949 (Convention IV), 75 R.T.N.U. 289.

Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui, 21 mars 1950, 96 R.T.N.U. 271.

Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, 7 septembre 1956, 226 R.T.N.U. 3.

Convention européenne d'extradition, Paris, 13 décembre 1957.
<http://conventions.coe.int/Treaty/fr/Treaties/Html/024.htm>

Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, 20 avril 1959, 472 R.T.N.U.

Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid, 30 novembre 1973, 1015 R.T.N.U. 243.

Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, 20 décembre 1988, 1582 R.T.N.U. 209.

Convention relative aux droits de l'enfant, 20 novembre 1989, 1577 R.T.N.U. 3, R.T. Can.1992 n°3.

Convention concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, 17 juin 1999, 2133 R.T.N.U. 161.

Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, 29 mai 1993, http://hcch.e-vision.nl/index_fr.php?act=conventions.text&cid=69

Inter - American Convention on International Traffic in Minors, Mexico, 18mars 1994.

http://www.iin.oea.org/2007/SIM/edic/Convencion_interamericana_sobre_trafico_in_gles.pdf

Convention sur la cybercriminalité, Budapest, 23 novembre 2001, STE n° 185.

Traité sur l'Union européenne, [2002] J.O. C 325

Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, Espagne, 13 juillet 2007. <http://conventions.coe.int/Treaty/FR/treaties/Html/201.htm>

Statut de Rome de la Cour pénale internationale, 17 juillet 1998, 2187 R.T.N.U. 3, Doc. A/CONF.183/9, 17 juillet 1998.

Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, 17mars 1978, <http://conventions.coe.int/treaty/fr/Treaties/Html/099.htm>

Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, 25 mai 2000, Doc. A/RES/54/263; CN.1032.2000.

Protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, 25 mai 2000, 2173 R.T.N.U.242.

Protocole additionnel à la Convention des nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, 15 novembre 2000, 2237 R.T.N.U. 271.

Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, 8 novembre 2001.
<http://conventions.coe.int/treaty/FR/Treaties/Html/182.htm>

Protocole additionnel à la Convention européenne d'extradition, 15 octobre 1975.
<http://conventions.coe.int/treaty/fr/Treaties/Html/086.htm>

Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'extradition, 17 mars 1978. <http://conventions.coe.int/Treaty/FR/Treaties/HTML/098.htm>

10.2. TRAITÉS BILATÉRAUX

Convention d'entraide judiciaire en matière pénale, France et Thaïlande, 11 septembre 1997, J.O. 23 juin 2000.

Traité d'extradition entre la république des Philippines et le Canada, 7 novembre 1989, en ligne, consulté le 23-12-2009. <http://www.treaty-accord.gc.ca/text-texte.asp?lang=fra&id=101341>

11. DÉCLARATIONS

Première déclaration des droits de l'enfant, 26 septembre 1924, A.G. Res, 1924, R.T.S.N.

Déclaration des droits de l'enfant 20 novembre 1959, A.G. Res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) à 19, U.N. Doc. A/4354(1959).

Déclaration du premier Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, Stockholm, Suède, 27 au 31 août 1996.

Déclaration du deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, Yokohama, Japon, 17 au 20 décembre 2001.

Déclaration de l'Organisation mondiale du tourisme sur la prévention du tourisme sexuel, adoptée par l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme à sa onzième session, Le Caire, 17-22 octobre 1995 (résolution A/RES/338(XI))

Déclaration et programme d'action 1er Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, en ligne, consulté le : 26-10-2009. http://csecworldcongress.org/PDF/fr/Stockholm/Outcome_documents/Stockholm%20Declaration%201996_FRE.pdf

Déclaration et appel à l'action de Rio de Janeiro pour prévenir et éliminer l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents, en ligne, consulté le 27-10-2009. <http://www.ecpat.net/EI/Updates/FRWCIIIOutcome.pdf>

12. RESSOURCES INTERNET

Premier Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, Stockholm, Suède, 27-31 août 1996. [«http://www.csecworldcongress.org/fr/stockholm/index.htm»](http://www.csecworldcongress.org/fr/stockholm/index.htm)

Deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, Yokohama, Japon, 17-20 décembre 2001. [«http://www.csecworldcongress.org/fr/yokohama/index.htm»](http://www.csecworldcongress.org/fr/yokohama/index.htm)

Deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants. Engagement mondial de Yokohama de 2001. [«http://csecworldcongress.org/PDF/fr/Yokohama/Outcome_documents/L'ENGAGEMENT%20MONDIAL%20DE%20YOKOHAMA%20DE%202001_FR.pdf»](http://csecworldcongress.org/PDF/fr/Yokohama/Outcome_documents/L'ENGAGEMENT%20MONDIAL%20DE%20YOKOHAMA%20DE%202001_FR.pdf)

ECPAT International. [«http://www.ecpat.net/EI/Programmes_CST.asp»](http://www.ecpat.net/EI/Programmes_CST.asp)

ECPAT International. [«http://www.ecpat.net/EI/Ecpat_history.asp»](http://www.ecpat.net/EI/Ecpat_history.asp)

ECPAT International. [«http://www.ecpat.net/EI/Programmes_CST.asp»](http://www.ecpat.net/EI/Programmes_CST.asp)

ECPAT International, Tourisme et prostitution des enfants, premier Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, Stockholm. [«http://www.csecworldcongress.org/fr/stockholm/background/index.htm»](http://www.csecworldcongress.org/fr/stockholm/background/index.htm)